T. XLVIII — N° 2 10 Mars 1937

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *Changement de servitude.*

Des informations réunies ci-après par notre collaborateur K. Türmer sur la politique religieuse du national-socialisme, il était utile de tirer une leçon de portée générale.

P. MESNARD. *Autorité et liberté dans la famille.*

Autorité et liberté : il ne peut s'agir ici du renouvellement dialectique d'un thème dont l'intérêt n'est pas inépuisable. On voudrait, par la publication prochaine d'un ensemble de documents, empruntés chacun à une sphère différente de la réalité humaine, contribuer à tracer ici la physionomie moderne du problème. L'auteur l'étudie en suivant dans son article l'itinéraire psychologique du couple conjugal. La bonhomie souriante avec laquelle il a voulu mener ses analyses ne doit pas nous en cacher la portée.

K. TÜRMER. *La situation de l'Eglise dans le IIIe Reich.*

Un dossier accablant.

M.-A. ROGUET, O.P. *Les élections à la Radio d'Etat.*

Changement de servitude

Rien autant que la tragique épreuve, par laquelle passent les catholiques d'Allemagne, n'est capable de démontrer à qui ne le saurait pas que l'homme ne sera sauvé du marxisme par aucun moyen de dictature. En dehors d'une vision catholique du monde, pour employer une façon de parler allemande, l'homme sera toujours victime.



Nulle part le marxisme n'est combattu avec autant de vigueur et de méthode qu'en Allemagne. Toutes les puissances de l'État sont mobilisées contre lui. C'est une guerre sans merci, guerre hautaine avec autant de mépris que de haine, une sorte de guerre religieuse et de croisade qui le poursuit jusques en dehors des frontières avec des cris d'insultes.

Nous n'aurions qu'à nous féliciter, sinon des cris d'insultes, du moins de la vigueur de cette lutte, si elle réussissait à faire barrage contre le règne qui s'étend, de ce matérialisme inhumain, qui ne laisse aux âmes ni air, ni jeu; de ce collectivisme où seule compte la masse et où les individus ne sont que des atomes d'un agrégat qui seul a puissance et considération; d'une civilisation de la quantité qui humilie la noblesse de l'homme et, en définitive, se trouve en recul sur la civilisation païenne elle-même.

Un telle lutte, c'est la belle lutte pour l'indépendance.

Mais alors! l'Allemagne, si heureusement arrachée à l'emprise du bolchévisme, est-elle devenue terre de liberté? ou du moins, pour qu'il n'y ait pas confusion sur ce mot peu à la mode, terre d'humanisme? L'Allemand peut-il, désormais, déployer sa spontanéité, donner libre cours à sa spiritualité, se mettre au service de l'État avec toute son âme, sans crise de conscience? N'est-il pas obligé de garder le

meilleur en lui-même ? Peut-il, sous la protection des lois, développer toute sa valeur d'homme et faire lui-même sa destinée ?

Alors seulement l'hitlérisme aurait fait la preuve qu'il a trouvé la bonne méthode pour atteindre, au vif, le bolchévisme.

Hélas ! Écoutez la voix de nos frères les catholiques allemands et celle de leurs évêques. Toute leur vie religieuse est lentement cernée et leur personnalité catholique est à la veille d'être étouffée.

Ce régime hitlérien de soi-disant libération n'a fait que changer la nature de la servitude. C'est peut-être même trop dire : la servitude est analogue.

Si elle n'est pas de même origine et ne procède pas de la même idéologie, elle aboutit au même résultat.

L'hitlérisme, c'est encore du marxisme, un marxisme politique, ainsi que le disait le Manifeste de Fulda d'août 1936. « Quiconque ne combat pas le bolchévisme sur le terrain religieux, lui ouvre, par là même, la porte sur le terrain politique et économique. » Et le Souverain Pontife, quelques mois plus tard, a ajouté à ce jugement le poids de son autorité quand Il a parlé : de ces méthodes qui, sous couleur de combattre le bolchévisme, ne font que l'entretenir.

L'hitlérisme, lui aussi, est un régime de masse. Non pas que l'individu y soit atome dans un agrégat, comme dans le marxisme, — sur ce point, le marxisme a subi l'influence de la philosophie du XVIIIe siècle et de la Révolution française et l'on comprend que l'hitlérisme puisse se dire contre-révolutionnaire. Pour l'hitlérisme, l'individu est l'élément d'une vie organique, il est goutte de sang perdu dans le flot de la race et, par suite, plus dépersonnalisé encore qu'en idéologie marxiste.

Son devoir consiste à se mettre dans le courant et à l'enrichir. Il n'a pas de richesse en propre. Tout lui vient de la race et du sang. S'il reçoit quelque chose de l'étranger, il doit ou l'intégrer dans le sang allemand ou, si c'est inassimilable, l'éliminer. Car tout : sa vie, son esprit, sa religion doit aller à la race et au sang, par l'intermédiaire de l'État, le gardien de la race et du sang et qui, en conséquence, est la seule personne réelle de l'Allemagne.

Je systématise à peine. L'hitlérisme est une organisation politique d'une logique monstrueuse, qui absorbe l'homme et le digère.

Une telle entreprise, rencontrant le catholicisme, ne pouvait que s'irriter :

Vous êtes un internationalisme, lui reproche-t-on. Et l'internationalisme noir n'est pas plus rassurant que le rouge. Vous êtes un élément étranger, votre spiritualité est un foyer de discorde. Nous connaissons toutes ces imputations. Nous les avons entendues de la bouche de tous les régimes totalitaires. Il s'y ajoute, simplement cette fois, au nom d'une orgueilleuse métaphysique, la sombre violence germanique.

Le catholicisme ne mérite aucun de ces reproches. Ni internationaliste : il ne confond pas les patries, parce qu'il s'étend à toute l'humanité qui les dépasse. Ni étranger : il est partout chez lui où il y a des âmes et des spiritualités, car il a la mission de les rattacher à leur source divine. Encore moins élément de discorde, mais lien fraternel entre tous les membres du même Corps mystique du Christ.

Mais, il est vrai ! aucune doctrine n'a autant que lui le respect de la personne humaine, en laquelle il voit une image de la Personne même de Dieu. Aucune n'a un tel souci de sa dignité. Tout, chez lui, institutions et sacrements, est au service de son épanouissement.

Seule la conception catholique est capable de servir la société, sans sacrifier l'individu et de servir l'individu, sans tomber dans l'individualisme anarchique et compromettre la société. C'est que, d'après elle, c'est l'individu qui pose la société, non pas seulement comme une nécessité matérielle, mais aussi spirituelle.

L'individu a besoin de la société pour remplir sa destinée. Il doit donc le nourrir de tout lui-même. Mais, à son tour, la société doit mettre toutes ses ressources à son service.

La doctrine catholique est à contre-courant à la fois du marxisme et de l'hitlérisme. Il n'y a pas de doctrine aussi humaine.

Christianus.

Autorité et liberté dans la famille

Nul homme n'a, par sa naissance, commandement sur autrui. Lorsque nous voulons caractériser l'humanité, c'est dans la liberté que nous voyons son attribut le plus fondamental. L'animal, asservi par l'instinct, ne saurait être posé en dehors de son espèce ; l'homme, au contraire, est essentiellement *personne*, c'est-à-dire être libre, autonome et responsable. Mais le paradoxe de la vie humaine provient justement du fait que cette autonomie demande pour s'actualiser le secours de la loi sociale, cette personnalité, pour s'épanouir, la participation respectueuse à des groupes hiérarchisés ; et c'est ainsi que sur les plans les plus divers s'inscrit cette équation fondamentale où l'autorité s'exprime en fonction de la liberté. Les sociologues l'ont étudiée, surtout à partir de l'État, cette société complète dont l'activité ordonnée sert de cadre à peu près unique à la vie du citoyen. Les théologiens l'ont surtout poursuivie dans l'Église, cette communauté de foi où la libre ascension des âmes vers Dieu requiert cependant l'organisation collective et l'observance de la règle. Les moralistes l'analysent de préférence dans la famille, parce que ce groupe humain est la matrice de tous les autres et que son faible volume garde à tous ses rapports internes une visible signification personnelle, souvent plus difficile à dégager dans des sociétés plus considérables. C'est ainsi que le fondement, l'expression et les

limites de l'autorité politique sont restés questions débattues, où les thèses les plus diverses ne cesseront de s'affronter, tandis que, dès l'aurore de la philosophie occidentale, tous les bons esprits n'ont pas cessé d'enseigner que l'autorité familiale était de droit naturel et qu'elle résidait évidemment entre les mains paternelles.

Mais comme l'étendue de cette autorité a visiblement connu au cours des âges des variations considérables, d'ailleurs liées à d'importantes modifications dans la structure du groupe familial — et que par ailleurs on s'accorde à considérer, avec Jean Bodin, ce pouvoir du *Paterfamilias* comme le prototype de l'autorité humaine, dont toutes les autres formes ne seraient que des analogues, il ne paraît pas inutile d'en étudier à nouveau la fin, l'exercice, l'étendue et le partage. Cette analyse paraîtra d'ailleurs plus urgente au chrétien qu'elle placera plus ou moins volontairement devant le dilemme suivant : les mœurs actuelles ne paraissant plus convenir sur ce point aux enseignements des Pères, faut-il rejeter cet enseignement et marcher avec son temps — ou bien conserver malgré tout, dans une société hostile, une allure patriarcale qui paraît prêter à rire et vouer à l'insuccès ? Option redoutable placée à chaque pas de l'existence et que l'on souffre de voir résoudre si légèrement au gré d'aveugles circonstances.

I. — L'autorité conjugale

La famille actuelle se réduisant au groupe naturel des deux parents et des enfants mineurs, il y a donc hétérogénéité radicale entre ses membres : d'un côté deux adultes, la femme et l'homme, qui entrent en ménage avec leur personnalité déjà mûre, de l'autre les enfants

qui surviendront, un nombre indéterminé de petits êtres dont l'éducation paraît justement constituer le but essentiel de ce groupe permanent.

L'une des principales difficultés du mariage provient d'ailleurs de ce que, la présence virtuelle des enfants n'étant pas sensible au début de l'union, la structure hiérarchique de la famille qu'elle explique et fonde seule a du mal à s'établir, à trouver son juste mode dans les premières années de ménage : l'avenir risque souvent de s'en trouver fort compromis. Alors que l'autorité masculine est essentiellement une autorité paternelle, il lui faut donc se manifester tout d'abord comme autorité maritale, et, dans la société moderne, cela n'est guère fait pour simplifier les choses.

Représentons-nous, en effet, la jeune femme qui vient de se marier. Dans nos foyers peu peuplés, quelle que soit la classe sociale que l'on envisage, la grande jeune fille mène une existence assez libre, pleine de charme et de fantaisie. Même aux champs, elle ne connaît guère que les travaux les plus faciles, se voit assurer non seulement le nécessaire, mais un petit budget personnel qu'elle dépense en fanfreluches : sa bicyclette assure par ailleurs sa pleine liberté d'allure, elle ne doit compte de ses dimanches à personne. En ville, à défaut de confort, la jeune employée se grise au moins d'indépendance : sa coquetterie trouve toujours le moyen de se satisfaire, et l'on a souvent noté la différence énorme entre les toilettes et les plaisirs des midinettes et ceux des jeunes mères ouvrières. Quand à la jeune fille bourgeoise, elle a su depuis la guerre s'organiser une vie à elle, où les obligations domestiques voient leur part de plus en plus réduite au bénéfice d'une recherche, souvent fort judicieuse, mais toujours très autonome, des diverses activités de l'esprit, du monde ou de la charité. Bref, la jeune fille est un être

choyé qui n'a que peu d'obligations, pour beaucoup d'indépendance.

La voici maintenant mariée. Sans doute a-t-elle vaguement perçu, dans le papotage mondain qui masque stupidement la gravité du mariage civil, Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint lui rappeler qu'aux yeux du code *la femme doit obéissance à son mari* : mais elle n'aura vu là qu'un texte suranné propre à susciter sur ses lèvres un sourire de raillerie. Sans doute a-t-elle entendu par la suite Monsieur le Curé, après l'éloge fatidique des familles Durand et Dupont, lui rappeler rapidement avec saint Paul que la femme doit être *soumise à son époux* comme l'Église l'est au Christ (Ephes., V, 24), mais cette formule théologique lui a paru des plus vagues, et par là même rassurante. Hélas ! il a bientôt fallu déchanter ! Ce fiancé si délicat qui, plus encore que ses parents, était à l'affût de ses moindres caprices et paraissait avoir la vocation de l'esclavage, s'est mué soudainement en un être exigeant qui commande et qui tranche aussi naturellement que l'on respire, sans paraître même supposer qu'on puisse avoir un avis différent : « Nous mangerons à telle heure, nous irons chez les un tel, tu mettras ta robe bleue. » Chose plus grave, en société il ne souffre pas la moindre contradiction, décide le moment du départ, interrompt les effusions les plus touchantes et les conversations les plus agréables ; bref, non content d'exercer en toutes choses l'autorité la plus despotique, il en affiche encore le spectacle. A moins d'être complètement absorbée par son amour, la jeune femme ne tarde point à en souffrir : elle se refuse à penser ce *nous* qui n'est jamais, à tout prendre, qu'un *lui*, et contre cette invasion progressive elle établit plus ou moins consciemment de solides barrages intérieurs qui préserveront son jardin secret, sa personnalité « profonde », qu'elle entend dérober à une capitulation

déshonorante : c'est l'heure des bouderies rêveuses, où la femme « incomprise » s'éloigne déjà en esprit.

De son côté le jeune mari n'est pas sans éprouver de déceptions symétriques. Autant il a passé facilement sur les ratés inévitables d'une expérience débutante, autant il se sent vexé de ne pas voir ses moindres idées adoptées d'emblée et réalisées avec enthousiasme. Il s'attendait à façonner une cire molle, il trouve devant lui une personne autonome, à tout le moins un système de valeurs et d'habitudes qui tend à affirmer une stabilité surprenante. Cette jeune fille qui affichait une si grande indépendance à l'égard de ses parents et qui, dans tous les domaines, semblait en réaction contre les jugements maternels, lui paraît incarner soudain les préjugés les plus fâcheux de sa famille. Les vers connus de Géraldy rendent très justement cet agacement du mari devant le pire obstacle qu'il puisse rencontrer, à savoir l'inertie féminine :

C'est fini, le charme est brisé,
Et tu ressembles à ta mère.

Là aussi la menace reste ouverte d'une liquidation avec pertes. Puisqu'il ne peut pas commander chez lui, puisqu'il n'est pas le maître à son foyer, autant laisser tomber ce rêve ridicule d'une vie toute tournée vers l'intimité familiale... Un mari déçu a vite fait de reprendre, à titre de compensation, toutes les libertés de sa vie de garçon. Que sa femme prenne garde ! Il est un temps où elle peut encore enrayer les sorties fréquentes, les amitiés envahissantes, le goût du cinéma et du café ; il en est un autre où cet univers interdit la repoussera peu à peu en lisière d'une existence qui trouve en dehors d'elle son intérêt et ses plaisirs.

Insistons sur ce point, car il représente dans l'éduca-

tion actuelle des jeunes filles une lacune importante. Autrefois on ne se contentait pas d'une formation ménagère souvent supérieure à celle de nos modernes Cathos. Mme de Maintenon, qui ne craignait pas de mettre les points sur les *i*, apprenait à ses filles l'art de conserver leur mari. Érasme et saint François de Sales écrivaient sur ce sujet des pages fort savoureuses bien adaptées à leur époque. J'ai bien peur que nos jeunes savantes ignorent même le nom de ces doctes personnages, et que les conseils beaucoup moins sévères des *Lettres à Françoise* ne leur paraissent déjà affreusement réactionnaires. L'une d'elles me confiait : « On a déjà bien de la peine à *décrocher* un mari. S'il faut encore l'épousseter ! »

C'est surtout dans la classe bourgeoise que la crise est la plus flagrante. Les jeunes femmes du peuple, plus averties, ayant le sentiment de la lutte pour la vie, savent mieux défendre leur bonheur et, comme elles disent d'un mot imagé, « garder leur homme ». Les jeunes filles du monde, dont l'éducation consiste surtout à recouvrir d'un voile d'illusions une réalité prudemment ignorée, n'ont qu'une idée très imprécise des difficultés conjugales, des passions, de l'inconstance masculines. L'instruction religieuse, en insistant très justement sur l'indissolubilité du mariage, leur donne un sentiment dangereux d'absolue sécurité : les métaphores innocentes du langage des bergeries leur semblent par ailleurs choses substantielles, et elles s'imaginent tout de bon « enchaîner leur galant d'une amour éternelle ». Il y a plus, et l'on voit reparaître ici l'esprit bourgeois sous sa forme la plus aiguë de perversité juridique. Ce n'est ni sur leur beauté, ni sur l'amour de leur mari, ni sur leur bonne volonté mutuelle, ni sur l'assistance de Dieu et la grâce du sacrement que repose leur confiance, mais sur la valeur absolue d'un contrat, qui transforme à leurs yeux

leur mari en une sorte de propriété juridiquement acquise et inaliénable en droit. Sûres de leur parfaite « éducation », reçue dans les meilleures maisons au nom des meilleurs principes, sûres de l'appui du code et de l'Église, qui troublerait aujourd'hui leur tranquille possession ? A quoi bon désormais « céder » quelque chose au mari : n'est-il pas le prisonnier d'un état de fait librement accepté ? N'a-t-il pas recherché cette alliance et prononcé le oui sacramentel? Il ne lui reste plus désormais qu'à marcher droit et à admirer béatement toutes les habitudes prises.

C'est à cette inversion de l'autorité conjugale qu'est due la ruine très rapide de la famille anglo-saxonne. Elle apparaît invraisemblable dans un pays catholique comme le nôtre, où l'enseignement de l'Église n'a jamais été propice aux empiétements féminins.

On y rencontre cependant de ces maris réduits en servitude. Certains ont le bon goût de s'éclipser à temps par une mort prématurée, et l'on aperçoit alors ces veuves triomphantes qui peuvent réaliser enfin le rêve de leur existence : gouverner sans aucun partage une importante maison et fourrer de force leur fils à l'École Polytechnique. Certains abdiquent en surface, mais réagissent violemment par des débordements secrets. La plupart acceptent leurs chaînes et se résignent à jouer les utilités dans leur propre maison. Comment une telle abdication a-t-elle pu s'effectuer?

C'est que le malheureux s'est trouvé en face d'un ennemi supérieur en nombre, en persévérance et en doctrine. Il a eu le tort de se laisser « occuper » par sa belle-famille, sous la forme la plus captieuse, la générosité envahissante. Il y a d'abord la dot, qui est un premier signe de vassalité, et qui établit sur papier timbré la supériorité des Durand sur les Dupont. Il y a ensuite toutes

ces aides matérielles, souvent nécessaires aux jeunes époux, mais qui, s'ils n'y prennent garde, ont vite fait de transformer leur maison en *succursale*. Comment penser autrement que belle-maman, quand on a reçu d'elle la même chambre Louis XV, le même salon Louis XVI, la salle à manger Henri II qui font la gloire de sa propre demeure? Et que dire de ces malheureux à qui on a fait « la surprise » d'aménager sans les consulter tout un appartement fin prêt, jusqu'aux photos dans les cadres. Hélas! il faut avoir le courage d'être gendre et non pas domestique, et de repousser les bonnes volontés trop normatives avec la citation classique : « Timeo Danaos, et dona ferentes » — à tout le moins, de faire comprendre aux intéressés que l'avantage incontestable du capitalisme moderne est de faciliter les dons en numéraire.

Il faut le dire nettement, quitte à démontrer plus tard l'importance exceptionnelle de ce facteur familial, le danger du jeune ménage est du côté des belles-mères. Le précepte de l'Écriture est pourtant, sur ce point, formel : « L'homme quittera son père et sa mère... » Il paraît vain de démontrer que cet *homme* s'entend tout aussi bien du sexe faible. Et pourtant! Que de mauvais départs dans l'existence dus à une mère qui s'accroche à son fils ou à sa fille, ou qui — le cas est plus fréquent — n'a de cesse de les rappeler à elle, en détruisant ainsi tout l'équilibre du ménage.

Ces filles qui viennent « au rapport » dès les premiers mois de leur ménage, tous les dimanches ou tous les soirs, ne seront jamais de bonnes épouses. Que la carrière de leur mari entraîne un brusque départ, et tout d'un coup surgit le drame. J'ai vu pleurer des officiers qui partaient pour les garnisons de l'Est, laissant leur femme prospérer en paix « dans un climat plus sain », comme disait la mère; j'ai vu les colonies briser ainsi bien des

ménages où « cette pauvre petite ne pouvait tout de même pas aller vivre sous la tente, comme tous ces Algériens ! » Ceux mêmes qui s'indignent de ces faits n'en aperçoivent pas toujours la cause — la nécessité, pour un jeune ménage, d'affirmer son autonomie et de cultiver à loisir ce que l'abbé de Tourville appelait « *la formation particulariste* », au lieu de résoudre les difficultés par un recours perpétuel aux générations antérieures, par la répétition mécanique d'habitudes mal adaptées à la réalité présente.

Les belles-familles représentent certes un appoint d'expérience, un réservoir inépuisable de conseils et de dévouement ; mais la vie regarde en avant, et les responsabilités ne peuvent pas se reporter. Le jeune ménage a souvent plus à gagner à ses propres fautes qu'à une imitation trop docile. En tout cas il ne saurait être question d'établir au-dessus du mari une surveillance, lointaine ou proche, exercée par les beaux-parents. Ceux-ci ont droit au respect et à l'affection, mais non pas à l'obéissance. L'autorité maritale l'emporte incontestablement sur l'autorité maternelle : celui qui est responsable du bien commun a seul le droit de commander. Au bref, et pour user d'une comparaison militaire, les beaux-parents ne constituent pas un état-major général, superposé aux troupes combattantes, mais bien plutôt la vieille garde. Le premier rang lui revient de droit aux parades et aux défilés, mais on la tient d'habitude éloignée du champ de bataille ; elle n'intervient sur la ligne de feu qu'en cas de péril extrême et doit se révéler alors prête aux derniers sacrifices.

***

Le jeune homme se devra donc d'établir très fermement

de solides barrières contre tout empiétement : il essaiera de définir pour son ménage les rythmes les plus heureux, les normes les mieux adaptées. Il y parviendra d'autant mieux qu'il saura provisoirement éloigner toute influence extérieure, et qu'il en discutera courtoisement avec sa femme, content de lui donner raison aussi souvent que possible et de souligner avec joie ses heureuses initiatives.

Ce moment-là sera d'ailleurs très délicat. Il ne faut point donner à la jeune femme l'impression d'une coupure radicale avec son passé, sa famille, mais bien celui d'un épanouissement superbe où sa vie prendra désormais une valeur insoupçonnée. Plus regrettable serait encore l'étouffement, cette fois définitif, d'une âme enfin prête à s'ouvrir et qui retomberait lourdement de passivité filiale en servitude conjugale. L'autorité maritale doit être douce, légère, respectueuse et prévenante : il ne s'agit point ici de commander et d'obéir, mais de collaborer à une œuvre commune, suivant un ordre défini. Le mari ne parle pas à sa femme comme un adjudant à ses hommes, mais comme un officier chevronné qui dit à un jeune collègue : « mon cher camarade ».

Saint Augustin — qui s'y connaissait — dit quelque part que le mari doit commander à sa femme comme un évêque à son clergé ; on ne saurait mieux souligner toute la difficulté de sa tâche. Être libre devant un autre être libre, personne contre personne, il ne détient autorité que parce qu'il a reçu, dans un commun ministère, une plus grande plénitude. Il ne lui faut pas tant contraindre que persuader, et ce n'est pas à la superbe de ses ordres, mais aux fruits obtenus que l'on évaluera sa véritable autorité. Poussons plus loin : ce n'est pas à titre d'individu que le mari possède autorité sur sa femme, mais au titre de la famille. Il n'a donc pas à établir ses goûts, ses préférences, à étaler son MOI jusqu'à en recouvrir tout le

foyer : il lui faut, au contraire, se dépouiller de lui-même pour inviter par son exemple sa femme à en faire autant, et entreprendre avec elle la construction de cette cellule nouvelle qui sera désormais la seule unité de compte. C'est pour la marche consciente vers ce NOUS de plus en plus net que le mari reçoit des pouvoirs suréminents : il ne les mérite donc que dans la mesure même où il a renoncé à sa suprématie d'individu pour devenir l'animateur du couple.

Chose curieuse, cette absorption, ce renoncement apparent, loin de se solder par une diminution quelconque, sont pour les deux époux le signe d'une véritable ascension. L'homme qui vainc son égoïsme naturel pour se soumettre aux normes du foyer, la femme qui refoule sa vanité d'indépendance pour seconder son mari dans cette œuvre, n'auront pas l'impression de perdre, mais de gagner considérablement. C'est qu'en construisant « la chère maison » ils ont réalisé leurs véritables puissances. Ils sont passés sans conteste du plan de l'*individu* — liberté pure et illimitée en droit, mais en fait uniquement virtuelle et combattue sans trêve par d'autres libertés semblables — au plan de la personne, liberté véritable de ceux qui agissent dans un cadre réel suivant une finalité donnée. La responsabilité sociale assumée par l'homme au dehors, la conscience plus claire du but à poursuivre, l'expérience plus étendue qu'il possède, la nécessité d'une recherche ordonnée, c'est-à-dire hiérarchisée, du bien commun, tout cela justifie l'exercice de l'autorité conjugale ; la femme s'y soumettra d'autant plus volontiers qu'elle aura l'impression de commencer sa vie réelle et d'enrichir sa personnalité.

Cette attitude, ces sentiments, de volontaires et d'un peu difficiles au début, deviendront vite naturels et spontanés, surtout quand l'arrivée des enfants viendra témoi-

gner la réalité du ménage, comme d'un groupe tourné vers l'avenir, où le service collectif l'emporte sur les fantaisies individuelles. Devant les responsabilités nouvelles, devant la multiplicité des tâches qui s'offriront alors aux époux, le problème de l'autorité conjugale tendra à se résoudre de lui-même. La société familiale augmentant de volume, la nécessité d'un pouvoir fort et reconnu devient tout à fait manifeste. La femme, absorbée dans son labeur quotidien, est heureuse de trouver à ses côtés cette volonté claire et nette qui semble commander au destin, — de son côté le jeune homme n'a garde de traiter à la légère celle qui a donné son sang à la famille, et dont le dévouement remplit désormais sa maison. La mère, plus près des enfants, devient à son tour une autorité reconnue : le poids et l'étendue de ses conseils s'en trouve justement accru. Elle est, comme nous le verrons bientôt, la vraie maîtresse du foyer.

Dans une famille saine, où les enfants poussent nombreux, la question de l'autorité conjugale, qui passionne tant les suffragettes, se résout presque inconsciemment : mais celle de l'autorité paternelle ne s'en pose qu'avec plus d'urgence.

(*A suivre.*)

Pierre Mesnard.

La situation de l'Église dans le troisième Reich

Le bolchevisme et l'antibolchevisme

« L'Église romaine a été la première puissance bolcheviste dans l'histoire », écrivait récemment M. Alfred Miller dans l'hebdomadaire néopaïen *Der Durchbruch*, et un autre journal de même tendance, *Der Blitz*, osait affirmer : « Quiconque accepte la Bible comme une parole de Dieu qui nous lie est un allié spirituel du bolchevisme. » Les *Nationalsozialistische Monatshefte*, qui s'appellent « la seule revue philosophique et scientifique officielle du parti national-socialiste », et dont Alfred Rosenberg lui-même est le directeur, ont, de leur côté, parlé, dans leur numéro d'octobre 1936, d'une prétendue « collaboration entre l'Église mondiale, la Franc-Maçonnerie mondiale et le bolchevisme mondial ». A son tour, *Das Schwarze Korps*, l'organe officiel de la S. S., donc de la plus pure élite hitlérienne, faisait récemment remarquer que le christianisme et le bolchevisme ont beaucoup de points communs, par exemple « la foi en un internationalisme universaliste et en une humanité qui domine les races », tandis que le national-socialisme et le bolchevisme sont en opposition absolue sur tous les points. Cet argument a été utilisé depuis par bien des propagandistes nazistes et s'est ajouté aux autres prétextes pour combattre l'Église au nom d'un prétendu antibolchevisme qui, au fond, est quelque chose de très spécial.

Le 11 octobre 1936, le parti national-socialiste organisait à Cologne un congrès de dirigeants. Le *Gauleiter* (chef provincial) pour le pays de Cologne et d'Aix-la-Cha-

pelle, Grohé, membre du Conseil d'État, du *Reichstag*, etc., prononça un discours dans la métropole du catholicisme allemand qui devait être la réponse du national-socialisme aux dernières lettres pastorales. Nous en extrayons un passage, cité d'après le *Westdeutscher Beobachter* de Cologne :

Ce n'est que du point de vue nationaliste et raciste que le bolchevisme peut être combattu avec succès et vaincu dans ses bases spirituelles (!) de façon définitive. Cela ne peut pas être fait par des forces qui sont elles-mêmes internationales, et qui nient les lois naturelles et divines (lisez : les dogmes racistes des Hitler et Rosenberg) et qui, loin de considérer le Juif comme le seul véritable porteur du bolchevisme, le regardent comme le peuple « élu ». Ces canaux de l'internationalisme (l'orateur parle de l'Église) ont répandu tant d'incompréhension et de haine à l'egard du national-socialisme, seule formation de combat anticommuniste efficace, que l'on ne peut s'expliquer comment des partisans d'une pareille attitude d'esprit prétendent aujourd'hui être les seuls remparts contre le bolchevisme, car les faits prouvent le contraire : *c'est dans les pays confessionnels orthodoxes que le bolchevisme s'est fixé le plus facilement. Le sort cruel de l'Espagne montre où peut descendre une nation sans l'idée raciste, si elle en est réduite à s'appuyer sur une direction confessionnelle à tendances internationales*... Un national-socialiste ne deviendra jamais un homme sans religion, même s'il se place en dehors de toute confession. Sa foi, son esprit de sacrifice, son dévouement à l'idée donnent ce qui seul est considéré comme une véritable religion par tout allemand.

De ce fait, la campagne d'extermination que les nazis mènent contre les écoles confessionnelles, catholiques et protestantes, se trouve justifiée par la nécessité de protéger la jeunesse contre le bolchevisme, ce que l'école catholique, paraît-il, est incapable de faire. Voici, par exemple, ce qu'un haut fonctionnaire nazi chargé par son parti de la propagande contre les écoles confessionnelles, le *Gauamtsleiter* Drewitz de Stuttgart, écrit dans la *Schwaebische Rundschau* :

Même en ces jours où le peuple entier est reconnaissant au natio-

nal-socialisme d'avoir supprimé le bolchevisme, *certains milieux ecclésiastiques s'efforcent d'inquiéter nos compatriotes croyants.* On ne craint pas de porter la confusion dans les esprits, à cette heure décisive où il faut choisir entre une vie saine et la destruction de la nation par le bolchevisme. Entre tous les problèmes, c'est *toujours de celui de l'école commune* que les milieux ecclésiastiques orthodoxes entendent se servir pour causer de l'agitation dans le peuple. Seule l'école confessionnelle, dit-on, est capable d'assumer la tâche importante et décisive d'unir avec vigueur la religion et la vie. *L'exemple de l'Espagne*, où l'œuvre d'éducation se trouvait tout entière entre les mains de l'Église *rend cette allégation assez douteuse.* Car un peuple formé pendant des siècles dans un esprit catholique, donc chrétien, assassine; il brûle et démolit toutes les valeurs de sa culture passée. Ce fait est-il une preuve de l'incapacité où se trouve l'Église d'éduquer le peuple; en est-il une de la négligence de ceux qui étaient responsables de cette éducation, ou bien est-il, comme nous le croyons, un témoignage de cette vérité qu'*une conception du monde religieux ne peut intervenir d'une façon créatrice dans la politique? Là-bas, en Espagne, c'est l'évidence même, cette conception religieuse du monde* (*Weltanschauung*) *a échoué dans la politique.*

Les informations fantastiques concernant une prétendue alliance secrète entre les catholiques et les bolchevistes n'ont jamais cessé. Pendant longtemps, la presse brune, y compris le *Völkischer Beobachter* a reproché au Saint-Siège de soutenir le traité franco-soviétique et surtout d'avoir inspiré le traité russo-tchécoslovaque. Le fait que M. Benès a successivement travaillé à la réconciliation de son gouvernement avec le Saint-Siège (qui est devenue parfaite à l'occasion du grand Congrès catholique de Prague) et au rapprochement avec l'Union soviétique a été interprété et est toujours interprété comme le témoignage que M. Benès a négocié avec l'U. R. S. S. à titre d'homme de confiance du Saint-Siège. *M. Benès médiateur entre le Cardinal Pacelli et le camarade Litvinov, voilà la trouvaille des journalistes du docteur Goebbels.* Dans la presse catholique tchécoslovaque, il y a eu des articles en faveur du traité tchéco-soviétique (il y en a eu d'ailleurs aussi

beaucoup *contre*), ce qui n'entraînait nullement des sympathies pour le bolchevisme. Ces articles furent immédiatement attribuées en Allemagne à l'inspiration du Vatican, supposé désireux de rendre l'encerclement de l'Allemagne raciste aussi complet que possible.

Rappelons, à titre de curiosité, cette autre affirmation d'après laquelle il y aurait une alliance secrète entre l'Église catholique et la Franc-Maçonnerie. Le *Völkischer Beobachter* a même renseigné ses lecteurs sur le lieu où cette alliance catholico-maçonnique contre le national-socialisme aurait été conclue : dans la cathédrale de Spire !

On s'est quelque peu étonné à l'étranger des passages des lettres pastorales allemandes où les évêques défendent l'Église contre l'inculpation d'être l'alliée du bolchevisme. L'allégation est tellement absurde qu'on ne peut s'imaginer des gens qui y croiraient de bonne foi. Malheureusement, de telles gens existent en Allemagne. La propagande officielle est d'une force si extraordinaire qu'elle n'admet pas les mises au point du parti adverse. Dans ces conditions, le peuple arrive à prendre au sérieux ce qu'il n'accepterait jamais dans des circonstances normales, et les évêques se voient obligés de répondre longuement et patiemment aux inventions absurdes de la propagande hitlérienne.

Il est vrai que, ces derniers mois, la presse naziste a quelque peu modifié ses affirmations. On dit maintenant que c'est sous l'impression des faits révélés par le national-socialisme et de la campagne antibolcheviste d'Adolf Hitler, ainsi que des événements d'Espagne, que l'Église commence à s'occuper de la lutte contre le bolchevisme. Mais on met en doute la sincérité de cette lutte, on lui reproche d'être inefficace, parce que trop modérée et chargée de réserves. On est surtout scandalisé de ce que presque toutes les récentes déclarations ecclésiastiques sur le bolchevisme osent parler aussi du néopaganisme germanique. Dans le numéro de novembre 1936, les *National-*

sozialistische Monatshefte affirment que le Saint-Siège prépare une « grande campagne contre le néopaganisme ». La revue officielle du parti naziste craint que :

cette action s'aventure hors des limites de l'Action catholique et qu'elle fasse intrusion dans la vie politique... Bien que, depuis quelque temps, le bolchevisme soit enfin compté par le Vatican parmi les formes du « néopaganisme », l'attitude pratiquée jusqu'ici par le Vatican autorise de très grands doutes. C'est enfin dans la tradition du jésuitisme d'expulser l'esprit nordique de la vie germanique.

Ensuite on reproche au pape d'avoir « hésité longtemps et d'une façon incompréhensible » avant de condamner le bolchevisme, et de l'avoir fait finalement « dans une forme très modérée ». Le premier reproche s'explique ou par l'ignorance ou par la mauvaise foi de l'auteur, le second est peut-être justifié du point de vue naziste. Le langage du Saint-Père se distingue, en effet, considérablement du style des discours de Nuremberg. Mais en reprochant au Saint-Père le ton « très modéré » de ses paroles, les nazis devraient se rendre compte qu'ils profitent eux aussi de cette « modération », qui n'est d'ailleurs aucunement incompatible avec une attitude nette et ferme. La revue rosenbergienne critique aussi le Cardinal Pacelli pour avoir fait une allusion sévère à la politique raciale du Troisième Reich (lors de l'ouverture du Congrès international des journalistes catholiques) et pour avoir regretté, dans le même discours, l'absence de représentants de la presse catholique allemande, tout en saluant d'une façon particulièrement cordiale les journalistes catholiques de langue allemande d'en dehors du *Reich*. Telle est la position du Vatican, ajoute la revue naziste : il fait figurer le bolchevisme et le national-socialisme sur le même plan, sous la dénomination commune de « néopaganisme ».

Faut-il une fois de plus mettre en relief la tactique naziste qui consiste à combattre l'Église sous le prétexte

d'exterminer le bolchevisme? Presque toutes les mesures de police qui restreignent ou interdisent des activités catholiques se sont réclamées du décret-loi porté par le président Hindenburg au lendemain du mystérieux incendie du *Reichstag,* décret-loi qui commence ainsi : « Conformément à l'article 48, alinéa 2, de la Constitution du Reich, nous décrétons, en vue d'assurer *la défense de l'État contre des actes de violence communistes...* » Nos lecteurs connaissent (*La Vie Intellectuelle,* 25 septembre 1935), la décision fameuse de la Cour de cassation prussienne (*Preussisches Kammergericht*) du 12 juillet 1935 qui ratifie le droit des nazis de considérer l'activité des œuvres catholiques comme susceptible de favoriser le communisme. Rappelons qu'un juge de Hagen-en-Westphalie avait acquitté plusieurs jeunes catholiques que la police avait arrêtés pour avoir fait, à l'encontre d'une ordonnance de police, une excursion commune. Ce juge courageux avait déclaré qu'une excursion organisée par un groupe de jeunesse catholique n'est ni un acte de violence ni une activité communiste ni une activité qui met en danger l'État. Une ordonnance de police interdisant de telles excursions sur la base du décret-loi mentionné du président Hindenburg ne saurait donc être légale. La Cour de cassation, au contraire, affirma que les « divisions confessionnelles » manifestées en public (par les excursions paisibles de quelques membres d'une association de jeunesse!) affaiblissent l'unité de la nation et la communauté du peuple, seul rempart efficace contre le bolchevisme, en sorte que les activités des œuvres de jeunesse confessionnelles doivent être considérées comme encourageant et aidant, au moins indirectement, le communisme.

Il y a toujours un certain nombre de dirigeants de la jeunesse catholique, prêtres et laïcs, dans les geôles du régime, sous l'accusation d'avoir organisé un complot catholico-communiste contre le gouvernement hitlérien. Les arrestations des dirigeants de l'Association Catholique

de la Jeunesse Allemande (*Jungmännerverband*) eurent lieu en janvier et février 1936. *Depuis lors, les nazis n'ont pu fournir la moindre indication qui prouve la culpabilité de ces accusés.* Certes, l'aumônier général, Mgr Wolker, le secrétaire général, l'abbé Clemens, et quelques autres dirigeants ont été libérés au bout de quatre ou six mois (certains catholiques y virent un louable acte de générosité de la part des nazis). Mais pendant les mois où presque tous les dirigeants étaient incarcérés, grâce au désarroi provoqué par la mise en scène de l'affaire du complot catholico-communiste, Baldur von Schirach lançait avec succès son offensive générale pour accaparer toute la jeunesse du Reich, offensive qui aboutit logiquement à la loi fatale du 1er décembre 1936, qui rend l'inscription à la Jeunesse Hitlérienne obligatoire pour tous les jeunes gens et toutes les jeunes filles. Les catholiques allemands, dont on a brutalement anéanti les associations de jeunesse sous le prétexte d'antibolchevisme, doivent aujourd'hui pousser le cri : « Vive la lutte contre le bolchevisme ! Vive le *Führer* qui nous a sauvés de la barbarie soviétique ! » On peut aisément comprendre que les évêques, invités à s'associer à la croisade antibolcheviste ne l'ont fait qu'en ajoutant à leurs déclarations certaines précisions qui dissipent des équivoques, et qui, pour cette raison, ont trouvé un accueil peu enthousiaste auprès des seigneurs de la Germanie.

Au fond, l'antibolchevisme d'Adolf Hitler est moins une attitude de principe qu'une méthode qui doit lui permettre de tout justifier et de tout simplifier. Comme les metteurs en scène de la propagande soviétique réduisent tout ce qui leur déplaît au dénominateur commun de « fascisme », de l'Action catholique jusqu'à Léon Trotzky, les nazis collent l'étiquette de « bolchevisme » sur les institutions et les personnes qu'ils veulent discréditer. La Tchécoslovaquie de M. Benès et la France du Front Populaire, l'association de jeunesse de Mgr Wolker et la musique de M. Hindemith, les Juifs et les pacifistes, les

écoles catholiques et les ménagères qui consomment trop d'œufs, tout cela est combattu avec le même fanatisme au nom de l'antibolchevisme. *Toutes les visées du national-socialisme, celles de l'intérieur et celles de l'extérieur, sont camouflées derrière la prétendue mission du Troisième Reich, champion de la civilisation contre le bolchevisme.* C'est par l'alternative trompeuse « Hitler ou Moscou » que la propagande brune, avant la Révolution nationale, a décidé beaucoup de gens qui étaient intimidés à donner leurs votes aux hitlériens. C'est sous le prétexte de supprimer des foyers de propagande bolcheviste qu'Adolf Hitler a trahi et ruiné ses alliés, sans lesquels il n'aurait pu arriver au pouvoir et auxquels il avait promis une fidélité et une reconnaissance éternelles, le parti national-allemand et la Ligue des Casques d'acier. C'est par l'invention ingénieuse d'un légendaire complot catholico-communiste qu'on a paralysé les œuvres de jeunesse catholiques au moment même où la Jeunesse Hitlérienne déclencha son offensive décisive. C'est sur la base du décret-loi visant la « défense contre des actes de violence communistes » que l'Association Populaire Catholique (*Volksverein*) et la Ligue des Catholiques allemands pour la Paix ont été disssoutes et leurs propriétés confisquées. C'est sous le prétexte de devoir assurer la défense de l'Allemagne et de la civilisation occidentale contre les desseins d'agression de l'U.R.S.S. que le réarmement du Reich, qui dépasse de loin toute proportion légitime, la rupture du Pacte de Locarno ont été justifiés. Pour le moment, c'est l'extermination des écoles catholiques et protestantes qui s'impose pour sauver la patrie du bolchevisme...

L'antibolchevisme, cette panacée du nazisme n'aime guère à être rapproché d'un jugement chrétien porté sur le communisme. C'est pourquoi une conspiration du silence est organisée contre les paroles du Saint-Père et aussi, dans la mesure du possible, contre celles des évêques. L'allocution de Noël du pape n'a même pas été mentionnée dans les journaux allemands. Les bulletins

diocésains et paroissiaux en ont donné une version censurée. La *Semaine Religieuse* de Berlin (*Katholisches Kirchenblatt*), par exemple, a publié, dans son numéro du 3 janvier 1937, le discours du pape, *en supprimant le passage qui fait allusion aux nazis allemands.* Les catholiques allemands ne doivent pas savoir ce que le Père de tous les fidèles a dit spécialement à leur adresse. Rappelons les paroles du Saint-Père :

Parmi ceux, toutefois, qui affirment être les défenseurs de l'ordre contre les forces subversives, de la civilisation contre les débordements du communisme, et qui vont même jusqu'à s'arroger la primauté sur ce terrain, nous en voyons avec douleur un grand nombre qui, dans le choix des moyens et dans le discernement même de leurs adversaires, se laissent dominer et guider par des idées fausses et funestes.

Idées fausses et funestes, car qui cherche à diminuer ou à éteindre dans le cœur des hommes, et spécialement de la jeunesse, la foi au Christ et à la révélation divine, qui ose représenter l'Église du Christ, dépositaire des divines promesses et éducatrice des peuples de par sa mission divine, comme ennemie déclarée de la prospérité et du progrès de la nation, non seulement n'est pas artisan d'un heureux avenir pour l'humanité et son propre pays, mais détruit les moyens de défense les plus efficaces et les plus décisifs qui soient contre les maux redoutés et collabore, sans en avoir même conscience, avec ceux qu'il se flatte et qu'il se fait gloire de combattre.

L'allocution du Saint-Père aux réfugiés espagnols s'est heurtée au même silence imposé à la presse allemande. Dans ce cas, même des extraits n'ont pas pu paraître dans les bulletins ecclésiastiques. Le *Kirchenblatt*, de Berlin, qui l'avait déjà composée, fut contraint par la police secrète d'État de la supprimer. Des tirés à part qu'on avait préparés pour la distribution dans les églises furent confisqués. Le Saint-Père n'avait-il pas osé déclarer :

Il est bien clair que l'unique et véritable obstacle à la triste mission des forces de haine, de subversion et de destruction, c'est la doctrine chrétienne, c'est la pratique cohérente de la vie chrétienne,

telle qu'elle est enseignée par la religion et par l'Église catholiques. C'est dire, d'une manière certaine et évidente, que là où l'on combat l'Église et la religion catholique et sa bienfaisante influence sur l'individu, sur la famille, sur les masses, *on combat en union avec les forces subversives, en leur faveur et pour le même désastreux résultat*. C'est dire encore que là où par des procédés, insidieux ou violents, selon le cas, par des distinctions factices et non sincères entre religion catholique et religion politique, on oppose des difficultés, des obstacles et des empêchements à l'entier développement de l'influence de la religion et de l'Église catholiques, selon le mandat divin qui l'autorise, on favorise et on facilite, dans cette même proportion, l'influence de l'œuvre délétère des forces subversives.

Les nazis affirment que ce sont eux qui seuls ont sauvé et sont encore capables de sauver le monde du bolchevisme. Le seul rôle qu'on laisse encore à Dieu, c'est d'avoir envoyé Hitler dans ce monde comme son représentant plénipotentiaire chargé de l'extermination du bolchevisme. Quand les catholiques se plaignent des persécutions dont ils sont les victimes et de la situation précaire qu'on leur fait partout, ils reçoivent la réponse : « Que voulez-vous? Vous ne devez qu'au *Führer* le fait de vivre encore, qu'il y ait encore des églises où vous puissiez prier, librement discuter du ciel, de l'enfer et du purgatoire. Votre reconnaissance au *Führer* qui seul vous a sauvés de la catastrophe devrait l'emporter sur toutes les petites querelles que vous lui cherchez pour de véritables bagatelles. » Depuis quatre ans, la propagande répète inlassablement, pour la consommation intérieure comme pour l'agitation à l'étranger : « Soyez reconnaissants au Führer qui a sauvé l'Allemagne et toute l'Europe. » Maintenant, on ajoute : « L'Allemagne et toute l'Europe seraient comme l'Espagne, si Hitler n'était pas venu. » Il ne faut pas méconnaître que ces formules mille fois répétées n'ont pas été sans faire une forte impression sur les catholiques.

Si l'on avait parlé avant 1934, dans un milieu catholique, d'une « mission providentielle » échue à Adolf Hitler et qui faisait de lui le sauveur contre le bolchevisme, tout

le monde se serait esclaffé. Les associations catholiques qui organisaient, en 1931 et 1932, une formidable campagne de meetings sous le mot d'ordre « *Contre la croix gammée et l'étoile soviétique* », les prêtres qui, dans leurs sermons, mettaient les deux extrémistes au même plan, les évêques qui prenaient les mesures les plus rigoureuses contre ceux qui se laissaient accaparer par la propagande brune, tous étaient évidemment d'un autre avis. Au lendemain de l'avènement de Hitler au pouvoir, les quelques catholiques qui se groupaient autour de M. von Papen commençaient à louer les mérites de Hitler comme exterminateur de la peste bolcheviste. Leur nombre se multipliait rapidement. Il était nécessaire de chanter les louanges du régime, si l'on ne voulait pas risquer de ruiner sa carrière, et beaucoup de catholiques pensaient que l'antibolchevisme était après tout quelque chose qui permettait de brûler de l'encens en l'honneur du régime, en même temps qu'en l'honneur de Dieu. Ce truc à bon marché vous dispensait, au moins pendant un certain temps, de vous occuper d'autres problèmes, où l'on se trouvait beaucoup moins à l'aise.

Le Troisième Reich affirme qu'aux dernières élections au *Reichstag*, 99 pour cent des Allemands ont plébiscité Hitler. Il n'y a donc qu'un pour cent d'adversaires du régime. Cette infime minorité comprend toutes les nuances de l'opposition, les monarchistes, les libéraux, les sociaux-démocrates, les communistes, les pacifistes, le Front Noir d'Otto Strasser, les catholiques « politiques », les « *rouspéteurs* », etc., etc. Combien de communistes peut-il y avoir après cela dans un Reich où *Hitler* est aimé avec une telle unanimité ? Qu'a-t-il besoin de combattre avec un appareil de puissance et de police aussi inouï, un nombre si extraordinaire d'ennemis de l'État ? Ayant exterminé le bolchevisme, puisqu'il s'en vante, pourquoi gaspille-t-il tant d'énergie contre un ennemi qui n'existe plus ? Il a sans doute ses raisons, et nous devinons lesquelles.

Les évêques allemands ont publié deux lettres pastorales sur le bolchevisme. Ils l'ont fait d'abord pour répondre au reproche absurde qui fait de l'Église l'alliée du bolchevisme et ensuite parce qu'on insistait auprès d'eux pour qu'ils reconnussent en public les mérites antibolchevistes du *Führer* et du national-socialisme, en leur laissant entendre que, s'ils le faisaient, les chances qu'ils avaient d'arriver à un compromis dans les nombreuses questions ou l'État et l'Église étaient en litige seraient plus grandes. Pour les évêques, il était facile de se prononcer sur le communisme. Quant aux mérites du national-socialisme, c'était impossible sans de très grandes réserves. Après tout, ce n'est pas le communisme qui persécute l'Église en Allemagne, mais le national-socialisme. La seule possibilité qu'il leur restait était donc de montrer la différence qu'il y a entre l'antibolchevisme théorique de la progagande et la pratique du national-socialisme. C'est ce que les évêques ont fait dans leurs deux lettres pastorales D'où colère des nazis. Pourtant, les évêques n'ont pas marchandé les concessions. Ils sont allés jusqu'à prendre au sérieux le prétendu encerclement de l'Allemagne sur l'ordre de Moscou, la prétendue bolchevisation de la France et de la Tchécoslovaquie et la mission spéciale que ces faits imposeraient à l'Allemagne. Il ne faut pas oublier que les évêques, eux aussi, ne reçoivent en général leurs informations sur ce qui se passe dans le monde que par une presse aux ordres du docteur Goebbels. Ils acceptent donc ce qui, après la propagande officielle, devient la *communis opinio* dans le pays, un peu comme pendant la guerre italo-éthiopienne, les évêques italiens ne discutaient pas de la moralité à accorder à la rupture de traités solennels, rupture consommée par le chef du gouvernement italien, ou comme pendant la guerre mondiale, les évêques allemands parlaient de la cause juste de l'Allemagne avec la même conviction que les évêques des pays alliés, qui considéraient leurs pays comme les champions de la justice contre des malfaiteurs internationaux. C'est

un peu de ce point de vue qu'il faut considérer les deux passages en question :

Nous partons d'un fait évident. Le communisme et le bolchevisme, avec une force diabolique, font des efforts pour avancer, de l'Est aussi bien que de l'Ouest (!), vers l'Allemagne, cœur de l'Europe, pour la prendre entre leurs ciseaux fatals. C'est pourquoi ... une détente et une nouvelle paix religieuse devraient renforcer notre force nationale de résistance, afin que plus tard non seulement l'Europe délivrée du bolchevisme, mais tout le monde civilisé nous doive sa gratitude... Si maintenant l'Espagne succombait au bolchevisme, le sort de l'Europe ne serait peut-être pas définitivement décidé, mais il serait devenu terriblement problématique. Il est évident que cela donnerait une mission spéciale à notre peuple et à notre patrie. Puisse notre *Führer*, avec l'aide de Dieu, réussir ce travail énorme avec un zèle inébranlable et avec la collaboration loyale de tous nos compatriotes.

(Lettre pastorale commune du 20 août 1936.)

Le chef et chancelier du Reich, Adolf Hitler, s'est rendu compte à temps de l'avance du bolchevisme ; il s'est consacré tout entier à écarter ce formidable danger de notre peuple allemand et de l'Occident tout entier. Les évêques allemands considèrent comme leur devoir de soutenir le chef du Reich, dans cette lutte, par tous les moyens dont ils disposent dans le domaine religieux. Évidemment, le bolchevisme est l'ennemi mortel de tout ordre d'État, mais aussi et avant tout le fossoyeur de la religion et de la culture religieuse. Il dirige, régulièrement, ses premières attaques contre les serviteurs et les sanctuaires de la vie ecclésiastique, comme les événements d'Espagne le prouvent de nouveau. La collaboration à la croisade contre cette puissance satanique est donc devenue une tâche religieuse et ecclésiastique.

(Lettre pastorale commune du 24 décembre 1936.)

Il faut cependant lire la suite de ces deux passages. Elle démontre aux nazis qui sont de bonne foi et pour qui la lutte contre le bolchevisme n'est pas un simple prétexte, combien ils sont illogiques avec eux-mêmes quand ils persécutent l'Église, et tolèrent dans leurs propres rangs des chefs qui, au fond, sont de véritables bolchevistes. Ni l'une ni l'autre de ces lettres pastorales

n'a pu être publiée. Même les bulletins diocésains et paroissiaux se sont vu interdire d'en reproduire le texte. Les tracts que plusieurs évêques ont fait imprimer pour diffuser leurs paroles pastorales ont été confisqués par la police secrète d'État.

L'offensive décisive contre l'école catholique

A la fin des grand'messes des dimanches et des jours de fêtes, une prière spéciale pour les écoles catholiques devra désormais être dite dans toutes les églises paroissiales du Reich. « Sauveur divin, Toi qui as dit : « Laissez les enfants venir à moi », nous Te prions, car on menace d'instituer une école qui éloigne nos enfants de Toi et met en danger leur salut, ne permets pas que nos enfants soient séparés de Toi. Donne aux parents chrétiens la force de défendre l'école catholique. »

La lutte scolaire a été une des principales raisons qui ont provoqué la convocation d'une conférence épiscopale extraordinaire à Fulda, du 11 au 14 janvier 1937. Deux déclarations ont été adoptées qui furent lues depuis dans toutes les chaires. Les conversations que les trois cardinaux allemands et les évêques de Berlin et de Munster-en-Westphalie ont eu quelques jours plus tard avec le Saint-Père lui-même et avec le Cardinal Pacelli ont probablement eu le même objet.

L'an 1937 sera décisif pour la vie ou la mort des écoles catholiques, surtout en Bavière et dans l'ouest du Reich. Dans le pays de Wurtemberg, la bataille est déjà perdue pour les catholiques. En Bavière, elle est à demi perdue. Mais à l'Ouest, dans les véritables fiefs du catholicisme actif et courageux, il n'y a encore que peu de brèches dans le front de défense des catholiques loyaux. Çà et là, on a tout de même vu des escarmouches qui ont fini par une défaite des catholiques. Voilà ce qui est arrivé à Opladen, petite ville industrielle des environs de Colo-

gne. Les *Jugendwalter* nazistes de l'école catholique et de l'école protestante (les « *Jugendwalter* » sont chargés du contact entre les parents, la Jeunesse Hitlérienne et les instituteurs ; ils ont pour principale mission d'inculquer partout l'esprit national-socialiste le plus pur) convoquèrent les parents de tous les élèves à une assemblée générale. Ils l'ont fait, disent-ils, sur la demande de nombreux pères de famille qui désirent que l'indigne séparation des enfants, due aux divergences confessionnelles, disparaisse, et que l'école catholique et l'école protestante, qui ne correspondent plus aux besoins de l'ère nationale-socialiste, soient transformés en écoles communales. Les parents, remarquant la présence de tous les instituteurs et institutrices, ainsi que le ton énergique avec lequel est formulé ce que le « sentiment populaire » revendique, se rendent compte qu'il s'agit d'un ordre venant du parti tout-puissant, et qu'il serait dangereux de se montrer frondeurs. Quelques-uns se souviennent bien de la dernière lettre pastorale où les évêques leur demandent de rester fermes dans la défense de leurs écoles catholiques. Mais quand on risque son pain quotidien, il s'agit bien de cas de force majeure. Le vœu demandant la suppression de l'école catholique et de l'école protestante est donc adopté *à l'unanimité*. La même chose s'est passée ailleurs sans qu'elle soit pourtant encore devenue générale. Il ne s'agit évidemment que des premières répétitions du grand drame qu'on sent venir.

Dans le pays de Wurtemberg, l'an 1936 a déjà amené la fin de l'école confessionnelle. Sans beaucoup de bruit, on a fait partout des « plébiscites ». Le résultat en a été que, pour un pays de 2 millions 750.000 habitants (parmi lesquels les catholiques sont 900.000), il n'y a plus que deux ou trois écoles protestantes, et quelque vingt-cinq écoles catholiques, sur un total de plus de 2.200 écoles !

Maintenant qu'ils ont eu la victoire dans leur propre pays, les hommes d'État bruns du Wurtemberg se font les prédicateurs de leur croisade pour le reste de l'Alle-

magne. Aux premières pages de notre chronique, nous avons reproduit les paroles du *Gauamtsleiter* Drewitz qui explique qu'il faut supprimer les écoles catholiques parce qu'elles sont incapables d'immuniser les enfants contre le communisme. Le plus haut dignitaire du pays, le Président du Conseil du Wurtemberg, M. Mergenthaler, n'est pas moins zélé. Il a fait le pèlerinage d'Ulm, où l'Association National-Socialiste des Instituteurs, corporation où tout le personnel enseignant du Reich est affilié d'office, tenait un Congrès. Immédiatement après Alfred Rosenberg, M. le Président du Conseil prit la parole. (Nous citons le compte rendu paru dans le *Völkischer Beobachter*) :

Il faut nous rendre compte, comme Alfred Rosenberg vient de le souligner de nouveau, que la lutte pour notre conception du monde ne fait que commencer, et qu'il faut la pousser, en dépit des paragraphes qui nous ont été imposés. Il faut surtout que les enfants allemands soient éduqués, indépendamment des confessions religieuses, dans une école allemande qui puise sa force révolutionnaire dans le passé germanique et dans les forces éternellement inaltérables de la race germanique.

Mettons en relief l'allusion au Concordat qui est qualifié de « paragraphes qui nous ont été imposés ». Il est en effet vrai que les négociations pour le Concordat du Reich n'ont pas été menées par un nazi authentique, mais par l'homme de paille du parti hitlérien, Franz von Papen. On entend souvent dire que la réalisation de l'école unique, sans distinctions religieuses, est un besoin vital du IIIe Reich ; en face de telles nécessités vitales, tout formalisme doit s'effacer. Le Concordat n'a d'ailleurs pas été conclu tout à fait librement, ajoute-t-on parfois. M. Hitler ne se trouvait-il pas sous la pression des circonstances politiques, n'avait-il pas besoin, en 1933, pour maintenir son pouvoir, de calmer certains éléments méfiants ou hostiles à l'intérieur du pays et de rehausser son prestige à l'étranger ?

En Bavière, la campagne naziste de 1936 n'a mené qu'à une victoire partielle. A Nuremberg, il est vrai, où le fameux éducateur et pornographe Julius Streicher dirigeait lui-même les opérations de la bataille, presque toutes les écoles catholiques et protestantes furent supprimées. A Munich, les nazis possédèrent 65 o/o des enfants. Il reste encore un tiers à « conquérir ». La lutte entre le cardinal Faulhaber et le *Stadtschulrat* Bauer, chargé par le parti naziste de l'anéantissement des écoles catholiques, fut vive. Elle vient de reprendre, paraît-il. Le *Völkischer Beobachter* du 24 janvier 1937 annonce une « semaine de l'école allemande » qui est ouverte par un discours du ministre bavarois Wagner et qui sera conclue par un discours du docteur Goebbels. Au moment où j'écris, on ne sait encore rien des résultats. Mais le pire est à craindre. Déjà M. Bauer, l'inspecteur général des écoles de la ville de Munich, a fait une conférence où se devinent ses intentions. Ce haut dignitaire du régime (il joue un rôle important dans la direction du parti) commença par la constatation hypocrite que le *Führer désire que le Concordat ne soit pas violé.*

Mais il faut mettre un terme définitif à la lutte scolaire. *C'est pourquoi les parents doivent être avertis qu'il est dans leur intérêt d'inscrire leurs enfants aux écoles communales.* L'école communale est mieux qualifiée que l'école confessionnelle pour donner aux enfants, à la période scolaire de leur vie, l'expérience de la véritable communauté du peuple. *Ceux qui se décident en faveur de l'école communale expriment leur volonté de voir mettre un terme à la lutte scolaire.*

C'est cela, la paix scolaire des nazis. Lorsqu'ils auront supprimé toutes les écoles autres que celles qui sont d'après le cœur de Rosenberg, il n'y aura plus de lutte scolaire. Pour les nazis, il n'y a de paix que celle imposée par eux.

Quand il s'agit de berner ceux qui se réclament du Concordat, les nazis emploient des « plébiscites » qui se font sous leur terreur (voir la déclaration de la Conférence

épiscopal de Fulda, du 14 janvier 1937). Dans d'autres cas, ils se passent de l'obligation où ils sont de consulter les parents. En Bavière, il y a des religieuses dans l'enseignement primaire. Les nazis procèdent à leur expulsion. Des 1676 sœurs, on a déjà congédié 600. L'expulsion des autres s'effectuera au cours d'une période de quatre ans. Ces religieuses, déclare le sous-secrétaire d'État de l'Enseignement public, le docteur Boepple, sont incapables d'accomplir les devoirs que l'État national-socialiste impose à ses instituteurs et institutrices. Tout, jusqu'aux constitutions et règles de leurs Congrégations, les en empêche. C'est vrai. Il est difficile de concevoir qu'une religieuse puisse, dans son enseignement, exécuter intégralement les directives données par les Rosenberg, Rust, Waechtler et Schirach. Le mal se trouve dans le fait qu'un gouvernement ose imposer de telles directives à des écoles catholiques. Le ministre admet que les religieuses ont eu des mérites ; mais il ajoute que « les lois de l'évolution historique suivent leur cours et ne peuvent être contrecarrées par l'État, au nom de raisons d'ordre sentimental ». Dans une lettre pastorale commune, les évêques bavarois ont protesté contre les intentions du gouvernement. Parmi d'autres arguments, ils ont signalé les lourdes charges financières que le remplacement des religieuses par des institutrices laïques comporteraient pour l'État. Le ministre de l'Enseignement leur répond :

Des autorités ecclésiastiques ont exprimé des inquiétudes au sujet des nouvelles charges financières que la réorganisation imposerait à l'État. Faisons remarquer, en réponse à cela, que ce fait démontre simplement quelle valeur l'État national-socialiste attribue à *une éducation de la jeunesse faite dans un esprit unique*, et que l'État est prêt à accepter des sacrifices financiers lorsqu'il s'agit de réaliser l'éducation unique et totalitaire de la jeunesse scolaire. *L'État, qui n'est pas inspiré du matérialisme, n'est pas disposé à renoncer à la mise en pratique de ses principes en échange d'avantages financiers. L'avantage pécuniaire de posséder dans le personnel enseignant religieux des institutrices à meilleur marché ne saurait contrebalancer*

le désavantage moral créé par ces écoles qui constituent des forces politiques différentes qui sont importantes.

Du reste, le ministre veut bien permettre à certaines religieuses de rester à l'école, *pourvu qu'elles quittent leurs Congrégations* et offrent toutes garanties de ferveur naziste.

La loi scolaire bavaroise de 1919, qui garantit le droit des Congrégations et stipule que les religieuses ne peuvent être privées de la direction des écoles qu'elles dirigent à la date du 1er janvier 1920 que si la majorité des parents le demandent, est supprimée, parce qu'elle « est en contradiction avec les principes de l'État national-socialiste, qui ne peut permettre que la décision de questions scolaires si importantes dépende de plébiscites ». Ici, on le voit bien, on repousse ce qu'on admet dans d'autres cas. Faut-il rappeler que la loi de 1919 fut adoptée sous un gouvernement en majorité socialiste? Les social-démocrates étaient les adversaires des Congrégations religieuses ; mais ils savaient à quel point le peuple des villages bavarois tenait à ses religieuses. De 1918 à 1933, les catholiques allemands ont prouvé qu'ils savent faire une mobilisation de parents pour la défense de l'école. Vis-à-vis du national-socialisme, cependant, les droits des pères et mères de famille n'existent pas. Quand les nazis organisent des votes, ils le font à l'aide de méthodes empruntées au bolchevisme russe.

Pour comprendre la lutte scolaire allemande, il ne faut pas oublier que, dans le Reich, *l'État a le monopole de l'enseignement primaire.* Donc toutes les écoles élémentaires sont des écoles d'État, les écoles confessionnelles catholiques et protestantes aussi bien que les écoles dites communes. Les écoles catholiques sont donc soumises aux directives d'un Alfred Rosenberg au même titre que les autres écoles. Les autorités religieuses n'ont aucun droit de surveillance et n'ont aucune influence sur le choix des instituteurs et institutrices. Sous le régime de

Weimar, l'existence d'une puissante organisation des parents catholiques (*Katholische Schulorganisation*), la présence de hauts fonctionnaires catholiques dans les ministères de l'enseignement public et l'influence parlementaire et gouvernementale du parti du Centre et du parti populaire bavarois constituaient autant de garanties pour assurer le fonctionnement des écoles catholiques selon les désirs de l'Église, et l'on considérait ce régime scolaire comme le meilleur possible. Il y avait des écoles catholiques partout où un certain nombre de parents le revendiquait, mais l'Église n'avait pas la responsabilité matérielle et pécuniaire des bâtiments, du matériel, des salaires des instituteurs (qui étaient et sont toujours assez élevés). Ce n'est que sous Hitler que l'existence de ces écoles catholiques est devenue fort problématique, du fait qu'on y enseigne souvent dans un esprit ouvertement antichrétien. Ce danger, les évêques l'ont dénoncé dans leur deuxième lettre pastorale du 20 août 1936 :

> Dans beaucoup de cas, les adversaires de l'école confessionnelle font, hélas! leurs efforts pour changer la nature des écoles confessionnelles qui existent encore. De plus en plus, on entend des plaintes relatives à des propos anti-chrétiens tenus par certains instituteurs, relatives à des propos qui heurtent gravement les sentiments religieux des enfants. Çà et là, des crucifix et des images religieux ont été enlevés des écoles. Les manuels, les programmes d'études pour certaines branches de l'enseignement font que l'école confessionnelle est privée de son caractère chrétien.

En janvier 1937, Mgr von Galen, évêque de Munster-en-Westphalie a envoyé à son clergé et fait lire dans les chaires une déclaration où il proteste contre le même fait : « Malgré notre protestation, l'enseignement dans certaines écoles confessionnelles catholiques de notre diocèse est confié à des instituteurs et institutrices qui, il est vrai, ont été jadis catholiques, mais qui ont apostasié plus tard et ont quitté l'Église, qui n'élèvent pas leurs propres enfants dans la religion catholique et leur

interdisent de fréquenter le catéchisme. Il va sans dire que de tels instituteurs ne remplissent pas les conditions requises par l'article 24 du Concordat du Reich pour diriger une école confessionnelle catholique. Leur régime actuel fait des écoles confessionnelles qui existent encore des écoles qui ne sont plus vraiment confessionnelles. Elles cessent de l'être, lorsque des instituteurs, devant les enfants, parlent des évêques et des prêtres d'une façon qui doit les discréditer, lorsque devant eux les histoires bibliques de l'Ancien Testament sont ridiculisées et raillées. Elles cessent de l'être lorsque des instituteurs ou d'autres dirigeants de la jeunesse, poussés par la haine contre l'Église et les prêtres, usent de leur influence sur les élèves pour qu'ils troublent l'ordre des classes de religion par de la dissipation ou des questions impertinentes, et qu'ils raillent le prêtre qui enseigne le catéchisme... »

C'est le recrutement des nouveaux instituteurs qui constitue le plus grand danger pour les écoles catholiques. Seul peut devenir instituteur celui qui a donné des preuves de son orthodoxie rosenbergienne, et quand il s'agit de nommer un instituteur à une école catholique, les autorités nazistes se font un devoir de ne choisir que les purs d'entre les purs. Certes, la grande majorité des instituteurs et institutrices qui enseignent dans les écoles catholiques sont encore des catholiques pratiquants qui s'efforcent tant bien que mal d'harmoniser ce que les autorités nazistes leur ordonnent et ce que leur conscience chrétienne leur prescrit. Mais leur nombre diminue rapidement et fatalement.

Ce qui rend la lutte scolaire si tragique, c'est que les catholiques, dans leur lutte pour l'école catholique, ne défendent pas des écoles à eux, mais des écoles d'État dont l'étiquette catholique devient de plus en plus illusoire.

Disons encore quelques mots à propos d'un autre secteur du front scolaire, celui de l'école secondaire. L'enseignement secondaire public est partout, ce qui le distingue sensiblement de l'enseignement primaire, inter-

confessionnel. Mais il y a de nombreuses écoles secondaires *libres* qui sont en majorité catholiques ou protestantes. Les écoles secondaires catholiques pour jeunes filles, dirigées par des religieuses, sont particulièrement nombreuses. L'État donne certains subsides (assez maigres, il est vrai), et dans le bon vieux temps de la République de Weimar, les municipalités où le parti du Centre jouait un rôle versaient d'importantes subventions. L'État exerce un droit de surveillance assez strict ; de plus, il nomme les professeurs.

L'enseignement secondaire vient d'être réorganisé à fond. Les nombreux types d'écoles ont été réduits à deux, auxquels on vient d'en ajouter un troisième, mais celui-ci a, en dehors de l'organisation scolaire générale, les nouvelles « écoles Adolf Hitler ». On sait que les nazis ont la passion de « l'unification ». Elle a ses avantages dans le domaine scolaire, notamment pour les familles qui, déménageant d'une région du Reich à une autre, trouveront désormais des écoles où leurs fils et leurs filles pourront, sans inconvénients, continuer leurs études. L'unification se fait sentir surtout dans l'étude des langues. Le latin et l'anglais obtiennent les premières places, tandis que le grec et le français perdent les positions qu'ils ont longtemps occupées. La grande majorité des écoles secondaires seront des *Oberschulen*, où le latin et l'anglais sont enseignés. Beaucoup moins nombreuses seront les écoles suivant le programme du *Gymnasium*, où les humanités classiques, avec le latin et le grec, sont à l'honneur. Le rôle d'une troisième langue étrangère qu'on n'étudie que d'une façon assez sommaire revient au français dans l'*Oberschule*, à l'anglais dans le *Gymnasium*. On peut regretter ce recul du français et du grec. Avant la guerre mondiale, le français était dans toutes les écoles allemandes la langue moderne principale. Après la guerre, l'anglais devint son concurrent. En général, l'anglais prévalait au Nord et à l'Est, tandis que le français occupait la première place à l'Ouest et au Sud. Il est

évident que dans une ville comme Hambourg, orientée entièrement vers les pays anglo-saxons, l'étude de l'anglais importe avant tout. Mais on aurait désiré que dans d'autres villes, comme Cologne, Francfort ou Munich, le français eût gardé sa place prépondérante.

Un *Gymnasium* ne pourra, en général, exister que là où il y a aussi au moins une *Oberschule*. Beaucoup de *gymnasia* seront transformés en *Oberschulen*. La loi dit expressément que le désir manifesté par les autorités ecclésiastiques de garder un *Gymnasium* qui permettrait la préparation des futurs séminaristes ne doit pas être pris en considération. De ce point de vue, on peut prévoir des difficultés, parce que l'accès des facultés de théologie ne sera possible aux bacheliers de l'*Oberschule* qu'après une étude préparatoire du grec et probablement aussi après des études supplémentaires de latin...

La situation des écoles secondaires catholiques privées devient assez précaire. Les fonctionnaires n'y peuvent plus envoyer leurs fils et leurs filles, et cette interdiction sera probablement étendue à d'autres catégories de gens dont la situation dépend directement ou indirectement de l'État. La situation financière est difficile. Plusieurs congrégations religieuses ont été ruinées par les procès de devises. Une loi qui interdirait aux congrégations enseignantes le droit d'enseigner, ou qui supprimerait purement et simplement tous les établissements privés de l'enseignement secondaire peut être portée d'un moment à l'autre. Il y a peu d'espoir d'y échapper.

Les *Adolf Hitler-Schulen* seront désormais les écoles secondaires de la classe dirigeante du Troisième Reich. Elles sont soustraites au contrôle du ministère de l'Éducation nationale et dépendent de Baldur von Schirach et de la Jeunesse Hitlérienne. Elles doivent préparer les jeunes gens aux fameux *Châteaux de l'Ordre* (voir *La Vie Intellectuelle* du 25 juillet 1936) et seront organisées conformément à l'esprit le plus pur d'Alfred Rosenberg. L'enseignement et la pension sont absolument gratuits,

et tous les postes dirigeants du parti et de l'État seront ouverts à ces nouveaux Spartiates...

Concluons ce chapitre par un extrait du discours que le *Gauleiter* des nazis bavarois et le ministre d'État de Bavière, Adolf Wagner, vient de prononcer le 24 janvier 1937 à l'ouverture de la « Semaine de l'école allemande ». Qu'on lise ces lignes à la lumière de ce que nous venons d'écrire :

Que le prêtre remplisse, sans être troublé, sa tâche dans l'Église ; l'école n'appartient qu'à l'instituteur qui doit éduquer la jeunesse pour le germanisme. Cette constatation montre comment le système des soi-disant écoles confessionnelles est périmé. Il n'y a que l'école commune qui convient à une époque où l'esprit de la communauté est devenu l'âme de tous. D'après les concordats actuels, respectés, comme tous les traités conclus par le IIIe Reich, l'État ne peut modifier à son gré le statut scolaire, de telles modifications ne peuvent être réalisées que par les parents. Le parti et l'État désirent l'école commune, c'est la tâche du peuple de la mettre en pratique. A ce sujet, j'adresse un appel à l'Église pour qu'elle ne s'oppose pas à une évolution qui viendra sûrement... Voilà un problème où les Églises peuvent faire la preuve qu'elles adoptent une attitude positive envers le temps nouveau (*Völkischer Beobachter*, 25 janvier 1937).

(*A suivre.*)

Dr Kurt Türmer.

Les élections à la Radio d'État

A l'heure où nous écrivons, il semble bien que dans toute la France — sauf à Toulouse — les listes de Radio-Famille soient victorieuses aux élections radiophoniques.

Les avantages précis, juridiquement définissables, de cette victoire sont assez minces. On sait qu'il ne s'agissait que d'élire *un tiers* des membres du conseil de gérance de chaque poste d'État. La victoire la plus éclatante n'assure donc à Radio-Famille qu'une minorité dans un organisme dont les attributions, déjà assez vagues, peuvent toujours être réduites par celles d'autres organismes créés arbitrairement par le ministre. C'est ainsi que M. Jardillier nous a dotés récemment d'un Conseil supérieur des émissions auquel on ne peut pas reprocher de manquer d'homogénéité, car il n'est pas un de ses membres dont les attaches ne soient évidentes avec l'idéologie ou l'organisation des partis actuellement au pouvoir. Si on ajoute que chaque nouveau ministre des P.T.T. (et donc de la Radio) défait l'œuvre de son prédécesseur, on comprendra qu'en élisant un tiers des membres des conseils de gérance, le corps électoral radiophonique ne puisse évaluer exactement le bénéfice de sa victoire.

Au reste, l'expérience de ces derniers mois nous montre que, malgré le succès de Radio-Famille aux dernières élections des conseils de gérance, Radio-Liberté avait déjà ses coudées franches dans les postes d'État. Le groupe *Art et Travail* nous abreuve d'émissions dramatiques révolutionnaires, chaque semaine ; le personnel dirigeant des postes a été rapidement « mis au pas », comme disent les gouvernements totalitaires; le Radio-

Journal dit « de France » est celui d'un parti; et le poste national de la Tour-Eiffel n'est pas seulement spécialisé dans les émissions scolaires : il donne quotidiennement des émissions « économiques et sociales » à la dévotion de la C.G.T.

Malgré tout ce que nous venons de dire, le succès de Radio-Liberté aux élections de 1937 eût été déplorable : il eût érigé en droit une tyrannie de fait; il eût ôté toute limite à l'envahissement des ondes par la propagande révolutionnaire, sous prétexte d'une approbation par le suffrage universel des auditeurs.

Les radiophonistes « purs » peuvent regretter que ces élections aient pris un caractère aussi nettement politique, au point que les Associations Générales d'Auditeurs (A.G.A.), qui sont parfaitement neutres, se sont retirées de la lutte, sans présenter de liste. Mais, en fait, si les Radio-Famille ont été soutenues par tous les journaux de droite, et par les journaux catholiques, ni par leur programme ni par les candidats qu'elles présentaient, elles ne se plaçaient sur le plan politique (ni sur le plan religieux) — à moins que ce ne soit faire de la politique, et de la politique de droite, que de s'opposer à l'envahissement de la radiophonie par la politique de gauche, et d'extrême-gauche, communisante et antireligieuse. Car si les programmes de Radio-Liberté, à l'usage de l'électeur, réclamaient — tout comme ceux de Radio-Famille — une radio libre, saine, divertissante, Radio-Liberté ne se cache pas, soit dans son organe du même titre, soit dans les journaux du Front Populaire, qui la soutiennent, de *L'Humanité* à *L'Œuvre,* de vouloir mettre la Radio uniquement et complètement au service du Rassemblement Populaire. Remarquons, en passant, l'abus singulier du mot de Liberté pour désigner une volonté décidée de chasser de la radiophonie toutes les opinions, toutes les croyances, tous les hommes, contraires ou seulement étrangers au parti.

Aussi peut-on considérer qu'ont voté pour les listes de Radio-Famille tous ceux qui veulent libérer la radio-

phonie d'un esclavage politique insupportable pour l'auditeur et nuisible au développement de la radiophonie, comme art et comme moyen d'expression simplement humaine.



Beaucoup, d'ailleurs, ont voté par discipline plus que par un intérêt personnel qu'ils porteraient à la radio d'État. Depuis longtemps, ils ont cessé à peu près de l'écouter, non seulement à cause de la partialité de ses informations, mais encore à cause de ses insuffisances techniques (notamment dans le domaine de l'enregistrement et du reportage), du laisser-aller de certaines de ses présentations, et surtout de la lourdeur de ses programmes (dont la valeur intrinsèque et la tenue artistique ne sont d'ailleurs pas niables). Ce qu'on peut surtout reprocher à la radio d'État, c'est un très faible souci de plaire à l'auditeur et de tenir compte de ses goûts. Ce sont là les maux habituels de l'étatisme et du fonctionnarisme.

Les postes privés, au contraire, sont aiguillonnés par la nécessité de la concurrence qui donne une valeur à leur publicité. Si l'on n'ose pas affirmer qu'aucune influence gouvernementale ne se fait sentir dans aucun d'entre eux, il est certain que le personnel en est choisi non pas pour ses attaches ou ses recommandations, mais pour ses qualités techniques, son initiative, son allant.

On ne peut qu'admirer les trésors d'invention, de recherche, de renouvellement qui se dépensent dans ces postes (j'en excepte un ou deux qui se bornent à déverser de pauvres rengaines, du matin au soir, sur un public populaire qu'ils prétendent, et qui pourrait bien être, hélas ! innombrable).

Singulier illogisme de l'étatisme ! L'auditeur est obligé de payer une taxe annuelle de 50 francs qui va entièrement à des postes d'État, qui l'irritent, quand ils ne l'ennuient pas. Quant aux postes qu'il écoute le plus

volontiers, il en jouit sans débourser, mais ses auditions sont gâtées par des litanies publicitaires obsédantes qui permettent cette audition gratuite (et sur lesquelles l'État avide perçoit encore une lourde taxe).

J'aurais voulu parler aujourd'hui de l'inauguration, par le Poste Parisien, de nouveaux aménagements pour la prise de son. C'est là un événement qui présente beaucoup plus d'importance pour le rayonnement de la radio française, et pour les progrès techniques et artistiques de la radio tout court, que les élections. Mais celles-ci ont pris toute la place dans la presse et dans l'opinion. Nous reviendrons sur cette belle réalisation d'ingénieurs et de musicologues français dans le meilleur de nos postes privés.

A.-M. Roguet, O. P.

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *La lutte anti-communiste.*

P. CHANSON,
Président du Syndicat
Maritime Patronal
au Port de Calais

et A. CHANSON,
Professeur au Grand
Séminaire à Arras.

L'Economie internationale et la Politique chrétienne des salaires.

On se rappelle l'article paru ici même sur une « Politique chrétienne des salaires et des prix ». On a reproché à MM. Chanson d'avoir « sacrifié un peu imprudemment l'exportation française ». Ils répondent en faisant appel simultanément aux principes moraux que nul chrétien ne peut récuser, et à des positions économiques dont on ne saurait contester l'intelligence.

L.-A. PAGÈS. *L'Autriche et les lourdes fautes de l'Italie.*

Nouvel échec des projets de restauration.

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

Le réarmement de la Grande-Bretagne.

A travers les revues : Retour de l'U.R.S.S.

DOCUMENTS

Les publications communistes en France.

Faute de place dans la précédente section sur le MARXISME, nous avions dû renvoyer cette intéressante documentation dont on appréciera la richesse et la précision.

La lutte anti-communiste

Nous rencontrons chaque jour des Français, et même des catholiques, indignés que nous ne prenions pas une part active à leurs efforts de « lutte contre le communisme ». Ils nomment ainsi l'action bruyante des journaux et des partis qui ont le dessein d'enrégimenter les adversaires de Moscou et qui se piquent de les animer d'une haine farouche, non pas seulement contre les doctrines du marxisme bolchevique, dont nous n'avons pas une moindre horreur qu'eux, mais contre tout homme qui marche derrière le drapeau rouge. Vainement nous leur affirmons que nous aussi nous luttons contre le communisme et que cette lutte, pour être efficace, ne doit pas être ce qu'ils imaginent.

Leur indignation se double alors de mépris pour notre misérable intellect.

« Mais, malheureux, disent-ils, que ferez-vous demain si les communistes auxquels le front populaire fait la courte échelle, arrivent à s'emparer du pouvoir ? »

Reconnaissons d'abord, pour faire la partie belle à nos censeurs, que l'hypothèse, pour peu vraisemblable qu'elle soit à l'heure actuelle, n'est pas absolument inadmissible dans l'avenir. On peut, à ce sujet, en se fondant sur le déséquilibre de la situation présente, parier dans les deux sens. Que les expériences monétaires en cours et l'accumulation inconsidérée des charges imposées à l'industrie créent un état économique sans issue, le communisme en profitera pour démontrer que preuve est faite de l'impuissance absolue de la société capitaliste à procurer aux travailleurs manuels une condition humaine. Cette société ne saurait essayer d'être juste, dira-t-il, tellement est radical le vice de son organisation et faux le principe de son fonctionnement. L'augmentation légitime des salaires et la réduction même

raisonnable des heures de travail accroissent de façon automatique la cherté de la vie et imposent une nouvelle hausse des salaires. C'est le cycle infernal maintes fois décrit. Ajoutons que si, par hasard, au contraire, les conséquences des innovations dues au front populaire se révélaient heureuses, le profit n'en serait pas moindre pour tous les partis adhérents, communisme compris.

Mais on peut, avec autant de rigueur, soutenir la probabilité d'un résultat diamétralement contraire, et prouver que, de quelque façon qu'elle tourne, l'expérience tentée ira à l'encontre des espoirs de Moscou. Une situation économique améliorée apaisera le mécontentement qui a grossi les effectifs électoraux des partis révolutionnaires et en réduira l'importance. Empirée, cette situation aggravera la méfiance que font naître les démentis apportés par les événements aux promesses du ministère Blum.



Mais il convient surtout de dire que ces conjectures sur l'orientation possible de l'opinion n'avancent rien. Ce qui importe uniquement, c'est la conduite à tenir pour diriger l'esprit public dans une voie qui éloigne du communisme.

Il a son programme. Avons-nous le nôtre ? J'entends : avons-nous un programme qui ne se borne pas à vouloir rétablir l'ordre ancien sous une forme plus ou moins camouflée, par des moyens usés et jugés. Une opposition toute en critique est aussi faible qu'elle est facile. Elle nourrit la passion politique, mais en éloignant chaque jour du but poursuivi. Si nous avons raison, nous ne devons pas être en peine de le montrer par les réformes que nous proposons en vue de parer au désordre d'un travail mal payé, d'une production livrée à l'individualisme, et d'un chômage qui prend une forme endémique.

Nous semblons trop oublier que, dans notre pays, la véritable défense contre le communisme est dans la conquête de l'opinion aux idées qui sont la négation de sa doctrine. Si les partis les plus décidés à ne pas tolérer la dictature bolchevique s'aliènent la sympathie de la majorité des citoyens, ils les jettent dans les bras de ceux qu'ils combattent. Par là on voit l'imprudence de confondre l'anticommunisme avec un antiparlementarisme sommaire et de nourrir l'illusion

qu'on aura plus tôt fait de supprimer les libertés politiques, comme si elles étaient la cause de tout le mal. Est-ce le suffrage universel et la liberté d'opinion qui ont précipité la Russie tsariste dans la catastrophe du soviétisme ? Imprudence aussi de donner l'impression qu'on met son espoir, malgré des protestations qui rencontrent trop d'incrédules, dans la poigne d'un dictateur de droite. La seule évocation de cet épouvantail soude aux partis révolutionnaires tous les éléments incertains qui leur seraient naturellement hostiles, mais qui préfèrent cependant un dictateur de gauche, même communiste, à un dictateur de droite qui remettrait en question tous les avantages enfin conquis par les classes populaires.

Ne pas voir cela, c'est fermer les yeux à l'évidence et marcher à reculons.

Les démonstrations retentissantes sont plus propres à consolider le partage actuel des citoyens qu'à le modifier favorablement. Il s'agit donc d'un travail incessant dans tous les milieux contaminés. La sympathie pour les hommes, associée à la détestation des erreurs qu'ils professent, ouvrira les cœurs à la vérité qui n'est pas une vérité politique, mais la vérité du Christ. Il faut un travail qui s'élabore premièrement dans le plan spirituel pour venir ensuite féconder et gouverner l'activité du plan temporel, et le plus souvent du plan professionnel. Tel est exactement le plan de l'Action catholique spécialisée.

En réalité, il s'agit de bien autre chose que d'un programme. Nous n'en avons parlé que pour exposer un des points les plus faibles de la lutte anticommuniste maintenue dans le domaine des activités politiques.

Ce programme existerait-il que l'essentiel manquerait encore. Ou bien ce programme ne vaudrait que dans la mesure où il recevrait une inspiration spirituelle.

Le communisme est fort surtout de l'idéal trompeur qu'il offre. Puisque l'on croit devoir lui emprunter ses moyens, qu'on lui demande celui qui est la cause véritable de son succès.

La lutte anticommuniste, c'est le rayonnement de l'idéal chrétien propagé par des hommes animés de l'esprit chrétien.

CIVIS.

L'Économie Internationale
et la
Politique chrétienne des salaires

Notre essai sur une « Politique Chrétienne des Salaires et des prix » (cf. *La Vie Intellectuelle* du 10 décembre 1936) a retenu l'attention de plusieurs correspondants.

L'un d'entre eux, M. E. Renand, ingénieur et sous-directeur d'usine à Saint-Rambert-en-Bugey, nous écrivait notamment :

MM. Chanson sacrifient un peu imprudemment l'exportation française. L'industrie à laquelle j'appartiens (textile) écoulait, avant la crise, la majeure partie de ses filés à l'étranger. Or, abstraction faite du contingentement des marchandises et des devises, il nous est trop souvent arrivé d'être évinces pour la simple raison du coût trop élevé de nos produits.

Il semble donc indispensable de maintenir nos prix de revient à un niveau voisin de celui des autres pays européens; c'est une question de vie ou de mort pour un grand nombre d'industries, incapables d'écouler leur production parmi la clientèle nationale.

Et l'essentiel serait que MM. Chanson réussissent à concilier la notion d'un prix social nécessaire pour assurer la dignité de vie du producteur, avec la tyrannique dictature du prix de revient, contre quoi se débat chaque jour le signataire de ces lignes.

Notre distingué correspondant pose le problème en chrétien : d'une part, voici le prix social qui permet de payer le juste salaire; et, d'autre part, voici le prix commercial au-dessus duquel il est impossible de vendre à l'étranger.

Comment concilier le « tu dois » de l'impératif évan-

gélique avec le « je ne puis » de l'impératif économique ?

La conciliation n'est nullement chimérique ; il suffit de recourir à l'ingénieuse technique de la « compensation ». Et si nous la qualifions d'ingénieuse, c'est que nous n'avons point l'honneur de l'avoir inventée !

Nous l'exposerons de notre mieux au cours de cette chronique, mais nous estimons opportun de rappeler, au préalable, les principes fondamentaux d'une économie internationale « chrétienne ».

I. — L'Économie dénationalisée

Le libéralisme économique — synonyme ici de libre échange — faisait délibérément abstraction de la nationalité des produits, des producteurs et des consommateurs. Au regard des libre-échangistes, les prix sont des prix « mondiaux », uniquement déterminés par la « loi » de l'offre et de la demande, laquelle est seule capable d'assurer la distribution rationnelle des richesses. Pas de droits de douane, et surtout pas de contingentements. Pas de « barrières » douanières entravant la circulation des marchandises en surélevant abusivement leur prix de revient au détriment du consommateur.

Toutes ces mesures « artificielles » ne peuvent que troubler le jeu des lois « naturelles ». Elles s'inspirent du nationalisme économique, non moins néfaste que le nationalisme politique; et la guerre douanière, en fin de compte, aboutit à la ruine commune des vainqueurs et des vaincus.

En bref, l'économie ne saurait être nationale, ni même internationale. Les échanges commerciaux n'ont rien à voir avec le patriotisme, et l'économie orthodoxe est une économie « dénationalisée ».

A quoi nous répondons d'emblée que l'économie dé-

nationalisée sera tout ce qu'on voudra sauf une économie chrétienne.

Car une économie spiritualiste est nécessairement réglée par des « lois », et la prétendue « loi » de l'offre et de la demande est un simple automatisme indicatif, sans le moindre caractère normatif. Saint Thomas d'Aquin définit la loi comme suit : « Une ordonnance de la raison, prescrite en vue du bien commun par le chef d'une communauté publique, et dûment promulguée par lui » (Iª IIªᵉ, q. 90, a. 4).

Une loi douanière est une véritable loi, car les droits imposés ont justement pour objet d'ajuster le prix mondial au bien commun de la nation importatrice. Mais en laissant librement jouer la prétendue loi de la concurrence, le chef d'État condamnerait ses concitoyens à la double ignominie des travaux forcés et des salaires de famine.

Nous savons que l'Encyclique *Quadragesimo Anno* préconise un « raisonnable rapport entre les prix agricoles et les prix industriels », et nous croyons avoir montré qu'au sein d'une communauté gouvernée ce raisonnable rapport est parfaitement réalisable.

Mais c'est à condition que la communauté en question puisse être gouvernée — effectivement gouvernée. Cela suppose une indépendance économique adéquate, autrement dit la faculté de gouverner les prix nationaux au lieu de les abandonner passivement aux réactions de la concurrence étrangère. Vous décrétez, par exemple, qu'à tel moment donné l'économie française exige une équitable revalorisation du blé. A ce même moment, le blé étranger baisse de prix. Comment parviendriez-vous à relever le prix du blé français en abaissant les droits de douane ?

Le juste salaire est fonction du juste prix. Et la notion de juste prix est incompatible avec le vasselage économique de la Patrie.

II. — L'Économie nationale

Au matérialisme de l'économie dénationalisée, nous opposerons le spiritualisme de l'économie nationale — nous ne disons point nationaliste.

L'Économie nationale est *personnaliste*. Lorsqu'une ménagère parisienne achète une boîte de sardines, il s'agit d'une consommatrice « française », et qui n'a nullement le droit de se désintéresser du droit à la vie des sardiniers bretons, ses « concitoyens ».

Qu'on le veuille ou non, l'achat d'un produit étranger, l'emploi d'une main-d'œuvre étrangère, et même un simple séjour à l'étranger, toutes ces actions économiques ont d'inévitables réactions sur les intérêts généraux de la Patrie.

C'est de cette Patrie que l'économie nationale entend se préoccuper tout d'abord, conformément à cet ordre réel de la charité que le Docteur Angélique a si génialement accusé (cf. la *Som. Th.*, II[a] II[ae], q. 26), et qui nous oblige à préférer nos prochains les plus proches, et par conséquent nos propres compatriotes.

Au surplus, l'économie nationale est *équitable*, car, tout en exigeant le sacrifice éventuel de certains intérêts particuliers, elle saura, le cas échéant, les protéger et les promouvoir.

Que la douane me contraigne à dépenser davantage en achetant français, cette même douane me permettra de vendre au juste prix sur le marché national. D'une part, je paie plus cher certains objets de consommation, mais, d'autre part, je suis assuré de pouvoir gagner mon pain quotidien. C'est qu'en l'occurrence je suis le sujet d'une communauté nationale, gouvernée par un pouvoir effectif.

Il en irait tout autrement si je me sacrifiais aux intérêts généraux de l'humanité !

Supposons qu'en faveur du bien général de l'économie européenne, la France renonce à l'exploitation de ses gisements de charbon. Supposons qu'en récompense de cette renonciation, l'Europe propose à la France une équitable contrepartie.

Quelle est l'autorité européenne susceptible de garantir, et même de promettre, que le dédommagement envisagé sera réellement effectif ?

Voilà pourtant la question cruciale et décisive.

Le Bien Commun National est un bien commun concret, positif, juridiquement institué, légalement cautionné, pratiquement garanti par la prépotence incontestable du pouvoir judiciaire et coercitif de l'autorité nationale.

Mais peut-on parler aujourd'hui d'exigences réelles d'un véritable Bien Commun international, à l'heure où les Institutions internationales ont manifestement accusé leurs déficiences ? Pour employer le langage de l'École, disons, avec le R. P. Delos, que « la justice distributive, comme la justice sociale, ne s'exerce qu'au sein d'une société organisée et pourvue de chefs ». (Cf. *Somme Théologique.* La justice. Édition de *La Revue des Jeunes,* t. I. Note explicative n° 36.)

III. — Les Relations économiques entre nations

Nous y insistons cependant : économie nationale ne veut point dire — au contraire — économie nationaliste. Car c'est justement par l'institution de fortes économies nationales que l'on prépare — prudent et progressif — la constitution d'un véritable ordre économique mondial.

On accusera les oppositions respectives entre les nations; mais ce sera pour stabiliser leurs positions réciproques. Les divergences inévitables d'intérêts seront

d'autant moins irréductibles qu'elles résulteront de l'ordre réel des sociétés. On ne peut espérer pacifier le monde que si les nations sont déjà pacifiées intérieurement.

Mais prétendre fonder la paix sur nous ne savons quel cosmopolitisme économique, c'est vouloir équilibrer un monument dont toutes les pierres demeureraient instables.

L'économie dénationalisée, c'est le chaos essentiel et permanent, le désordre intrinsèque et sans remède. L'économie nationale, au contraire, ordonne et pacifie des communautés à la fois complexes et complémentaires, et qui, progressivement, ajusteront leurs intérêts particuliers.

C'est d'abord l'aménagement des traités de commerce bilatéraux, puis multilatéraux ; ce sont ensuite des institutions internationales : le B.I.T., les Offices de Cleatings, les Comités techniques de Genève, etc., etc., où les nations confrontent leurs vues, apprennent à composer prudemment, sans aliéner pour autant leurs devoirs de souveraineté.

Ces devoirs ne dispensent d'ailleurs pas du devoir trop méconnu de la charité entre nations. Tel État surabonde de richesses, alors que son voisin peut manquer du nécessaire. Le premier est incontestablement tenu — gravement tenu — de se préoccuper du second, de lui venir en aide effectivement, fût-ce au prix de sacrifices raisonnables. *Positis ponendis*, il convient de transposer ici la déontologie catholique de l'aumône entre les individus. Il y a plus. Une certaine redistribution de l'or ou des matières premières, un judicieux partage des débouchés commerciaux et des approvisionnements coloniaux, tout cela est manifestement conforme à la morale catholique, le mot « catholique » étant synonyme du mot « universel ».

Mais ce n'est point motif à parler de « Bien Commun Mondial », sinon dans un sens analogique et nullement

identique à celui du Bien Commun National. Ici comme ailleurs, l'économique ne doit évoluer que « dans la mouvance » du politique. Aussi longtemps que la Nation demeure souveraine (et le super-État n'est pas pour demain, à supposer qu'il puisse exister un jour), c'est la Nation qui doit apprécier et régler souverainement le champ de son commerce extérieur, toutes les relations économiques de ses concitoyens avec les étrangers.

Nous disons bien « relations », ce qui exclut aussitôt l'indéfendable régime de l'autarchie systématique. La nation ne saurait être absolument « close » ; mais ses portes ne doivent s'ouvrir qu'à bon escient, tout comme celles de nos maisons domestiques !

L'ordre et la moralité veulent que la famille ouvre aux étrangers la porte du logis, mais à condition de savoir parfois la fermer. De même entre nations. — Les « portes » douanières ne sont pas, à proprement parler, des « barricades »; usons plutôt du mot « barrières », en évoquant ainsi ces clôtures de nos maisons ou de nos champs dont la fin consiste justement tantôt à s'ouvrir et tantôt à se fermer.

Il ne s'agit donc nullement de proscrire, ni même de limiter sans raison les échanges internationaux; il convient plutôt de les favoriser et de les faciliter dans toute la mesure compatible avec la primauté du patriotisme économique. Mais, au concret, comment ? Nous voici revenus à notre point de départ : conciliation du prix social et du prix commercial, réconciliation de l'économie nationale et du négoce international. La clef de l'énigme, c'est la « compensation ».

IV. — La Compensation douanière des prix

Nous croyons savoir que l'inventeur authentique de la « compensation » est M. Bélime, qui préside main-

tenant aux destinées du groupement : « L'Ordre Réel ». Afin de mieux apprécier l'invention, passons la plume à l'inventeur :

Si l'on veut désormais échanger avec l'étranger, écrit M. Bélime, il ne sert à rien de chercher, comme le voudraient des libéraux impénitents, à s'organiser comme si les prix locaux n'existaient pas. Ce qu'il faut faire, c'est éliminer leur action paralysante.

La première règle à respecter est celle de l'égalité des importations et des exportations. Il ne faut plus vouloir vendre à l'étranger plus qu'on ne lui achète. Il faut, d'autre part, décider — c'est la seconde règle — que tous les objets importés seront payés à l'intérieur aux prix nationaux, c'est-à-dire aux prix auxquels ils auraient été vendus s'ils provenaient de notre propre fabrication. S'ils coûtent moins cher, la différence entre le prix national et le prix étranger sera versée à un fonds spécial, destiné à dévaloriser les objets livrés à l'exportation, à les dévaloriser à un point suffisant pour en permettre la vente. Si les importations ne dépassent pas les exportations, la balance de ce fonds spécial — recettes et dépenses — peut se faire avec une exactitude très suffisante.

Une telle organisation des échanges avec l'étranger implique évidemment l'acceptation par nos importateurs et exportateurs, des disciplines nécessaires. Ils auraient à s'affilier obligatoirement à un Comptoir National du Commerce extérieur, dont l'idée a été reprise dans le « Plan français », et qui, régi par eux-mêmes sous le contrôle de l'État, aurait pour mission :

1° de gérer le fonds de compensation dont je viens de parler;

2° d'activer notre commerce international en instituant un contact permanent entre les demandes et les offres de notre économie et celles des autres pays (Cf. la revue *Travail et Liberté*, mai-juin 1936, pp. 77-78.

Le *Plan Français*, de son côté :

Il est bien possible que notre Comptoir soit conduit à vendre dix francs la bouteille à nos amis belges le vin de champagne que, pour le plus grand bien de notre Économie intérieure, il aura acheté vingt francs (prix social) au producteur champenois. Mais, en contrepartie, ayant acheté aux Belges du zinc au prix belge (inférieur au prix français), il sera facile à notre Comptoir de l'écouler en France à un prix qui, non seulement couvrira sa perte sur

le champagne, mais encore assurera ses frais généraux..... Nous pourrons de la sorte exporter ou importer quantité de produits sans qu'il y ait une répercussion quelconque sur notre marché intérieur, nous exporterons nos excédents et nous importerons des matières premières ou des compléments de productions sans que la notion de prix ait à intervenir (cf. *Le Plan Français*, Éditions Fasquelle, pp. 158-159).

Le système est aussi simple qu'ingénieux. La solution du sursalaire familial — sa solution pratique — paraissait impossible avant l'invention des Caisses de Compensation. — Celles-ci ne font, somme toute, que péréquationner les frais généraux entre les usines qui emploient une majorité de pères de famille et les entreprises qui n'en comptent qu'une minorité. Tout se passe ici comme si le « Comptoir des Allocations Familiales » valorisait le prix de revient de l'établissement qui a recruté des célibataires en dévalorisant le prix de revient de celui qui a embauché des pères de famille. C'est une technique analogue que préconisent les partisans du « Comptoir du Commerce Extérieur ». Serait-ce un simili dumping ? Nullement. Le dumping ne dévalorise le produit exporté qu'à des fins mercantiles. D'une part, au lieu de sauvegarder le bien commun national, on ne songe qu'aux intérêts des exportateurs ; d'autre part, au lieu de rendre service à la nation importatrice, on prétend « conquérir » son marché intérieur, et par tous les moyens.

Avec la « compensation », le cas est bien différent. On s'adresse par exemple à nos amis belges : « Vous aimez, leur dit-on, notre vin de Champagne, mais il est trop cher pour vous. Soit! Nous ajusterons son prix aux possibilités de vos consommateurs. En retour, nous vous achèterons du zinc, et nous majorerons son prix à la frontière afin de l'accorder aux possibilités de la production française. » Le mérite formel de la « compensation », c'est d'avoir compris que les échanges entre nations doivent être « pluri-nationaux » et non pas « déna-

tionalisés ». L'homme qui voyage ou séjourne à l'étranger est tenu de se conformer aux lois territoriales de la nation qui l'accueille. De même, le produit exporté doit aménager son prix en fonction des prix locaux de la nation importatrice.

Si nous voulons échanger du champagne français contre du zinc belge, il ne faut pas « mondialiser » leurs prix respectifs, il faut tout simplement « belgiser » le prix du produit destiné à la Belgique et « franciser » le prix du produit destiné à la France.

Autrement dit, il s'agit d'aménager, entre ce Belge qui importe et ce Français qui exporte, une transaction qui profite certainement à leurs intérêts particuliers, mais sans léser le bien commun de la nation belge et celui de la nation française.

Passons la plume à M. Chaux :

L'intérêt général, écrit-il excellemment, ne sera jamais ni la somme ni la différence ni même la moyenne des intérêts particuliers. Ce sont deux choses qu'il faut se garder de confondre et même de comparer, car elles ne se meuvent pas sur le même plan (1).

L'intérêt particulier de M. Smith, exportateur américain, peut être d'expédier en France des automobiles que M. Durand, importateur français, écoulera à un prix de vente que ne pourra concurrencer aucun de ses concitoyens, parce que l'outillage de ces derniers, leurs moyens techniques ou financiers, et surtout les possibilités de leur marché, ne sauraient rivaliser avec ceux du constructeur américain. Très bien. Bénéfice personnel pour chacun des intermédiaires, bénéfice qu'on aura tendance à confondre avec l'intérêt général. Cependant, qu'en résulte-t-il pour les deux peuples?

(1) Après avoir lu ces lignes, n'est-il pas curieux de se référer au texte suivant de saint Thomas d'Aquin : « Le Bien Commun de la cité (*alias* l'intérêt national), et le bien particulier d'une personne diffèrent entre eux formellement et non pas seulement en quantité. Ils diffèrent comme le tout et la partie. C'est pourquoi Aristote blâme ceux qui n'admettent entre la cité, la maison et autres choses du même ordre qu'une différence de nombre et non d'espèce » (cf. IIª IIªᵉ, q. 38, a. 6, ad 2).

Le peuple américain n'a aucun intérêt à expédier une part de ses matières premières ni une part de son travail en France, sous forme d'automobiles, parce qu'il n'a aucun besoin de recevoir de la France quoi que ce soit.

D'autre part, en achetant meilleur marché une voiture américaine, le consommateur français privera de leur pouvoir d'achat ses concitoyens producteurs de matières premières, ouvriers, techniciens et même capitalistes, qui devront être cependant ses propres clients quand il s'agira pour lui de leur offrir le produit de sa propre activité (cf. *Le Plan Français*, pp. 155-156).

On ne saurait mieux dire, et le *Plan Français* ne fait ici — comme très souvent ailleurs — que reprendre la conception thomiste du « Bien Commun », sauf à la traduire en langue moderne, traduction qui ne fait qu'en illustrer la valeur durable. La « compensation » des prix locaux n'a donc rien à voir avec le nationalisme économique et moins encore avec l'autarchie.

La compensation, explique M. Bélime, ne s'oppose nullement aux échanges internationaux; bien au contraire, elle les rétablit dans leur situation ancienne de parité entre les prix locaux. A mesure que le pouvoir d'achat grandit, ces échanges retrouvent une liberté, conditionnelle sans doute, mais qui peut être considérable, et ils doivent se développer parallèlement.

En sorte que pouvoir de vente et pouvoir d'achat étant simultanément offerts, il n'y a plus, ou du moins il y a tendance à ne plus y avoir, à proprement parler, des pays riches et des pays pauvres. A condition que les nations riches renoncent à monopoliser les matières premières, le problème de la répartition de celles-ci se résout de lui-même. On faisait jadis des guerres pour la conquête des marchés acheteurs de produits fabriqués. On en a fait d'autres par la suite, pour la possession des marchés fournisseurs de produits bruts. Avec le régime de « l'Ordre Réel », de tels conflits n'ont plus de signification. Non seulement, en effet, l'écoulement à l'extérieur de la production nationale cesse d'être indispensable, non seulement l'approvisionnement en matières premières récupère son élasticité, mais le problème territorial, le problème des peuples étouffant entre des frontières trop étroites, recouvre la possibilité de solutions pacifiques.

Qu'importent, en effet, à une nation tassée à raison de 200 ou

400 habitants au kilomètre carré, la pauvreté et l'exiguité de son habitat, si elle sait pouvoir tirer des pays naturellement riches un ravitaillement en rapport avec le travail qu'elle leur fournit?

Ces pays ne peuvent même pas songer à l'exploiter, car l'opération se retournerait invariablement contre eux. Qu'est-ce à dire, sinon que la prospérité ne se situe plus de nos jours au-delà des frontières, qu'elle est au contraire dans le travail national, et que si on néglige de la chercher là, il n'y a aucune chance de la rencontrer ailleurs. (Cf. la Revue *Travail et Liberté* d'oct. et nov. 1936. Article de M. Bélime, p. 192-3.)

Économie nationale d'abord, voilà l'ordre réel dont le respect permettra et favorisera les progrès d'une économie pluri-nationale que la compensation des prix pourrait, dès aujourd'hui, rénover et promouvoir.

Puissions-nous en avoir convaincu nos correspondants dont les observations — et objections — seront toujours très cordialement accueillies.

Car nous cherchons la lumière sous le signe de la grande famille des lecteurs de *La Vie Intellectuelle*. Et, bien loin de le dédaigner, nous sollicitons le concours de tous.

PAUL CHANSON,
Président du Syndycat
Maritime Patronal
au
Port de Calais

ABBÉ CHANSON,
Professeur au
Grand Séminaire
à Arras,
(Pas-de-Calais)

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'Autriche
et les lourdes fautes de l'Italie

« Soutenir à fond l'indépendance de l'Autriche, même en se portant garants du rétablissement de la monarchie, c'est, écrivions-nous récemment dans *Sept,* l'intérêt direct des États de la Petite-Entente, de la Hongrie, et surtout de l'Italie. Si ces peuples s'accordent et se montrent énergiques, l'Allemagne ne bougera pas. »

Avec anxiété, nous observons aujourd'hui qu'ils ont, une fois de plus, manqué de sens politique, d'esprit de solidarité et de courage. La semaine du 22 au 28 février paraît avoir été décisive, — du moins pour un temps ; car les dictateurs modifient aisément leur politique extérieure, donnent à droite et à gauche des coups de barre imprévus, et considèrent leurs engagements ou leurs infidélités vis-à-vis de l'étranger comme des moyens de servir leurs opportunités intérieures. Demain, peut-être, l'axe Rome-Berlin sera brisé, et Vienne, qui étouffe sous cette barre d'acier, respirera librement. Mais, pour l'instant, hélas! il n'en est pas ainsi. Faisons donc le point et essayons d'apercevoir la situation d'ensemble.

Il semble bien qu'en leur récente rencontre, M. von Neurath, ministre des Affaires étrangères du Reich, et M. von Schusschnigg, chancelier fédéral, aient, *l'un et l'autre,* échoué. M. von Neurath souhaitait pousser plus loin encore qu'au 11 juillet le synchronisme des deux États germaniques. On se serait accordé pour une lutte

active contre le communisme; on aurait combiné une participation plus large des nazis autrichiens à la vie politique intérieure; on aurait préparé un pacte d'assistance mutuelle Allemagne-Autriche-Hongrie-Italie ; tel était le plan Neurath. « Je vais accorder à l'Allemagne un certain développement de notre accord culturel, pensait, d'autre part, M. von Schusschnigg; je ne repousserai point à priori le pacte d'assistance; mais je poserai tout net la question de la restauration, armure de notre indépendance; il faudra bien que Prague et Belgrade acceptent, que Rome me soutienne, et Berlin, tout en protestant, s'inclinera. »

Or, M. von Neurath n'a rien obtenu; la manifestation tapageuse des nazis a, en partie, causé et certainement aggravé l'échec du ministre allemand. Celui-ci s'était montré fort courtois, très modéré, beaucoup plus nuancé que ne le conseillaient le général Goering et M. von Papen. La provocation des groupements nazis a fait perdre à M. von Neurath le bénéfice local de sa diplomatie. Mais, par contre, en manœuvrant du côté de Budapest et de Rome, la Wilhelmstrasse a arrêté net l'élan de M. von Schusschnigg.

Le chancelier fédéral était convaincu que les accords du 11 juillet avaient compromis la cause autrichienne et qu'il fallait redresser la situation ; que le Reich ne déclarerait pas la guerre à l'Autriche parce qu'il n'est pas en mesure de porter le poids d'une guerre européenne ; que Hitler se contenterait donc de fomenter des soulèvements nazis *intérieurs*, en Autriche même; que cette perpétuelle agitation des chemises brunes serait définitivement étouffée si l'archiduc Othon était appelé à rétablir en sa personne une monarchie dont le peuple, en grande majorité, a gardé un bon souvenir. M. von Schusschnigg voulait-il, sur ce point, brusquer les choses ? Ce n'est pas probable. Mais il comptait bien, après avoir « liquidé » la visite Neurath, accourir à Rome rappeler à Mussolini les accords de 1934-1935 et la vi-

site de Guido Schmidt (novembre 1936), et organiser le « protectorat » de l'Autriche. Premier et considérable succès.

Le chancelier fédéral aurait, en même temps, fait des signes d'amitié et de concorde à la Petite-Entente et à la Hongrie. Aux uns, paix danubienne par une active coopération économique. A l'autre, qui, sous le gouvernement Daranyi, se montre sévère à l'égard des provocateurs de la croix gammée, et qui organise sa politique dans un sens assez différent de celui où l'orientaient les hitlérophiles Gomboës et Kozina ; à cette Hongrie, où *vrais* et *fiers* Hongrois comme Bethlen, les conservateurs, les chrétiens sociaux, les agraires, reprennent influence et songent à mieux armer l'indépendance nationale, M. von Schusschnigg aurait promis soutien moral et matériel. — Dès lors, les positions eussent été fermes, en faveur de l'Autriche, à Rome et sur le Danube. L'Anschluss eût été réellement conjuré. L'œuvre de Seipel et de Dollfuss aurait été puissamment consacrée et développée... Mussolini a tout compromis.

Au lieu de soutenir Schusschnigg, il a renfloué Neurath. Il a fait jadis échouer les projets de réorganisation économique des États danubiens. Il a fait, en 1933, échouer un rapprochement, à Vienne, entre chrétiens-sociaux et socialistes modérés qui se détachaient d'Otto Bauer (réformistes fort raisonnables comme les de Man et les Spaak en Belgique, comme les Boncour et les Déat chez nous). Le « Duce » aura singulièrement retardé, en Europe, l'heure des pacifications, des ententes générales, des reprises de courage et d'affaires !... Au surplus, il n'est pas le seul.

Ce que nous reprochons au dictateur italien, qui a toujours soutenu que la restauration des Habsbourg était un problème d'ordre intérieur, ce n'est pas de penser et de dire que la question est « inactuelle et périlleuse »; il a, pour l'instant, peut-être raison. C'est de n'avoir pas, sur la condition de l'Autriche, évidemment

liée aux intérêts et aux droits de tous les États de la Petite-Entente, suivi avec l'obstination qui s'imposait une ligne droite, claire et encourageante pour tous les amis de la paix. Ce que nous lui reprochons, c'est de ne pas avoir, et sur un certain ton, donné depuis douze ans à Budapest, à Belgrade, à Bucarest, à Prague, les conseils répétés qu'une grande puissance peut et doit se permettre lorsqu'il s'agit d'acheminer des peuples moins nombreux vers la concorde économique et politique... Aujourd'hui, le poids de l'Abyssinie, le poids de la politique méditerranéenne, la conservation du prestige italien dans l'Afrique du Nord retiennent toute l'attention de Mussolini, qui « lâche » l'Autriche, sa dynastie, ses courageux gouvernants (il avait commencé en juin et juillet), qui se désintéresse des affaires danubiennes, et qui veut, avant tout, ménager l'Allemagne, même si celle-ci réalisait un anschluss de fait. La conjoncture, à notre avis, est assez grave, — et le Duce ne l'ignore pas s'il est vrai qu'il a eu un long entretien téléphonique avec M. von Schusschnigg le jour où les nazis du Tyrol et de Basse-Autriche s'apprêtaient à marcher sur Vienne sous le commandement du major Buch.

Mais ce dictateur inquiet, que peut-il tenter de vraiment vigoureux et décisif cette année? L'Italie s'est terriblement appauvrie, *et c'est là le drame.* N'a-t-elle point passé l'heure et les possibilités d'une grande politique européenne? Est-elle en mesure, d'autre part, de financer une guerre ou même une alliance défensive? La funeste affaire d'Éthiopie coûtera cher, nous le craignons, au peuple italien, et peut-être à d'autres nations...

Quoi qu'il en soit, à M. Guido Schmidt, Sous-Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui sera très prochainement à Londres, puis à Paris, le Foreign Office et le quai d'Orsay doivent donner deux conseils :

1° Négliger toutes les questions secondaires qui peuvent diviser Autriche et Tchécoslovaquie, Autriche et

Petite-Entente, et conclure immédiatement, parce qu'il y a péril national commun, des accords précis, étendus, pratiquement applicables sans délai dans tous les domaines. Il faut ajouter que Prague devrait, parallèlement, liquider ses difficultés avec la Pologne (affaire de Teschen).

2° Le jour où la restauration monarchique sera possible sans trop de risques, organiser un régime parlementaire rationnel et juste (vote proportionnel, vote plural, etc...) fonctionnant d'accord avec l'institution royale ou impériale, comme en Angleterre, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède. Il faut que la Nation soit représentée et que les régimes démocratiques, établis sous diverses formes et selon des degrés divers, se multiplient en Europe pour que la paix soit sauve. Il devient de plus en plus éclatant à tous les yeux que les dictatures, de quelque idéologie qu'elles procèdent, créent partout un climat de guerre, et obligent les peuples, même les plus résolus dans leur volonté d'éviter des conflits sanglants, à multiplier leurs engins de meurtre et à prendre rang, en dépit de leur réprobation irritée, dans l'infernale course aux armements.

L.-A. Pagès.

Le réarmement de la Grande-Bretagne

L'événement est d'importance — de grande importance même. Un facteur nouveau dans la vie et les rapports internationaux surgit, qui est susceptible de modifier profondément ces rapports. Une grande puissance de premier ordre modifie du jour au lendemain son attitude; elle abandonne, pour le moment présent au moins, la doctrine de la sécurité collective qui fut, depuis quelques années, la « plateforme » de sa politique étrangère, et qu'elle avait empruntée du reste à la France. Mais elle abandonne aussi, du même coup, sa doctrine du « splendide isolement », à laquelle elle avait eu, à plusieurs reprises, la velléité de revenir.

Ce n'est assurément pas en raison d'un danger américain — hypothèse inimaginable — que Londres s'est remis à armer; ce n'est pas non plus par suite d'un danger français, hypothèse encore plus inimaginable : de même qu'avec Washington, les rapports avec Paris n'ont jamais été plus cordiaux, et ils le resteront, car Paris, comme Washington, sont liés à Londres par des intérêts permanents.

Ce n'est même pas la crainte de l'expansion nippone qui a pu provoquer le coup de barre donné à la politique impériale. S'il n'y avait pas les dominions du Pacifique, il est probable que l'Angleterre aurait déjà trouvé le moyen de conclure un honorable compromis avec l'ancien allié qui peut toujours contenir avec succès l'expansion russe en Extrême-Orient. Mais, pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le concurrent littéralement envahisseur sur le marché de l'Asie orientale et de l'Insu-

linde, et sur leur propre marché, c'est le Japon. Ces dominions adoptent vis-à-vis de Tokio la même attitude d'hostilité profonde que les États-Unis, et dictent ainsi en quelque façon sa politique au gouvernement de la métropole, qui ne se soucie point de les laisser s'inféoder à Washington.

Est-ce le danger russe que redoute le gouvernement de M. Baldwin ? Officiellement, les rapports sont bons entre le gouvernement de Sa Majesté et le Kremlin; et si, comme nous venons de l'indiquer, le communisme toujours en action n'est pas de tout repos pour le domaine asiatique de la Grande-Bretagne, la menace est peut-être pour demain, certainement pas pour aujourd'hui.

Les appréhensions viennent donc, apparemment, pour Londres, du réarmement allemand et de l'intensification des armements italiens. Le traité de Locarno n'existe plus, et aucun acte n'est encore venu, depuis Pâques dernières, le remplacer. L'Italie a pu, malgré la présence d'une soixantaine de bâtiments de guerre britanniques en Méditerranée et le blocus décrété par la Société des Nations, s'emparer rapidement de l'Éthiopie, bastion de la route de l'Inde. Le système de la sécurité collective a fait faillite. « Ce système avait, cependant, quelque mérite », a écrit l'*Osservatore Romano* du 23 février dernier, et c'est aussi notre avis. Dans ces conditions, force restait à l'Angleterre de veiller elle-même à sa propre sécurité.

* * *

Le *White Book* ou Livre blanc, contenant la déclaration du gouvernement britannique sur la défense impériale, présenté et publié sous l'indice Cmd 5.374, indique qu'il sera pourvu à la solution des problèmes de la défense « par des méthodes élastiques susceptibles d'adaptation à la lumière des changements survenus dans la politique mondiale, ainsi que des besoins nouveaux

résultant de l'application intensive des travaux et des inventions scientifiques aux problèmes de défense ».

On prévoit, en premier lieu, une modernisation du matériel terrestre, maritime et aérien pour la défense d'un empire dispersé aux quatre coins du monde, de ses voies de communication et de ses points stratégiques.

La marine, d'abord. De trop nombreuses unités sont « démodées ». Sur quinze *capital ships,* trois seulement datent de l'après-guerre, et le traité naval de Londres, signé en 1930, ne permettait point à l'Amirauté d'en construire de nouveaux. Comme ce traité est venu à expiration le 31 décembre dernier, cinq nouveaux bâtiments de ligne, coûtant chacun la bagatelle de 800 millions de francs, ont été ou vont être mis sur le chantier. Quant aux croiseurs qui, par leur mobilité, seraient en temps de guerre les bâtiments les plus efficaces, leur nombre doit être porté de cinquante à soixante-dix. Sept ont été déjà mis sur le chantier en 1936, et sept autres sont portés au programme de cette année. Les navires porte-aéronefs, dont le nombre avait été accru l'an passé de deux unités, seront augmentés cette année du même nombre d'unités. Les bâtiments de ligne et croiseurs anciens seront modernisés, la défense côtière contre les attaques aériennes sera améliorée, les arsenaux verront leurs locaux agrandis et adaptés aux besoins nouveaux en munitions, combustibles, matériels, etc. Enfin, l'aviation maritime sera renforcée de façon substantielle.

Pour ce qui est de l'aéronautique proprement dite, l'accroissement prévu des dépenses, qui est considérable, couvrira l'aménagement de nombreux aérodromes nouveaux, la construction de plus de soixante-quinze stations d'essais et d'entraînement, l'augmentation du nombre des escadrilles et l'accroissement, pouvant aller jusqu'à un tiers, du nombre des avions dans chaque escadrille. Le personnel des forces aériennes, qui était en 1934 de 31.000 et en 1936 de 50.000, sera augmenté cette année de façon plus substantielle encore. Le Livre

blanc envisage aussi l'étude et la fabrication de types nouveaux et plus rapides d'avions, et surtout la construction de nouvelles usines d'aviation, dites « usines de mobilisation », et susceptibles de fournir des unités en grande quantité, ce qui permettra d'augmenter, en temps de guerre, la capacité de production; ces usines seront, en effet, maintenues en état une fois exécutées les commandes immédiates.

Mais le « potentiel de guerre » de l'Empire sera aussi porté à un point de haute puissance par la construction d'usines d'État — fait sans précédents dans les annales de l'industrie britannique — chargées de fabriquer, de façon intensive, les munitions et le matériel de guerre requis par les trois armes, et par le stockage des matières premières indispensables à cette fabrication.

Des trois armes? La troisième, la plus négligée de beaucoup, c'est l'arme terrestre. L'opinion publique anglaise reste résolument hostile à la conscription, et, en dépit du chômage et des efforts du *War Office*, les volontaires n'affluent point dans les casernes. Le Livre blanc promet cependant — et cette promesse est un aveu — qu' « il a été décidé d'adopter certaines mesures destinées à améliorer les conditions du service militaire et à le rendre plus attrayant (*more attractive*) »! Le mot est charmant. En attendant, il n'est prévu que la création de quatre nouveaux bataillons d'infanterie *pour le maintien des garnisons d'outre-mer*, de deux nouveaux bataillons de chars de combat, et de certaines troupes auxiliaires, ainsi que la modernisation et la motorisation de l'infanterie et de l'artillerie.

La défense anti-aérienne fait l'objet des préoccupations du *White Book*. L'armée « territoriale » — qui n'a rien à voir avec notre territoriale et qui est composée uniquement de jeunes volontaires, par opposition avec l'armée régulière composée de soldats de métier — a vu deux de ses divisions reconstituées à cet effet. Des casernes nouvelles, du matériel nouveau — canons, ballons d'observation, etc. — lui seront affectés. Des bat-

teries aériennes nouvelles seront mises à la disposition de la défense anti-aérienne. Des mesures spéciales seront prises pour assurer la protection de la population civile contre les bombes gazogènes et incendiaires.

Ce « formidable » programme — le mot est dans le Livre blanc — exige, naturellement, un effort financier non moins formidable. « En prenant le programme tel qu'il existe actuellement, il serait imprudent d'envisager, comme total des frais de la défense au cours des cinq années à venir, une somme notablement inférieure à 1500 millions de livres sterling » — soit environ *cent soixante milliards de francs,* somme qui s'ajoutera au budget courant de la défense nationale. Cette somme sera demandée à l'emprunt.



Jamais, dans l'histoire, sauf pendant la guerre de 1914, l'Angleterre n'a fourni un tel effort pour sa défense nationale et impériale.

Le programme exposé par le Livre blanc est, en effet, avant toute chose, un programme de défense nationale et impériale. On remarqua beaucoup que le chancelier de l'Échiquier, M. Neville Chamberlain, dans l'exposé qu'il fit aux Communes le 11 février dernier, pour justifier son projet d'emprunt, ne fit aucune allusion à la S.D.N., non plus qu'à la sécurité collective. Il est vrai que le chef du gouvernement lui-même, M. Baldwin, répara plus tard cet oubli, et que son collègue de l'Échiquier, lors des explications qu'il donna le 26 février, avant le vote par la Chambre basse, après sa deuxième lecture, rappela la nécessité pour l'Angleterre de faire face à ses engagements régionaux — allusion aux engagements souscrits à l'égard de la Belgique et de la France — ainsi qu'à l'exécution éventuelle de ses obligations au titre de membre de la S.D.N.

Il n'en reste pas moins que les obligations continentales, au premier chef, qu'a assumées l'Angleterre re-

quièrent une armée de terre autrement importante que celle qu'elle possède actuellement; nous voulons espérer que si le monde persiste dans sa course intensifiée aux armements — et qu'attendre d'un monde « déspiritualisé », qui a honteusement gâché le bel idéal de la Société des Nations ? — nos amis britanniques se décideront à faire, dans le domaine terrestre aussi, l'effort que leur commandent leurs engagements continentaux et sociétaires.

27 février 1937.

ANDRÉ-D. TOLÉDANO.

A TRAVERS LES REVUES

Retour de l'U.R.S.S. réclamait, sinon une réponse, au moins un accusé de réception des fidèles de l'orthodoxie stalinienne. Les champions de l'*Intelligentsia* marxiste en France se devaient de parer le coup, assez dur, que le livre de Gide, quelles qu'aient été les intentions de son auteur, portait à leur cause. La première riposte vint de *Commune*.

Tout de même, il fallait bien parler du *Retour* de Gide. On a confié le pensum à M. Würmser, l'humoriste de *Vendredi*... Gide tient Staline pour un dictateur? Or « c'est un fait que la vie privée de Staline est à peu près inconnue, que peu de prolétaires sauraient dire le nombre de ses enfants, et que ce ne sont pas là des habitudes de dictateur ». On n'en finirait pas de citer : tout est de cette force. (*Esprit.*)

C'est G. Friedmann qui dut assurer la même charge pour le compte d'*Europe* (janvier, p. 5). Il l'a fait en un article extrêmement vigoureux, où l'on ne sait ce qu'il convient de souligner davantage, de la justesse des critiques que G. Friedmann adresse à Gide et à l'esprit dans lequel celui-ci entreprit son pèlerinage, et de l'obstination que l'auteur apporte à défendre, contre toute raison et en dépit de l'impressionnant témoignage constitué par le *Retour*, l'idéal d'une culture dirigée.

Les critiques de G. Friedmann portent à plein, croyons-nous, quand elles dénoncent à quel point un homme comme Gide est mal qualifié pour juger de l'expérience russe. Déjà, le texte de Gide, en plusieurs lieux où l'esthète, mal satisfait par son voyage, consigne les réserves que ses souvenirs lui imposent, portait accusation contre lui : « Tout cela, écrivait-il, un peu gros, un peu simpliste, et laissant le psychologue sur sa soif... Les questions psychologiques seules sont de mon ressort; c'est d'elles, surtout et presque uniquement, que je veux ici m'occuper; si j'aborde de biais les questions

sociales, c'est encore au point de vue psychologique que je me placerai. » Georges Friedmann a beau jeu quand il récuse absolument la compétence du psychologue devant une réalité aussi fondamentalement économique et sociale, **physique**, que celle de l'U.R.S.S.

Gide, se demande Friedmann, « oublierait-il que pour des millions du peuple russe un certain bonheur animal, à l'abri du froid, de la faim, des épidémies, représente un progrès déjà bouleversant en comparaison de la misère des anciens temps, accorderait-il une place si considérable « aux faits de désindividualisation »..., si, en lui, Ménalque n'était tellement impatient de demander à la révolution soviétique de faire au plus tôt, de chacun de ses citoyens, le « plus irremplaçable des êtres »?...

M. Gide, on le sait, n'a pas été tendre pour les réalisations culturelles et artistiques de l'U.R.S.S. Qu'on songe, par exemple, à ce que représente pour lui cette constatation : « Dostoïevsky ne trouve plus guère de lecteurs, sans qu'on puisse dire si la jeunesse se détourne de lui, ou si l'on a détourné de lui la jeunesse, tant les cerveaux sont façonnés. » A cette question, Friedmann réplique trop facilement :

Lorsque Gide passe si étrangement à côté des problèmes concrets de l'art soviétique, lorsqu'il marque sa défiance à l'égard d'œuvres répondant à un besoin immédiat, ne montre-t-il pas à quel point le dominent encore les valeurs esthétiques défendues par lui au temps de l'*Ermitage* et des débuts de la *Nouvelle Revue Française*?

G. Friedmann conclut : « Tel qu'il nous est offert, *Retour de l'U.R.S.S.* porte témoignage, plus encore que sur l'U.R.S.S., sur André Gide. » Nous corrigerions volontiers ce jugement par celui des *Dossiers de l'Action Populaire* (25 décembre 1936) : « Nous doutons qu'on ait porté sur le communisme russe un jugement plus cruel et plus autorisé que M. André Gide. » Et si nous accordons volontiers à G. Friedmann que Staline est bien l'interprète orthodoxe de la doctrine marxiste, telle que la comprenait Lénine, nous nous demanderons si l'erreur de Gide n'a pas été d'attendre d'une semblable doctrine la libération de l'homme.

DOCUMENTS

Les publications communistes en France

La propagande communiste en France, surtout depuis le 6 février 1934 et davantage encore depuis la victoire électorale du Front populaire, prend une extension considérable : elle utilise toutes les ressources de la publicité. La bibliographie que nous donnons ci-dessous voudrait montrer d'une façon concrète le nombre et la diversité des publications communistes en France.

Quelques remarques nous paraissent importantes :

— Le progrès constant et rapide de ces publications (1), *qui se traduit par l'augmentation du tirage, l'extension du format, de la périodicité, l'amélioration de la présentation. Sans doute nous sommes persuadé que dans cet ensemble impressionnant de publications, il y a une part notable de bluff; la propagande communiste n'en est pas moins très active et dispose de ressources considérables. La publication d'un nouveau quotidien,* Ce Soir, *le développement de l'hebdomadaire illustré* Regards, *et de l'hebdomadaire pour enfants* Mon camarade, *le lancement d'un hebdomadaire pour les paysans,* La Terre, *sont des faits dignes d'attention.*

— La variété prodigieuse de ces publications, qui visent les publics les plus divers, jusqu'à celui des pêcheurs à la ligne et des joueurs d'échecs. On notera en particulier la pénétration dans les milieux intellectuels, grâce surtout à l'action et aux diverses publications de la Maison de la culture.

— La souple adaptation, inspirée des nouvelles attitudes du Front populaire, de la main tendue... Quelques exemples : le Secours rouge international devient le Secours populaire de France; le Secours ouvrier international devient l'Association nationale de soutien de l'enfance; l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires se transforme en Association des écrivains pour la défense de la culture; l'Union des jeunes filles communistes en Union des jeunes filles de France, etc.

Cette bibliographie, publiée en partie dans les numéros de novembre 1936 et janvier 1937 de la revue *Univers* (Lille), no-

(1) Progrès qui ne va pas sans une très grande instabilité des adresses et des chiffres donnés. Notre bibliographie est à peu près à jour au 15 février 1937.

tablement accrue ici, concerne seulement les publications nationales d'intérêt général; il faudrait y ajouter les publications régionales ou locales, les publications syndicales et aussi les organes secrets ou clandestins sans doute assez nombreux.

Les publications les plus importantes sont en capitales grasses.

Les phrases entre guillemets qui suivent les titres sont des citations textuelles.

Les titres précédés d'un * indiquent les publications qui ne sont pas exclusivement communistes.

Voir à la fin les adresses des principales maisons d'édition communistes.

Toutes les publications communistes sont *ipso facto* à l'*Index* des publications prohibées par l'Église.

Agence Univers.

Théorie et propagande communiste

L'HUMANITÉ, « organe central du parti communiste S.F.I.C. (Section Française de l'Internationale Communiste) » (1), quotidien de 6 ou 8 pp., 138, rue Montmartre, Paris-2e. 80 fr. par an, le no 0 fr. 30. 5 éditions. 34e année (1); fondateur : Jean Jaurès; directeur : Marcel Cachin, sénateur de la Seine; format 44 × 62.

Depuis le 29 novembre 1936, **L'Humanité** a une édition parisienne et quatre éditions de province. Le 10 novembre, le journal annonçait qu'il voulait arriver pour le 29 à un tirage d'un million d'exemplaires; le 29 novembre il annonce pour ce jour-là un tirage de 1.100.000, mais n'indique pas son tirage ordinaire qui était en 1934 de 200.000 et serait actuellement de 400 à 420.000. En supplement d'une brochure, **Presse qui ment, presse qui tue**! reproduisant le discours prononce à la Chambre des Députés le 3 décembre 1936, par M. Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de **L'Humanité**, le journal publie ses comptes pour 1935 : nous y trouvons en recettes 15.301.659 fr. 48 de vente au numéro (soit environ 140.000 par jour), 1.481.590 fr. 17 d'abonnement (soit 18.520 abonnements), 1.181.517 fr. 20 de publicité. Le bénéfice d'exploitation était de 1.107.357 fr. 60, et le bénéfice net de 19.192 fr. 57.

CE SOIR, quotidien illustré du soir dont la publication est annoncée pour le 1er mars; directeurs : Aragon et J.-R. Bloch, « grand quotidien d'information indépendant. Le grand journal du soir le mieux informé, le mieux écrit, le plus illustré, le plus divertissant, le plus passionnant... libre, objectif, sincère... parisien, français, fait pour tous » (affiche sur les murs de Paris).

(1) Le nombre d'années est indiqué en général d'après les derniers numéros de 1936 ou les premiers de 1937.

REGARDS, hebdomadaire (le jeudi) de 24 pp. Nouvelles Éditions Regards, société anonyme, 89, rue d'Hauteville, Paris-10e. 40 fr. par an, le n° 1 fr. 25. 3e année. 27 × 36.

Hebdomadaire populaire de grand reportage, abondamment illustré, commence à adopter certaines rubriques ou certains genres de photographies indécentes des journaux bourgeois et mondains.

*__VENDREDI__, « hebdomadaire littéraire et politique, fondé par des écrivains et des journalistes et dirigé par eux », 12 pp. 7, boulevard Haussmann, Paris. 40 fr. par an, le n° 1 fr. Depuis novembre 1935. 43 × 60.

Dirigé par Louis Martin-Chauffier, après son départ de **Lu**, ne se rattache pas au parti ou aux organisations communistes, mais se rencontre presque toujours avec eux sur les mêmes positions politiques ou culturelles.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, « organe mensuel du Comité exécutif de l'Internationale communiste », éditions française, russe, allemande, anglaise, espagnole et chinoise. Bureau d'éditions, Paris. 15 fr. par an, le n° 2 fr. 19e année. 15,5 × 24.

Organe de théorie aux articles d'ordinaire lourds et indigestes, publie in-extenso les rapports aux congrès ou réunions de l'Internationale communiste.

CAHIERS DU BOLCHEVISME, « revue bimensuelle publiée par le C.C. (Comité Central) du Parti communiste français (S.F.I.C.) ». C.D.L.P., Paris. 36 fr. par an, le n° 2 fr. 13e année. 14 × 22.

CORRESPONDANCE INTERNATIONALE, hebdomadaire (le samedi). C.D.L.P., Paris, plusieurs éditions en diverses langues. 44 fr. par an, le n° 1 fr. 17e année. 21 × 29.

Donne en abondance des informations sur les événements de politique internationale envisagés du point de vue communiste, sur le mouvement communiste dans les divers pays, sur le gouvernement de l'U.R.S.S. et la vie en U.R.S.S.

LA DÉFENSE, « organe de la Solidarité, de la Justice et de la Liberté » (auparavant « organe de la Section française du Secours rouge international »). La Section française du Secours rouge international (désignée en russe sous le vocable de Mopr), a changé de titre pour adopter d'abord celui de Secours rouge de France, puis celui de Secours populaire de France. Hebdomadaire. 71, rue Chabrol, Paris-10e (le siège du Secours populaire de France est

97, rue Lafayette, Paris). 14 fr. par an, le n° 0 fr. 35. Paraît depuis 1926. 38 × 58.

Unité, « revue mensuelle du mouvement mondial de la solidarité ». Éditions universelles, Paris. 10 fr. par an, le n° 1 fr. Paraît depuis le milieu de 1936. 21 × 27.

***Clarté**, « revue mensuelle d'information et de documentation politiques », 17, boulevard Poissonnière, Paris-2e, éditée par le Comité mondial contre la guerre et le fascisme, 38, boulevard Raspail, Paris-7e. Direction : Romain Rolland, Norman Angell, Paul Langevin ; rédacteur en chef : André Ribard (1). 25 fr. par an, le n° 3 fr. Paraît depuis juillet 1936. 18 × 27. A remplacé **Front mondial contre la guerre et le fascisme**, fondé en 1932 par Henri Barbusse, dont elle a repris le titre d'une des œuvres les plus célèbres.

***PAIX ET LIBERTÉ**, « par le Front Populaire au service du peuple français », s'intitulant auparavant « organe du Comité national de lutte contre la guerre et le fascisme », puis « organe du Comité national du mouvement Amsterdam-Pleyel », comité qui est la section française, présidée par Francis Jourdain, du Comité mondial contre la guerre et le fascisme. Hebdomadaire de 6 pp., 4 éditions (Paris, Nord-Est, Ouest, Midi), 17, boulevard Poissonnière, Paris-2e. Rédacteur en chef : O. Rabaté; directeur littéraire : Pierre Paraf (2). 20 fr. par an, le n° 0 fr. 50. Paraît depuis le 1er décembre 1935. 43 × 59.

FEMMES, « revue éditée par le Comité mondial contre la guerre et le fascisme » (le titre était auparavant « Femmes dans l'action mondiale »). Directrice G. Duchêne, 1, cité Paradis, Paris-10e. Mensuel illustré. 10 fr. par an, le n° 1 fr. 3e année. 26×36. Éditions française, anglaise, américaine, belge (française et flamande), espagnole, italienne (pour celle-ci voir plus loin).

Le correspondant parlementaire, « périodique publié par le Groupe communiste de la Chambre des Députés ». Paris, C.D.L.P. Mensuel. 10 fr. par an, le n° 1 fr. Paraît depuis septembre 1936. 21 × 27.

Publie les documents ou renseignements sur la Chambre des Députés intéressant le parti communiste ainsi que les interventions parlementaires des députés communistes.

(1) Qui est aussi secrétaire national de la section française.
(2) Chargé de la chronique de politique intérieure à Radio-Paris.

Questions religieuses

La lutte antireligieuse et prolétarienne, « organe de l'Association des travailleurs sans-Dieu de France et des colonies, section française de l'Internationale des libres penseurs prolétariens ». Mensuel. 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris-19e. 15 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 12e année. 44 × 62. Ne paraît plus depuis la fusion, au Congrès de Prague dans l'été de 1936, de l'Internationale des libres penseurs, fondée en 1880, et de l'Internationale des libres penseurs prolétariens, fondée par l'Union des sans-Dieu militants soviétiques; ne semble pas encore remplacé.

On pourrait citer aussi ***La calotte**, « journal anticlérical et antifasciste mensuel illustré ». Rédacteur en chef André Lorulot, Villa des Fleurs, à Herblay (S.-et-O.). 10 fr. par an, le n° 0 fr. 75. 8e année (se date ainsi : Janvier 1937, Nivôse 145). 25 × 33.

***Terre nouvelle**, « organe des chrétiens révolutionnaires pour l'Union du Christ et des travailleurs par la révolution sociale ». Mensuel. 62, rue Greneta, Paris-2e. 12 fr. par an, le n° 1 fr. 50. 3e année. 24 × 31.

L'Union soviétique

U.R.S.S EN CONSTRUCTION, « revue mensuelle illustrée ». 4 éditions : russe, allemande, anglaise et française. Moscou, édition des Beaux-Arts. 4 dollars par an, le n° 6 fr. Paraît depuis 10 ans. 30 × 42.

Cette revue ne publie à peu près que des illustrations avec des légendes assez détaillées. Les photographies, si elles sont parfois assez monotones pour la partie sociale (usines, cercles ouvriers, champs), sont surtout intéressantes au point de vue ethnographique, particulièrement dans les numéros consacrés aux régions de la Russie d'Asie. L'ensemble témoigne d'une grande habileté de présentation. Chaque numéro est consacré à une région ou à un sujet particuliers.

Voks et Nouvelles soviétiques, publiées par la « Société pour les relations culturelles entre l'U.R.S.S. et l'étranger ». Ont paru chaque mois, la première de 1930 à 1932, la seconde de 1931 à 1934. **Voks** paraît encore irrégulièrement pour des numéros spéciaux.

Revue de Moscou (1), revue trimestrielle illustrée en français. Moscou, Medjounarodnaïa Kniga, Antiquariat. 10 fr. par an, le n° 3 fr. 2° année. 22 × 30.

LE JOURNAL DE MOSCOU (1), « hebdomadaire politique, économique, social et littéraire » en français. Moscou, 11, boulevard Stratnoï. 18 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 4° année. 44 × 67.

RUSSIE D'AUJOURD'HUI, organe bimensuel de l'Association des Amis de l'Union soviétique. 20, rue du Mail, Paris-2°. 20 fr. par an, le n° 1 fr. 5° année. 27 × 36.

Sur l'Association des Amis de l'Union soviétique, cf. la revue **Univers** (Lille), juin-juillet 1936, p. 12. L'Association grouperait 70.000 membres en 1200 sections et 35 fédérations; la revue aurait eu en 1936 un tirage moyen mensuel de 70.000 exemplaires.

Des Associations des Amis de l'Union soviétique existent dans divers pays, chacune avec leur organe propre, par exemple : **Russie nouvelle** en Belgique, 38, Vieille Halle aux Blés, Bruxelles, mensuel depuis 1932. **Russia to-day** en Angleterre, 33, Ormond Yard, Londres, mensuel depuis 1930. **Soviet Russia to-day** aux États-Unis, 80, East 11th Street, New-York, mensuel depuis 1932. Ces diverses revues populaires, abondamment illustrées, sont à peu près de facture identique, la rédaction et l'illustration étant d'ordinaire fournies par le siège central de Moscou.

Les documents de la Russie neuve, organe de l' « Association pour l'étude de la culture soviétique » (anciennement Cercle de la Russie neuve), qui est la section française de **Voks** (v. plus haut), 4, place du Panthéon, Paris-5°. Paraît irrégulièrement en feuillets de 4 pages donnant l'indication de très nombreuses conférences, réunions, brochures de l'Association. 12 fr. par an.

L'A.P.E.C.S. est un mouvement de propagande culturelle pour la Russie soviétique dans les milieux intellectuels, tandis que l'Association des Amis de l'Union soviétique est un mouvement de propagande surtout politique et sociale dans les milieux populaires.

(1) Il est publié à Moscou, en anglais, pour les pays de langue anglaise, un quotidien *Moscow daily news* et un hebdomadaire *Moscow news*.

Culture, littérature

La littérature internationale, revue bimestrielle, publiée par les éditions littéraires de Moscou (Kouznetski Most 12) en français, anglais, allemand et russe, dépôt en France, Éditions sociales internationales. 3e année. Sans indication de prix d'abonnement, 5 fr. le n°. 15 × 22.

*EUROPE, « la première revue française de culture internationale ». Rédacteur en chef : Jean Cassou. Mensuelle. Éditions Rieder, Paris. 56 fr. par an, le n°

COMMUNE (1), « revue littéraire française pour la défense de la culture » (auparavant « revue de l'Association des écrivains et des artistes révolutionnaires (2) »). Rédaction : Maison de la culture, 12, rue de Navarin, Paris. Administration : Éditions sociales internationales. Mensuel. 48 fr. par an, le n° 5 fr. 4e année. 14 × 19.

Inquisitions, « organe du groupe d'études pour la phénoménologie humaine ». Rédaction : Maison de la culture. Administration : Éditions sociales internationales. Six fois par an. 25 fr. par an, le n° 5 fr. 1er n° en juin 1936. 14 × 23.

Soutes, « revue de culture révolutionnaire internationale ». Bimestriel. Chez Luc Decauves, 45, avenue Michel-Bizot, Paris-12e. 10 fr. la série de 4 nos, 3 fr. le n°. Paraît depuis 1936. 14 × 19.

Se dit « la seule revue des jeunes en France où le social ait retenti aussi loin dans l'art, où les poètes soient vraiment à l'honneur, c'est-à-dire sur les barricades ».

Enfance et éducation

Le lien, « organe de la Fédération de l'Enfance » (pour les instituteurs et professeurs). Bimestriel. Maison de la culture, Paris. 6 fr. par an, le n° 1 fr. 1er n° de la nouvelle série en novembre 1936. 15,5 × 24.

Cf. **Documentation catholique**; 16 janvier 1937, col. 175-176.

(1) Il faut signaler aussi *Monde*, qui fut publié chaque semaine par Henri Barbusse, de 1927 jusqu'à sa mort, en 1935.

(2) Cette Association (A.E.A.R.) s'appelle maintenant Association des écrivains pour la défense de la culture, et est la section française de l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture, 8, rue d'Aboukir, Paris.

MON CAMARADE, « l'illustré de la jeunesse ». Hebdomadaire (depuis décembre 1936, auparavant bimensuel). Rédacteur en chef : Georges Sadoul ; rédaction : 51, rue Monsieur-le-Prince, Paris-6ᵉ. Administration : Éditions sociales internationales, Paris. 18 fr. par an, le nᵒ 0 fr. 40. 5ᵉ année. 12 pp. en couleurs. 25 × 30. Sur cet illustré pour enfants, v. **Cahiers d'action religieuse et sociale** (Éditions Spes), 15 octobre 1936.

Mon camarade publie aussi chaque mois **Les livrets de mon camarade**, brochure de 32 pp. avec 5 illustrations, couverture en 2 couleurs, contenant des nouvelles, contes, jeux, pièces, récits de voyages.

La gerbe, « l'imprimerie à l'école », publié par l'instituteur Freinet, à Vence (Alpes-Maritimes), dont la presse, il y a quelques années, a raconté les démêlés avec ses supérieurs, par suite de son action communiste. Paraît tous les dix jours, 10 fr. par an, le nᵒ 0 fr. 75. En janvier 1937, 95ᵉ nᵒ. 15,5 × 24.

L'éducateur prolétarien, « revue pédagogique bimensuelle », même adresse que **La gerbe**. 25 fr. par an. 12ᵉ année. 16 × 24.

Tribune de l'enfance, « organe mensuel de l'Association nationale de soutien de l'enfance », 131, rue Lafayette, Paris-10ᵉ. Illustré. 5 fr. par an, le nᵒ 0 fr. 50. Paraît depuis janvier 1936. 30 × 42. Tirerait à 8000.

Travaille pour l'enfance populaire, dénonce les cas d' « enfants martyrs », lutte contre les bagnes d'enfants et contre les œuvres d'assistance confessionnelles. L' « Association nationale de soutien de l'enfance » a succédé en 1936 au « Secours ouvrier international » (désigné en russe sous le vocable de Nejrabpom), même adresse, et la « Tribune de l'enfance » a remplacé « La solidarité ».

Les cahiers du contre-enseignement prolétarien, 10 nᵒˢ par an. Bureau d'éditions, Paris. 10 fr. par an, la brochure (chacune traitant un sujet spécial) 1 fr. ou 1 fr. 50. 7ᵉ année. 13,5 × 18.

« Ont pour but d'opposer à l'enseignement des écoles capitalistes, sur les principales questions de sociologie, morale, histoire, littérature, etc., où le bourrage de crânes est le plus intense, le point de vue prolétarien. »

L'Internationale de l'enseignement, organe mensuel (irrégulier) de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement. Secrétaire général : Georges Cogniot, 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris-19ᵉ.

10 fr. par an. 15ᵉ année. 15 × 24, Publie un supplément mensuel (irrégulier), **Bulletin de presse** à la ronéo. 7ᵉ année. 5 fr. par an.

Pédagogie soviétique, « bulletin mensuel d'information pédagogique pour les pays de langue française. Édité par l'Internationale des travailleurs de l'enseignement », même adresse à la ronéo. 6ᵉ année. 5 fr. par an.

Jeunesses

L'AVANT-GARDE, « le journal des jeunes, hebdomadaire édité par la Fédération des jeunesses communistes de France » (1). Secrétaire général : Raymond Guyot, 21, rue de Cléry, Paris-2ᵉ. 14 fr. par an (abonnement de propagande, 10 fr.), le nᵒ 0 fr. 30. 17ᵉ année. 44 × 62.

L'avant-garde voudrait se transformer en « un grand journal complet de la jeunesse, où les sports, les récits d'aventures, les chefs-d'œuvre de la littérature, l'aviation et les sciences auront une place de choix » (9 janvier 1937).

La Fédération des jeunesses communistes de France a des « Editions de la jeunesse », 12, rue Grange-Batelière, Paris-9ᵉ. Trésorerie de la Fédération : Charles Daynac, 45, rue d'Hauteville. Maison des Jeunesses communistes de Paris, 1 *ter*, rue des Coutures-Saint-Gervais.

Sur la Fédération des Jeunesses communistes, cf. une étude de la **Documentation catholique**, 16 janvier 1937, col. 158-166, et **La Croix** de Paris, 14 janvier 1937 (page des jeunes). La Fédération compterait à la fin de 1936 100.485 membres, et **L'avant-garde** tirerait à 85.000 exemplaires (7000 abonnés).

Notre jeunesse, « revue mensuelle théorique et culturelle », éditée par la Fédération des Jeunesses communistes, 45, rue d'Hauteville, Paris-10ᵉ. 10 fr. par an, le nᵒ 1 fr. 25. 2ᵉ année. 25 × 31,5.

Jeunes Filles de France, « édité par l'Union des jeunes filles communistes » (les derniers nᵒˢ indiquent : « édité par l'Union des jeunes filles de France »). Directrice : Danielle Casanova. Mensuel, illustré. 4, rue Beaurepaire, Paris-10ᵉ. 5 fr. par an, le nᵒ 0 fr. 50. Paraît depuis juin 1936. 30 × 42.

Cf. **Documentation catholique**, article cité, col. 166-168, et **La Croix** de Paris, 21 janvier 1937. L'Union compterait, à la fin de 1936, 10.000 membres, et le journal tirerait à 15.000.

(1) Section française de l'Internationale communiste des Jeunes.

***Étudiants**, « mensuel des étudiants de Paris, édité par la section de Paris de l'Union fédérale des étudiants ». Rédacteur en chef André Hoschiller, 179, rue Saint-Jacques, Paris-5e. Sans indication de prix. 1er no en décembre 1936. 4 pp. 45 × 60.

***Le Courrier universel de la jeunesse**, « bulletin du Bureau d'organisation d'une communauté universelle de la jeunesse pour la paix, la liberté et le progrès ». 1, cité Paradis, Paris-10e.

***La Voix des étudiants**, « bulletin mensuel du rassemblement mondial des étudiants pour la paix, la liberté et la culture ». 1, cité Paradis, Paris-10e.

Nous les jeunes, « bulletin mensuel des élèves des écoles professionnelles unis pour la défense de la paix, de la liberté et du progrès ». Maison de la culture, Paris. 0 fr. 35 le no (le prix de l'abonnement n'est pas indiqué). 1er no en décembre 1936. Feuille de 4 pp. 22 × 28.

Milieux ruraux

La voix paysanne, « organe hebdomadaire de défense paysanne ». Directeur : Renaud Jean. Organe de la Confédération générale des paysans travailleurs (C.G.P.T.). 88, rue Richelieu, Paris-2e. 16 fr. par an, le no 0 fr. 35. 14e année. 4 pp. 43 × 62.

La terre (annoncé sous le titre de **Terre de France**), « hebdomadaire communiste de défense des paysans de France ». 30, rue d'Enghien, Paris-10e. 18 fr. par an, le no 0 fr. 35. 1er no le 30 janvier 1937. 6 pp. 43 × 58.

Milieux étrangers

***Fraternité**, « organe de liaison entre les travailleurs français et immigrés » (auparavant le journal indiquait en outre : « édité par le Centre de liaison des Comités pour le statut des immigrés et par le Centre de liaison des immigrations ouvrières »). 3, rue Montholon, Paris-9e. 10 fr. par an, le no 1 fr. 12 pp. 31 × 44. A partir de janvier 1937 paraît une édition italienne (7000 exemplaires), publiée par les « Comités de front unique italiens » (texte de l'édition française, plus 4 pp. en italien), en mars paraîtraient des éditions allemande, polonaise, espagnole et yiddish et, plus tard, des éditions russe, arménienne, portugaise et hongroise.

Il grido del popolo (Le cri du peuple), organe du Parti communiste italien pour les réfugiés en France. Hebdomadaire. 25, rue d'Alsace, Paris. 20 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 2e année. 43 × 62.

Lo stato operaio (l'état ouvrier), « Rassegna di politica proletaria ». Mensuel. C.D.L.P., Paris. 22 fr. par an, le n° 2 fr. 11e année. 14 × 22,5.

Revue d'études assez analogue aux **Cahiers du bolchevisme.**

La voce delle donne (La voix des femmes), « revue mensuelle en langue italienne du Comité mondial contre la guerre et le fascisme » (v. plus haut **Femmes**). C.D.L.P., Paris. 10 fr. par an, le n° 1 fr. Paraît depuis mai 1936. 26 × 36.

Zeitschrift der Executiv-Komites der Kommunistichen Internationale. — Die Rote Fahne (Le drapeau rouge), organes du Parti communiste allemand établi à Strasbourg. Éditions Prométhée, 15, rue des Francs-Bourgeois.

Wiadomosci, organe communiste polonais. Trésorier : Camille Bardet, 31, rue Debelleyme, Paris.

Gazetta Romaniagki, organe communiste roumain. 45, rue Jouffroy, Paris.

Questions coloniales

Libération, « revue mensuelle de documentation et de propagande contre l'impérialisme ». Directeur : Robert Deloche, 5, passage Violet, Paris-10e. 10 fr. par an, le n° 1 fr. 21 × 27.

Cette revue remplaçait le **Bulletin colonial**, supplément des **Cahiers du bolchevisme**, paru chaque mois en fascicules de 16 pp., de 1933 à 1936. Elle fut publiée seulement d'avril à août 1936; suspendue sans doute pour ne pas créer d'embarras au gouvernement.

Journal des peuples opprimés, « organe de la Ligue française contre l'impérialisme et l'oppression coloniale ». Mensuel. 57, rue Charlot, Paris-3e. A paru seulement en 1933 et 1934.

Le cri des nègres, « organe mensuel des travailleurs nègres ». 57, rue Charlot, Paris-3e. 5 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 5e année. 38 × 56; suspendu.

*__El Ouma__, « organe national de défense des intérêts des Musulmans Algériens, Marocains et Tunisiens ». Organe de l'**Étoile nord-**

africaine (dissoute par le gouvernement français en janvier 1937). Directeur : Messali Hadj. Mensuel. 1, rue Basse-des-Carmes, Paris-5°. 10 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 5° année. 38 × 56.

Divers

La correspondance balkanique. Mensuel. 123, rue Montmartre, Paris-2°. 15 fr. par an, le n° 0 fr. 75. 4° année. 21-29 (analogue à la **Correspondance internationale**).

***RADIO-LIBERTÉ**, « revue hebdomadaire de T.S.F. ». 5, avenue de la République, Paris-11°. 30 fr. par an, le n° 0 fr. 75. Paraît depuis le 23 octobre 1936. 23 × 31.

Organe de l'Association Radio-Liberté, donne chaque semaine tous les programmes de T.S.F. D'après **L'Humanité** (4-1-1937) l'Association Radio-Liberté comptait, à la fin de 1936, après une année d'existence, 50.000 adhérents et 200 sections.

***Ciné-Liberté**, à la Maison de la culture, Paris. Mensuel (irrégulier). 6 fr. par an, le n° 0 fr. 50. Paraît depuis juillet 1936. 38 × 52.

Organe de l'Association Ciné-Liberté « contre toutes les formes cinématographiques de l'asservissement et de la bêtise ».

Sport, organe hebdomadaire de la Fédération sportive et gymnique du travail. 80, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-10°. 20 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 5° année. 43 × 62.

Bulletin ouvrier des échecs. Mensuel. Édité par la Fédération sportive et gymnique du travail. 10 fr. par an, le n° 1 fr. Chez Roger Rappet, 79, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, Paris-20°. 3° année. 14 × 22.

Donne des comptes rendus de matches et des schémas de parties d'échecs, indique 9 sections dans Paris et 21 en banlieue.

Pêche, « organe mensuel de la Fédération autonome des pêcheurs à la ligne ». 123, rue Montmartre, Paris-2°. 5 fr. par an. 1er n° en janvier 1937. 31 × 43.

Organes trotzkystes (1)

Le « Parti Ouvrier Internationaliste » (bolchevik-léniniste), 15, passage Dubail, Paris-10°, édite **La lutte ouvrière**, « organe hebdo-

(1) Sur les organisations des trotzkystes en France, v. articles de Raymond Millet dans *Le Temps* des 28 et 30 juin, 7 et 16 juillet 1936; *Gringoire*, 19 juin 1936.

madaire du Parti Ouvrier Internationaliste, section française de la IVe Internationale. 12 fr. par an, le n° 0 fr. 30. 2e année. 38 × 56.

Révolution, « organe de combat des jeunes travailleurs, édité par la Fédération des Jeunesses socialistes révolutionnaires » (IVe Internationale). Mensuel. 10 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 4e année. 38 × 56.

Quatrième Internationale, « revue théorique mensuelle du Parti Ouvrier Internationaliste ». 20 fr. par an, le n° 2 fr. 1er n° en octobre 1936. 18 × 27 (1).

Le « Parti communiste internationaliste bolchevik-léniniste pour la construction de la IVe Internationale » (qui ne diffère du précédent que sur des questions de personnes), 66, faubourg Saint-Martin, Paris, édite **La Commune**. Hebdomadaire. 20 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 2e année. 44 × 62, et **La Commune des jeunes** avec un supplément, **La caserne**.

Organes révolutionnaires ou communistes dissidents (2)

Gauche révolutionnaire, organe des socialistes extrémistes, genre Marceau Pivert. 23, rue Mouffetard, Paris-5e. Mensuel. 10 fr. par an, le n° 1 fr. 2e année. 24 × 31.

La patrie humaine, « le grand hebdomadaire du pacifisme intégral ». Fondé par Victor Méric. Fusionné avec **Le Barrage**. Robert Tourly, 16, rue Saint-Marc, Paris-2e. 25 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 7e année. 43 × 60.

Karl Marx, « revue d'auto-critique du Front populaire, saisit l'événement pour en exprimer le sens révolutionnaire ». 74, rue de Sèvres, Paris. Bimensuel. 10 fr. par an, le n° 1 fr. Paraît depuis juin 1936. 18 × 24.

(1) Organes belges de la IVe Internationale : *La lutte ouvrière*, hebdomadaire, et *Révolution*, revue mensuelle.

(2) Nous donnons ici l'indication de quelques publications, sans être complet, car ces publications sont aussi nombreuses que diverses. Elles semblent d'ordinaire assez divisées entre elles, mais se rejoignent dans l'affirmation de la révolution intégrale, s'opposant le plus souvent au Front Populaire français comme au communisme stalinien; la plupart s'apparentent assez bien au mouvement et aux idées de Trotzky.

Le drapeau rouge, « journal communiste révolutionnaire ». Directeur : André Ferrat, ancien rédacteur à **L'Humanité** (chassé de ce journal en juin 1936 pour un article jugé trop violent !). Bimensuel. Boîte postale n° 18, Paris-19°. 10 fr. par an, le n° 0 fr. 50. Paraît depuis le 11 décembre 1936. — But : « Unir dans une lutte commune les révolutionnaires prolétariens qui se trouvent dans les deux grands partis ouvriers (communiste et socialiste), ou en marge de ces partis. »

Que faire ? « revue communiste », de même tendance que **Le Drapeau rouge**. Mensuel. 15, rue du Petit-Pont, Paris-5°. 10 fr. par an, le n° 1 fr. 16 × 24.

Spartacus et **Masses**, le premier, organe d'information politique ; le second, de doctrine révolutionnaire. Cahiers mensuels, dirigés par René Lefeuvre (membre dirigeant de la Gauche révolutionnaire et apparenté aux trotzkystes). 140, boulevard Saint-Germain, Paris (boîte aux lettres dans une librairie).

L'Internationale, « revue mensuelle de l'Union communiste », imprimée à la Ronéo. G. Davoust, 26, rue des Plantes, Paris-14°. 10 fr. par an, le n° 1 fr. 4° année. 21 × 27.

Bilan, « bulletin théorique mensuel de la fraction italienne de la Gauche communiste ». Albert Boyer, 15, rue de Prague, Paris-12°. 20 fr. par an, le n° 2 fr. 4° année. 16 × 24.

Organes anarchistes

Le combat syndicaliste, « organe officiel de la Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire ». Hebdomadaire. Rédaction : Louis Chabeaudie, 25, rue Charpentier, Limoges. Correspondance confédérale J. Toublet, 21, rue de Loos. Paris-10°. 22 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 5° année. 45 × 60.

Le libertaire, « organe hebdomadaire de l'Union anarchiste ». 9, rue de Bondy, Paris-10°. 22 fr. par an, le n° 0 fr. 50. 42° année. 37 × 54.

La révolution prolétarienne, « revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire ». 64, rue du Château-d'Eau, Paris-10°. 40 fr. par an, le n° 2 fr. 12° année. 18 × 27.

Maisons d'édition

Editions sociales internationales, 24, rue Racine, Paris-6ᵉ.

C.D.L.P., 25, rue d'Alsace, Paris-10ᵉ (seulement pour la vente en gros).

Bureau d'éditions, 4, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris-1ᵉʳ.

Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris-10ᵉ.

Editions universelles, 8, boulevard de Strasbourg, Paris-10ᵉ.

Editions de la jeunesse, 45, rue d'Hauteville, Paris-10ᵉ.

Editions du Carrefour (propagande antihitlérienne), 83, boulevard du Montparnasse, Paris-7ᵉ.

Les publications *russes* sont en dépôt aux *Messageries Hachette*, 111, rue Réaumur, Paris-2ᵉ, ou à la *Maison du livre français* (dépôt russe), 14, rue Félibien, Paris.

MISSIONS ET COLONIES

R. le Tourneau. *Notes sur l'Artisanat urbain au Maroc.*

L'artisanat marocain, dont la structure rappelle les corporations de notre Moyen-Age, est très gravement atteint par la crise mondiale. Ces brèves réflexions, écrites par un Français qui vit à Fez depuis de longues années, dénonce le péril et indique les remèdes possibles.

P. Catrice. *La politique musulmane de l'Italie en Ethiopie.*

Elle ne peut laisser indifférent un Français et encore moins un chrétien.

DOCUMENT

Un article de la Rivista delle Colonie.

P. C. *Bibliographie.*

Notes sur l'artisanat urbain au Maroc

C'est un lieu commun de répéter qu'au Maroc dure encore la civilisation vécue par l'Europe au Moyen-Age. Et l'on évoque aussitôt les kasbas, les seigneurs de l'Atlas, l'artisanat et les corporations. De fait, si la structure corporative ne présente que de lointains rapports avec l'organisation économique du Moyen-Age européen, l'aspect extérieur des métiers marocains nous remet invinciblement en mémoire les gravures, les miniatures et les notions que nous pouvons posséder à ce sujet.

Pas d'atelier, pas d'usine où travaillent des ouvriers par dizaines; mais de petites boutiques semblables à celles des commerçants, où quatre personnes au plus peuvent tenir, ou bien des ateliers loués par plusieurs patrons dans une maison de rapport, et où chacun a son petit coin et travaille avec deux ou trois employés. L'outillage est plus simple encore que le local, il se compose de quelques outils de fer ou de bois assez grossiers, fabriqués par les menuisiers ou les forgerons de la place; quelquefois même un morceau de fer blanc un peu tordu, un brin de ficelle, un bout de roseau à peine taillé constituent des outils suffisants et peu coûteux. Les machines sont très rares : quelques machines à coudre chez les maroquiniers et les tailleurs, des presses hydrauliques chez les fabricants d'huile, quelques presses mécaniques et machines à découper chez les relieurs. On peut dire que, dans l'ensemble, les techniques artisanales, même dans les villes, n'ont encore presque pas subi l'influence européenne; la plupart des ouvriers marocains exécutent, avec souvent beaucoup de dextérité, les

mêmes gestes exactement que faisaient leurs ancêtres et les nôtres il y a six cents ans.

Autre ressemblance avec notre Moyen-Age, les industries sont souvent groupées dans un même quartier, et souvent dans une même rue; c'est ainsi qu'on trouve à Fès la rue des teinturiers, celle des fabricants de peignes; à Marrakech le quartier des tanneurs, celui des chaudronniers; à Rabat la rue des cordonniers, etc., sans pourtant que cela ait un caractère obligatoire ou absolu.

Enfin l'écoulement des produits fabriqués se fait par une criée qui a lieu toujours au même endroit et à la même heure, par l'intermédiaire de vendeurs accrédités, groupés eux aussi en une corporation. L'endroit choisi est soit une place, soit une rue, soit la cour d'un *fondouq* (1), aussi proche que possible des ateliers des artisans. A cette criée, les achats peuvent être faits aussi bien par les particuliers que par les boutiquiers; et les commandes directes aux artisans ne sont pas rares. Le rôle des intermédiaires est donc réduit au strict minimum.

Le climat moral de l'artisanat marocain fait aussi penser à notre Moyen-Age. Pas de patronat et de prolétariat; pas de producteurs groupés en deux clans qui se méfient l'un de l'autre, s'ils ne sont pas en hostilité ouverte. Patrons et ouvriers de Fès, de Salé, de Marrakech vivent exactement la même vie; le patron gagne un peu plus que ses employés, mais a plus de charges et de responsabilités, si bien qu'au total les uns et les autres ont bien de la peine à nourrir des familles souvent nombreuses. Les ouvriers n'ont rien à envier à leurs employeurs, et comment, d'autre part, imaginer des rapports autres que cordiaux, et presque familiaux, dans un atelier de cinq ou six personnes qui font, côte à côte, les mêmes travaux?

(1) Maison à plusieurs étages destinée uniquement à des usages industriels et commerciaux (seul un gardien y habite) et souvent propriété d'une fondation pieuse.

D'un autre côté, l'artisan marocain, s'il n'envisage pas son métier comme un sacerdoce auquel convient la ferveur, s'il n'a pas la mystique de son travail, ne l'exerce pas non plus avec dégoût et rancœur. Il ne se considère pas comme un esclave employé à une besogne dégradante ou insipide; on ne le voit pas quitter son travail avec l'air sombre de forçat qui se peint sur bien des figures à la sortie du métro ou des grandes usines (1). Sur ce point d'ailleurs, comme sur bien d'autres, la morale du Coran coïncide avec celle de l'Évangile : le travail est un devoir d'état qu'il faut accomplir de son mieux, avec la conviction qu'ainsi l'on fait œuvre agréable à Dieu.

L'artisan marocain, qu'il soit patron ou ouvrier, est donc, en général, un brave homme, simple, mais ouvert, courtois et souvent gai. Éloigné par la force des choses, et encore pour longtemps, de toute culture intellectuelle, et préoccupé avant tout de gagner sa vie, souvent avec beaucoup de peine, il a malgré tout le sens et le goût du beau : bien des fois, les jours de clair soleil, après les pluies du printemps, les artisans quittent le travail pour une demi-journée, et, sortant de la ville avec leurs enfants ou leur canari, quelquefois les deux, s'installent dans un coin verdoyant et frais ou sur une colline d'où ils découvrent un vaste horizon, et là, pendant des heures, buvant quelques verres de thé à la menthe ou fumant, ils restent en contemplation, sans presque parler, et jouissent intensément du spectacle qu'ils se sont ménagé. Voilà des gens à qui leur résignation, un peu passive parfois, permet de trouver assez souvent, dans une vie d'apparence si morne et si monotone, des moments d'épanouissement et de sérénité. Ils trouvent aussi à assouvir dans leur religion le besoin d'idéal et d'en-

(1) Il va sans dire que ces remarques ne visent pas à charger les uns au profit des autres; elles tendent simplement à marquer la différence morale qui existe actuellement entre les uns et les autres, du fait de circonstances très diverses.

thousiasme que trop de travailleurs d'Europe essaient pauvrement de tromper par un fanatisme sportif ou politique. Certes, leur religion est simple, à leur image, parfois entachée de fanatisme ou de superstition, mais elle leur donne de beaux moments d'élévation; il faut les voir, les jours de prière publique, mêlés aux savants, aux bourgeois, aux plus pauvres qu'eux, pour comprendre quel réconfort ils trouvent à communier dans l'adoration de l'Unique.

Et pourtant ils ont la vie dure, surtout depuis quelques années : la crise mondiale, la concurrence européenne d'autant plus âpre, ont porté à l'artisanat marocain un coup très dur et les salaires s'en ressentent terriblement. Tous impôts et charges déduits, un patron tanneur de Fès arrive à grand'peine à gagner trois mille francs par an. Les meilleurs ouvriers ne gagnent pas plus de dix francs par jour de travail, et beaucoup ne touchent pas plus de six francs. Les apprentis gagnent de vingt à cent francs par mois. Encore, s'ils travaillaient tous les jours ! mais, dans beaucoup de métiers, une grande partie des ouvriers chôme deux ou trois jours chaque semaine. L'entr'aide et l'aumône musulmanes ont grand'peine à remédier à une aussi triste situation.

Malgré tout, la conscience professionnelle ne s'en ressent guère. L'artisan marocain, comme les Marocains en général, est fidèle à sa parole et parfaitement loyal en affaires. Ceux qui, par hasard, s'aviseraient d'agir autrement auraient d'ailleurs bien du mal à y réussir, car il existe dans toutes les villes un important fonctionnaire, le *mohtasseb*, souvent assimilé à nos anciens prévôts des marchands, qui, entre autres attributions, est chargé de la répression des fraudes. Cette institution sert à défendre les intérêts du consommateur, cela va de soi, mais aussi ceux des artisans mêmes, qui se voient ainsi protégés contre la concurrence déloyale de ceux d'entre eux qui auraient envie de vendre à un prix légèrement inférieur des marchandises de mauvaise qua-

lité et jetteraient en plus le discrédit sur leur corporation.

L'artisanat semble donc bien protégé, et il l'était en effet dans l'économie à peine entr'ouverte, pour ne pas dire fermée, qui était celle du Maroc avant le Protectorat. Très bien défendu contre les dangers qui lui venaient du dedans, il ne l'était pas du tout contre les dangers extérieurs, qui l'ont menacé aussitôt qu'a été signé l'acte d'Algésiras et que le Maroc a été intégré dans le trafic mondial. Les institutions traditionnelles ne pouvaient naturellement rien contre des menaces qui n'existaient pas avant 1906, mais, chose plus grave, aucune institution nouvelle n'est venue suppléer la carence des anciennes : l'organisation artisanale n'a subi aucune transformation et n'a pas su s'adapter à des conditions économiques entièrement nouvelles.

Il est donc temps d'étudier maintenant cette organisation et d'essayer de voir pourquoi elle s'est montrée si insuffisante. Il y a autant de corporations que de corps de métiers : nous trouvons ainsi la corporation des cordonniers, celle des savetiers, celle des relieurs, celle des selliers et fabricants de sacoches, celle des fabricants de portefeuilles, porte-monnaie, etc., celle des teinturiers, celle des potiers, celle des mozaïstes, et ainsi de suite. Ces corporations sont constituées par tous les patrons (*maallemine*) qui exercent tel ou tel métier. Leur rôle unique est de désigner parmi eux un chef, nommé *amine*, dont le choix est soumis à l'approbation du *mohtasseb*, et quelquefois d'un *amine* suppléant (*khalifa*), élu dans les mêmes conditions.

Avant le Protectorat, cet *amine* avait deux attributions essentielles; la première, qu'il a conservée, consiste à arbitrer les conflits qui peuvent s'élever entre patrons de son ressort, entre patrons et employés, ou entre les artisans et leurs clients; lorsque cet arbitrage ne réussit pas, l'affaire est portée devant le *mohtasseb*, ou quelquefois devant le *pacha*, qui, dans son enquête, ne manque pas d'avoir recours aux lumières de l'*amine*.

La seconde attribution, qui n'a plus sa raison d'être, consistait à servir d'intermédiaire entre le gouvernement et les artisans pour la répartition des taxes et la fixation du cadeau en argent que chaque corporation offrait au Sultan en diverses circonstances (*hédia*). La *hédia* n'existe plus; les impôts sont répartis par un corps de fonctionnaires spécialistes. Il est donc normal que cette attribution de l'*amine* ait disparu; et, pourtant, c'était la plus importante, celle qui exigeait de l'*amine* des qualités intellectuelles et morales hors du commun. Réduit au rôle d'arbitre et d'expert, l'*amine* peut être un homme effacé; il lui suffit d'être un brave homme et de connaître son métier. Outre ces attributions essentielles, les *amines* organisent les petites collectes qui sont faites dans la corporation pour subvenir aux frais d'inhumation d'un camarade mort indigent, ou pour organiser les fêtes corporatives que la crise a rendues de plus en plus rares. Et c'est tout : on comprend alors que les patrons intelligents se désintéressent complètement de cette fonction qui rapporte seulement des ennuis, fait perdre du temps et ne confère à son titulaire aucune influence réelle et profitable à la communauté.

Nous avons parlé tout à l'heure de patrons, d'ouvriers et d'apprentis; mais que l'on n'aille pas s'imaginer une hiérarchie rigoureuse, semblable à celle des corporations européennes. Pour chaque corporation, l'effectif de chacune de ces catégories n'est nullement limité, et l'on passe de l'une à l'autre sans examen ni formalité d'aucune sorte; l'apprenti devient ouvrier quand son salaire d'hebdomadaire devient journalier et plus élevé naturellement; l'ouvrier devient patron quand il s'établit à son propre compte, le jour où il en a les moyens. Les artisans de Rabat, par exemple, n'ont donc aucun moyen de défense contre les fassis ou les marrakechis qui viennent s'établir à côté d'eux, et vice versa.

La corporation n'est en somme que le groupement très lâche des divers travailleurs d'un même métier et ne sert nullement à défendre leurs intérêts matériels et

moraux : il n'y est question ni d'ententes pour les achats de matières premières, ni de tarifs de vente, ni d'entr'aide sociale, ni des moyens d'adapter le métier à la nouvelle vie économique du Maroc. En présence de cette anarchie sommeillante, la concurrence européenne et japonaise a eu beau jeu, on le conçoit facilement, et a triomphé rapidement dans des domaines auparavant réservés à l'artisanat local : c'est ainsi que les fils, ficelles et cordes sont maintenant importés d'Europe pour la plupart; les cadenas allemands ou tchécoslovaques ont remplacé les antiques serrures; la ferblanterie européenne de toutes provenances s'est substituée aux récipients en terre ou en bois fabriqués sur place; les chaussures en caoutchouc japonaises ou tchécoslovaques font concurrence aux babouches nationales, qui ont même failli être concurrencées directement par des babouches fabriquées au Japon (1) ; et ainsi de suite. Si bien que l'artisanat subit une crise très grave, mortelle peut-être; quelques vieux métiers sont déjà morts, d'autres sont bien malades, et tous ou presque sont menacés. Il n'y aurait que demi-mal s'il s'agissait seulement de quelques vieilles techniques pittoresques, mais périmées, et si l'artisan se transformait facilement en ouvrier; mais dans des villes comme Fès ou Marrakech et bien d'autres moindres, l'agonie d'un métier jette sur le pavé des artisans qui ne trouvent pas d'autre travail, car, à l'heure actuelle, la main-d'œuvre est surabondante au Maroc, et les employeurs européens préfèrent prendre à leur service des gens de la campagne, plus simples, plus dociles et moins exigeants. La situation est donc très grave, mais ne paraît pas sans remèdes.

Disons tout d'abord que l'intervention de l'État nous paraît indispensable; en d'autres pays, de situation matérielle et morale différente, le redressement indispensable serait l'œuvre d'efforts individuels, d'initiatives pri-

(1) En 1934, un *dahir* a interdit l'importation au Maroc de toutes les babouches, quelle qu'en soit la provenance.

vées, et l'intervention de l'État serait à peu près inutile. Au Maroc, étant donnée l'apathie des intéressés, qui sentent bien que les choses vont mal, mais ne comprennent pas et ne cherchent pas à comprendre pourquoi, l'État protecteur se doit de prendre l'affaire en mains. Son action, nous semble-t-il, doit être double. Il doit prendre d'abord des mesures immédiates dans plusieurs sens; au lieu d'essayer de redonner une vie artificielle à certains métiers bien morts ou moribonds, il doit chercher à recaser les artisans ainsi privés de travail. Ce travail de recasement lui est d'ailleurs familier : il est fatal que dans un pays en pleine transformation économique, certaines activités disparaissent, tandis que d'autres se créent; il s'agit donc de faire passer les hommes de l'une à l'autre sans trop de heurts; parfois, le rythme créateur est plus précipité et la main-d'œuvre se fait rare et chère; parfois, au contraire, le rythme destructeur reprend le dessus et le chômage se développe; quoi qu'il en soit, ces phénomènes, s'ils ont plus d'ampleur au Maroc qu'ailleurs, ne lui sont pas particuliers et dépassent le cadre de l'artisanat; ils sont justiciables de la politique économique et sociale du Protectorat.

Dans le domaine plus restreint de l'artisanat, le gouvernement devra se préoccuper de problèmes techniques : certains métiers, à notre sens, pourraient très bien subsister et lutter contre la concurrence européenne s'ils s'adaptaient tant soit peu aux conditions économiques nouvelles. Il est paradoxal, par exemple, de voir les cordonniers ou bourreliers européens installés au Maroc obligés de faire venir leur cuir d'Europe, quand existent dans presque toutes les villes du pays d'importantes tanneries. Le cuir tanné par les indigènes n'est pas d'assez bonne qualité, soit; mais il suffirait probablement de modifier quelque peu la technique locale, sans la bouleverser ni acheter un outillage coûteux, pour obtenir un cuir de qualité suffisante à des prix peu élevés. L'État devrait donc faire venir quelques techniciens dans les branches les plus importantes de l'artisa-

nat pour étudier les moyens propres à adapter, le plus économiquement possible, les techniques traditionnelles aux besoins nouveaux du Maroc. Il est vraisemblable que les artisans, qui n'ont pas la superstition de leur technique, accepteraient volontiers les modifications proposées, à condition qu'elles ne soient ni trop compliquées, ni trop onéreuses; l'exemple des relieurs est d'ailleurs probant à cet égard : sous l'impulsion du service des Arts Indigènes, ils ont amélioré leur technique d'autrefois, l'ont adapté aux goûts de la clientèle européenne, et sont actuellement, malgré les difficultés des temps, dans une situation très satisfaisante.

Recaser les artisans dont le métier est mort, faire appel à des techniciens pour adapter les métiers viables, voilà la tâche immédiate du Protectorat. Mais s'il bornait là son action, il ferait œuvre empirique, et non œuvre de gouvernement, et tout serait à recommencer sous peu. Il lui faudrait donc, en outre, entreprendre une œuvre de longue haleine, qui consisterait, selon nous, à organiser plus fortement les corporations et à élever le niveau intellectuel des artisans, ceci étant d'ailleurs une condition indispensable de cela.

Nous avons vu que le mot de corporation désignait au Maroc tout autre chose que ce qu'il évoque pour nous : organisation, cohésion, entente. Bien au contraire, l'artisan marocain est très individualiste et risque d'en mourir. A l'anarchie cachée sous le nom de corporation, il serait bon, nous semble-t-il, de substituer dans le cadre des corporations existantes une organisation solide, qui permettrait aux artisans d'un même métier d'aborder, unis et forts, la dure lutte économique que l'Acte d'Algésiras a permise au Maroc ; ils pourraient s'entendre entre eux pour les achats de matières premières, pour la fixation de prix minimums, pour la création d'œuvres sociales utiles en tout temps; ils pourraient examiner entre eux les problèmes de leur métier et y chercher des solutions; ils pourraient, en un mot, avoir une politique corporative, en prenant soin d'éviter à tout prix la politique tout court.

Mais nous ne nous dissimulons pas qu'une telle organisation est impossible à mettre sur pied dès maintenant : le niveau intellectuel des artisans est beaucoup trop bas. Beaucoup, la grande majorité, ne savent ni lire ni écrire ; ceux qui ont quelque instruction l'ont acquise au *msid* (1), et il vaudrait mieux parler de formation religieuse et morale que d'instruction. Si bien qu'actuellement, un bon artisan de Fès est complètement incapable de calculer convenablement un prix de revient. A plus forte raison serait-il donc incapable de réfléchir sur les problèmes de son métier, d'en étudier la situation, d'imaginer des remèdes. Il ne s'agirait pas, bien entendu, de conférer aux artisans des diplômes, d'en faire des raisonneurs qui sauraient mal leur métier et ne l'aimeraient plus. Il faudrait pourtant en faire des hommes un peu moins mal armés pour vivre dans les circonstances actuelles. Reconnaissons-le d'ailleurs, la réalisation, si jamais on l'entreprend, sera longue et délicate.

Admettons cependant que ces deux œuvres soient accomplies; le Protectorat devrait encore faire un effort financier et créer une caisse de Crédit artisanal permettant aux artisans d'avoir un petit fond de roulement et les libérant des avances qu'ils sont perpétuellement obligés de demander à leurs clients, non sans rabais, cela va sans dire.

L'effort est vaste, coûteux, de longue haleine, mais nécessaire si l'on veut sauver de la « prolétarisation » et de la misère des milliers de familles qui sont, dans les villes marocaines, un élément sain et sympathique de la population.

Aider les artisans marocains à sortir de l'impasse où ils sont engagés serait une tâche digne de l'œuvre réformatrice qu'a entreprise la France en collaboration avec le gouvernement chérifien. Il est juste temps.

R. LE TOURNEAU.

(1) École coranique.

La politique musulmane de l'Italie en Éthiopie

Les divers gouvernements français, d'éminentes autorités comme le Maréchal Lyautey, ont proclamé que la France était « une grande puissance musulmane », et cette thèse inspira malheureusement trop souvent la politique française non seulement en Afrique du Nord, mais même en Afrique noire, où certaines administrations coloniales croient de leur devoir de civilisateurs de faciliter l'islamisation des Noirs. Il semble à certains égards que l'Italie fasciste, où pourtant le catholicisme est religion d'État, suit et proclame une politique identique.

La guerre italo-turque de 1911 pour la conquête de la Tripolitaine, accompagnée de violences que dénonçait alors avec vigueur M. Claude Farrère, la répression impitoyable des soulèvements senoussites en Cyrénaïque lors de la « reconquête » par Graziani, en 1931, avaient fait à l'Italie, dans tout le monde musulman, une très mauvaise réputation. On se souvient encore des très vives manifestations antiitaliennes qui se déroulèrent il y a quelques années en Afrique du Nord et dans le Proche-Orient.

Avec une suprême habileté, M. Mussolini entreprit de retourner en sa faveur l'opinion musulmane : il avait besoin, en effet, de l'appui musulman d'abord pour pratiquer en Éthiopie l'antique politique romaine de division en opposant les Musulmans à l'autorité du Négus, ensuite pour assurer le libre recrutement de nombreuses troupes musulmanes somalies et surtout libyennes qui lui furent d'un très précieux concours durant la guerre d'Éthiopie,

enfin pour assurer la tranquillité et éviter tout mouvement nationaliste en Libye.

On sait maintenant que la préparation de la guerre d'Éthiopie précéda de beaucoup les fameux incidents d'Ual-Ual, prétexte illusoire qui ne témoignait vraiment pas d'une fertile imagination diplomatique. Par exemple, dès 1932, lors du voyage du roi d'Italie en Érythrée, des négociations avaient eu lieu avec des chefs tigréens et des chefs musulmans de l'Ogaden.

C'est surtout à partir du début de 1934 que M. Mussolini s'efforça de conquérir l'amitié musulmane, et ce surtout par l'intermédiaire d'un leader nationaliste syrien, hostile à la France et réfugié à Genève, l'Émir Chékib Arslan. Au cours d'un entretien entre le *Duce* et l'Émir, le 15 février 1934, Mussolini déclarait :

> Vous me demandez si nous avons consenti à ce que se fasse la propagande religieuse chrétienne parmi les Musulmans. Personne plus que moi ne respecte la religion musulmane, et je respecte seulement le Musulman qui est attaché à sa propre religion (1).

Vers le début de 1935, Chékib Arslan publiait dans des journaux musulmans palestiniens des articles sur le conflit italo-éthiopien : il y prenait naturellement le parti de l'Italie :

> Depuis le début de la guerre [de 1914], disait-il, des rapports cordiaux d'amitié m'ont lié à Mussolini, alors que celui-ci, directeur du *Popolo d'Italia*, défendait l'indépendance de la Syrie et de l'Irak. Le chef du gouvernement italien ne manque pas, depuis son arrivée au pouvoir, de montrer sa propre sympathie pour les Arabes de Palestine et de Syrie... (L'Émir loue) la providence du gouvernement fasciste vis-à-vis de ses sujets musulmans.

L'Azione coloniale (hebdomadaire, Rome), qui cite ces phrases (23 avril 1935), conclut :

> L'article de cet influent chef musulman fait justice de l'attitude

(1) D'après l'*Oriente moderno*, Rome, juin 1935, p. 253.

contraire prêtée à l'Italie dans ses rapports avec les peuples arabes. Du Yémen à la Syrie et à l'Irak, notre pays a toujours tenu à montrer sa sympathie envers les États musulmans et à respecter leurs sentiments. La meilleure preuve, au reste, est le soin avec lequel nos autorités coloniales gouvernent les populations musulmanes, en les aidant dans leur œuvre de civilisation morale et économique.

A la même époque la presse arabe du Proche-Orient faisait grand bruit autour d'une lettre que Chékib Arslan aurait envoyée au Grand Mufti de Jérusalem, el Husseini, pour lui faire part de diverses tractations avec Mussolini et lui annoncer que l'intention de l'Italie, si elle était victorieuse en Éthiopie, était de favoriser les Musulmans au détriment des chrétiens : le devoir des Musulmans, écrivait-il, était donc d'aider l'Italie. Cette publication attira aussitôt un démenti, mais il paraît pourtant certain que la lettre était authentique.

En Libye (Tripolitaine et Cyrénaïque), le gouverneur général, le maréchal Balbo, inaugurait une politique pro-islamique. Au début de 1935, il réunissait les quarante principaux chefs musulmans de la colonie pour leur exposer la politique indigène de l'Italie et les consulter sur quelques mesures qu'il allait prendre. Le maréchal Balbo déclara que toutes les décisions du gouvernement avaient pour seul but d'élever les indigènes à un niveau de vie qui leur permettra de devenir de dignes citoyens de la grande patrie.

A l'issue de la réunion, le Cadi de Tripoli proposa l'envoi à M. Mussolini du télégramme suivant :

40 *Ulémas*, réunis par le Gouverneur général Balbo pour l'étude d'importants problèmes concernant la population arabe, expriment à Votre Excellence toute leur reconnaissance pour les initiatives fécondes de leur gouvernement en vue de conduire les Musulmans à un degré de civilisation et de bien-être digne de Rome et du fascisme. En même temps qu'ils sont fiers d'affirmer leur absolue fidélité au Duce et à l'Italie, ils demandent à Dieu que leurs coreligionnaires, qui ont demandé en cette circonstance exceptionnelle de servir l'Italie avec leurs armes, puissent contribuer, avec leurs

bras, à rendre plus grande encore la gloire du roi. Que Dieu rende toujours l'Italie victorieuse.

La réunion a ratifié plusieurs projets importants du maréchal Balbo, en particulier un décret sur l'interdiction du mariage des filles avant l'âge de quinze ans, la création d'une école pour infirmières et sages-femmes arabes et l'organisation d'associations de la jeunesse arabe dites du Licteur.

Le 18 mai 1935, un arrêté royal instituait à Tripoli une École supérieure islamique, afin de permettre aux jeunes Musulmans l'accès aux postes religieux et juridiques, et notamment à la magistrature indigène (1).

Cette politique pro-islamique fut naturellement suivie et développée depuis la victoire italienne en Éthiopie et l'occupation du pays. On lira dans l'article qui suit cette note, les différentes interventions de l'Italie en faveur des Musulmans éthiopiens. Il faut bien se garder pourtant d'exagérer la portée de ces faits : il est bien évident d'abord que cette attitude n'est, pour l'Italie comme pour la France ou l'Angleterre, qu'une manœuvre politique. Il est intéressant, d'autre part, de constater avec quelle habileté l'Italie mise sur divers tableaux : sur l'Islam — elle y est tenue par les promesses faites et par les nécessités de la politique de division et de bascule — sur l'Église abyssine qui comprend une bonne partie, sinon la majorité, de la population et dont l'Italie doit se concilier les bonnes grâces des chefs religieux, sous peine de perdre un puissant moyen d'action et aussi de provoquer des réactions dans l'Église copte d'Égypte (2), — sur le catho-

(1) En voir le programme dans *En Terre d'Islam*, mai-juin 1936, pp. 201-202.

(2) A la fin de septembre 1936, pour la fête éthiopienne du *Mascal*, l'Abouna Cyrillos, chef suprême de l'Eglise abyssine, a fait, en présence du Maréchal Graziani, un discours enthousiaste de soumission à l'Italie; le gouvernement italien a décidé, annonce-t-on en même temps, de protéger et de subventionner le culte abyssin.

licisme enfin, car le gouvernement italien ne peut oublier qu'il se trouve malgré tout à la tête d'un pays catholique et qu'il doit satisfaire les légitimes désirs d'expansion missionnaire du Saint-Siège. Le Vatican a envoyé en Éthiopie un Visiteur apostolique, S. Exc. Mgr Castellani, chargé d'envisager les possibilités d'apostolat catholique ; un bon nombre de missionnaires italiens ont été envoyés pour remplacer les missionnaires français, et l'on prépare, dit-on, la subdivision de l'Éthiopie en 14 — le chiffre a été donné sans démenti — circonscriptions ecclésiastiques. La politique islamique de l'Italie doit donc être considérée comme un fait suggestif, mais sans oublier toutes les subtilités du génie diplomatique italien.

Nous noterons enfin que cette islamophilie n'obtient pas toujours, dans les milieux musulmans, les résultats favorables escomptés. A propos de la Libye, un journal musulman écrit que la création de l'Institut islamique supérieur est faite pour « empêcher les jeunes Musulmans d'aller prendre des idées de liberté au Caire et à Tunis ». (*Écho de la presse musulmane*, 2 avril 1936.) Le journal *ar-Rabita* du Caire (26 août 1936) affirme que « la seule puissance avec laquelle les Arabes ne s'entendent pas est l'Italie » (1). Et l'on peut s'attendre à de semblables réactions en Éthiopie si la réalisation annoncée des projets de colonisation blanche amène, comme il est à peu près inévitable, des expropriations de terrain et si l'Italie continue sa politique de discrimination raciale, assez opposée à son islamophilie officielle !

PAUL CATRICE.

(1) Cité par *En Terre d'Islam.*

DOCUMENT

Un article de la « Rivista delle Colonie »

A titre de document, pour appuyer ce que nous venons de dire, nous publions en l'annotant la traduction que nous avons faite d'un article paru dans le numéro d'octobre 1936 de la Rivista delle Colonie, *revue officieuse du Ministère des colonies italien. L'orthographe italien des noms propres a été conservé.*

P. C.

Notre politique musulmane en Éthiopie

L'Islam s'est solidement implanté depuis de nombreux siècles sur les côtes d'Erythrée et celles de la Somalie. Du golfe d'Aden, il atteint, vers les XI-XIIe siècles, les frontières du Scioa (Choa), et le duel entre Islam et Christianisme absorbe pendant des siècles toutes les forces abyssines. Harar est le centre musulman le plus important. L'Islam a fait beaucoup de prosélytes parmi les Galla, soit les Uollo, soit ceux de Gimma Abba Gifar, de Simmu, de Guma, comme parmi les Sidamo de Hadia et des environs. Les Somalis sont tous passés à l'Islam, et aussi la plus grande partie des tribus de langue tigréenne du nord de l'Erythrée. Même en pleine Abyssinie, l'on trouve des noyaux musulmans plus ou moins importants (Giaberti), qui s'occupent de commerce caravanier, de tissage, etc.

Telle est, selon Conti Rossini, qui est encore à l'avant-garde de ceux qui étudient les populations abyssines, une rapide synthèse de la situation des Musulmans en Abyssinie

où leur nombre s'élève à plus de trois millions, un tiers environ du total de la population, chiffre de très peu inférieur en nombre et, selon quelques-uns, égal à celui des chrétiens monophysites. Nous ne pouvions, par conséquent, dès le début de notre occupation, négliger ces données de fait, d'autant plus que, soit en Érythrée (où ils sont une minorité), soit en Somalie (où ils sont la quasi absolue totalité), depuis longtemps les Musulmans ont représenté pour nous, parmi les populations indigènes, l'élément le plus loyal, celui qui a déjà compris les bienfaits de notre domination et dans lequel, par conséquent, nous pouvons avoir la plus entière confiance.

L'Éthiopie à peine conquise, un état de fait apparut à nos autorités politiques souverainement intolérable : l'injuste condition d'infériorité et de mépris à laquelle les Musulmans étaient réduits par la prédominance des gouvernants scioans. La différence de religion était comme une barrière insurmontable entre deux parties complètement séparées de la population d'un même pays.

Le premier acte de justice romaine accompli par nous en Éthiopie fut donc de déclarer abolie cette injuste infériorité : « Aux Musulmans est donnée pleine faculté dans tout le territoire de l'Afrique orientale italienne de rétablir leurs lieux de culte, leurs anciennes institutions pieuses et leurs écoles religieuses. Les procès entre sujets musulmans seront jugés par des *cadis* selon la loi islamique ou les coutumes locales des populations musulmanes. » (Charte fondamentale de l'Empire, art. 31.)

Et, de plus, « est obligatoire dans tous les territoires musulmans de l'A. O. I. l'enseignement de la langue arabe pour les sujets », et « les actes officiels qui, par dispositions des lois, doivent être rédigés ou publiés dans les langues écrites des sujets de l'A.O.I., seront rédigés dans les langues suivantes : pour le gouvernement de l'Érythrée en tigrin et en arabe, pour le gouvernement d'Amara en amarique, pour le gouvernement d'Addis-Abeba en amarique, pour le gouvernement d'Harar en arabe, pour le gouvernement des Galla et Sidamo en arabe, pour le gouvernement de la Somalie italienne en arabe ». (Charte fondamentale, article 32.)

Ces dispositions ont déterminé en Éthiopie un réveil

remarquable de tous les Musulmans, qui ont senti le besoin de manifester et de réitérer en diverses circonstances leur reconnaissance et leur joie d'obéir aux ordres du Roi Empereur.

Déjà, en juillet, les quinze chefs arabes les plus importants, représentant toute la colonie yéménite musulmane, ont envoyé au Duce et au vice-roi (1) deux télégrammes de dévouement et de reconnaissance pour les mesures prises en leur faveur; quelques jours après, la colonie des Arabes de l'Hadramòt (2), protégés anglais, résidant à Addis-Abeba, présentait au vice-roi une déclaration de loyalisme envers l'Italie, qui se termine par ces paroles : « Et nous espérons que cette époque sera le début du progrès et de la prospérité des Musulmans de l'Éthiopie et de l'Islam tout entier. »

Ces deux épisodes font voir clairement quelles sont les possibilités de notre sage politique de protection des institutions musulmanes en Éthiopie.

Elle aura des répercussions favorables dans tous les pays musulmans et, étant donné que, dans tous les territoires africains et asiatiques qui gravitent ou peuvent graviter en quelque manière autour d'Addis-Abeba et de l'Empire, les populations sont principalement musulmanes, il est évident que le bénéfice, économique comme politique, en profitera à l'A. O. I.

Cependant qu'à l'intérieur des territoires de l'Empire le sage équilibre des forces religieuses locales que vise notre politique est destiné à donner les meilleurs résultats, cette politique a décidé en même temps toutes les tribus musulmanes, même celles des territoires les plus éloignés, à se soumettre loyalement à nos autorités et a suscité dans les centres déjà occupés et administrés par nous d'imposantes manifestations d'hommage et de joyeuse reconnaissance au gouvernement italien, fort et généreux défenseur de leurs droits.

Parmi ces manifestations, signalons celle, le 9 août, des Arabes résidant à Addis-Abeba, au nom des Arabes résidant dans le Harar; celle du 25 septembre, où deux millions de Musulmans firent parvenir au vice-roi l'expression de leur

(1) Maréchal Graziani.

(2) Territoire de l'Arabie méridionale, à côté d'Aden.

satisfaction pour le nouveau régime et leur gratitude pour l'action bienfaisante et civilisatrice du gouvernement italien. et enfin celle du 11 octobre qui fut de beaucoup la plus importante. Devant environ mille Musulmans, presque tous notables, représentant les communautés musulmanes d'Addis-Abeba, de l'Erythrée, Somalie, Harar, Gimma, Caffa, Uollega, et les représentants des Musulmans du Yémen et de la zone arabe auprès d'Aden, le vice-roi réaffirma la volonté de l'Italie de les considérer tous, de quelque région qu'ils proviennent, comme membres de l'Islam grand et glorieux envers lequel, prompte à les défendre partout où elle accourt, l'Italie a toujours eu et a un grand respect; le vice-roi leur annonça la prochaine construction à Addis-Abeba d'une mosquée et d'écoles musulmanes. Très chaleureuses et enthousiastes furent les réponses du Sceic (Cheikh) Issa el Katbari, chef spirituel des Musulmans dits Guraghes (des monts Guraghes, à 120 km. au sud-ouest d'Addis-Abeba dans la haute vallée de l'Auasc), qui sont parmi les Éthiopiens les plus actifs et les plus entreprenants et qui se livrent même aux travaux humbles et fatigants, hostiles aux entreprises belliqueuses et à la discipline militaire, du chef des notables musulmans de la capitale et représentant les Musulmans de Somalie, de représentants des Musulmans du Tigré et de Massaua, du neveu de l'ancien sultan de Caffa et héritier présomptif du Sultanat, descendant des sultans de Gimma, d'un représentant des Musulmans de Harar et de nombreux autres. Tous se déclarèrent heureux que les Musulmans d'Éthiopie, autrefois oubliés et délaissés, aient aujourd'hui, grâce exclusivement aux Italiens, une place d'honneur, à côté de leurs frères coptes, pour coopérer avec l'Italie leur mère à la résurrection de l'Éthiopie, et après avoir exalté les avantages que l'occupation italienne a déjà apportés aux Musulmans d'Éthiopie, ils prièrent le vice-roi de se faire l'interprète des sentiments dévoués et fidèles des Musulmans d'Éthiopie envers le grand et puissant Roi-Empereur Victor-Emmanuel III et envers Benito Mussolini, Duce invincible de l'Italie fasciste.

Parmi les échos que notre politique musulmane en Éthiopie a trouvés même dans de lointains pays islamiques, citons celui du journal *Al Wakit* d'Alep, le 25 septembre. Il écrit : « Le joug patiemment supporté par les malheureux Musul-

mans d'Éthiopie a décidé la Providence à leur envoyer l'Italie pour qu'elle les arrache des griffes du lion de Juda. Ils ont aujourd'hui recouvré leur complète liberté à l'ombre de l'Empire fasciste et sous la conduite de l'unique homme qui, à l'heure actuelle, est le propagateur de la civilisation romaine dans le monde : Mussolini. »

Mais, au point de vue de la politique musulmane comme pour tous les autres points de politique indigène, c'est le discours du Ministre des Colonies, du 15 octobre, qui est un événement décisif. Aux populations musulmanes, le Ministre Lessona donne solennellement l'assurance, de par la volonté du Duce, « que l'Italie, qui a déjà des millions de sujets musulmans, considère avec respect la religion de l'Islam et assure la pleine et absolue liberté religieuse à toutes les populations musulmanes de l'Empire ». L'allusion aux autres millions de sujets musulmans de l'Italie est remarquable, car la sage politique musulmane que nous allons mener en Éthiopie n'est pas pour nous une nouveauté. Déjà en Libye nous avons su montrer au monde comment l'on gouverne et l'on maintient dans la vraie paix romaine des populations de religion diverse, particulièrement de ces deux religions, musulmane et israélite, qui se combattent aujourd'hui en Palestine (1).

Et plus remarquable encore est l'appel du Ministre à la concorde et à la collaboration pacifique entre les deux principales religions pour le bien-être de l'Empire. « Notre paix exige la concorde et la bonne entente des sujets chrétiens et musulmans de l'Éthiopie. Musulmans et Chrétiens ont dans l'ordre italien une raison puissante de collaboration pacifique et ordonnée. »

Tel est vraiment notre but principal, qui sera certainement atteint grâce à une œuvre prudente et réaliste du gouvernement.

Il est clair, par exemple, que la politique de large faveur

(1) Cette allusion à la politique italienne en Libye est assez piquante quand on connaît les mesures brutales de répression qui y furent pratiquées par le Maréchal Graziani lui-même, et qui soulevèrent une si vive campagne de protestation dans le monde musulman. On se rappellera aussi les tout récents incidents antijuifs en Lybie.

envers les institutions et populations musulmanes, solennellement réaffirmée par le Ministre, sera pratiquée par nos autorités politiques de toute manière dans les régions traditionnellement musulmanes et non pas dans les régions traditionnellement chrétiennes.

Ces autorités politiques ne permettront évidemment pas que cette action politique en arrive à provoquer une préférence vis-à-vis de l'Islam au détriment du Christianisme, ni toute autre manifestation qui pourrait paraître une offense à l'Église copte.

L'on en arrivera ainsi, dans le moindre délai possible, à la parfaite concorde et bonne entente voulue par le gouvernement fasciste et déjà admirablement réalisée, par exemple, dans les bataillons réguliers érythréens, où, depuis des années, Chrétiens et Musulmans vivent et combattent côte à côte pour la grandeur de l'Italie.

Le discours du ministre des Colonies a provoqué parmi les populations musulmanes de l'Empire un nouvel et très grand enthousiasme.

Le premier Cadi d'Addis-Abeba a envoyé aussitôt une adresse de remerciements au nom des Musulmans; l'Emir Sofian Abdullai d'Harar a déclaré qu' « aujourd'hui est venue la lumière »; le premier Cadi d'Harar a exprimé à l'occasion de la visite du Ministre à Harar toute la reconnaissance des populations musulmanes envers le gouvernement fasciste; le vénérable Said Ahmed Ibn Idriss, chef de tous les Arabes d'Addis-Abeba, a déclaré : « Nous sommes tous très heureux que nos enfants apprennent la langue romaine parce que, depuis le jour de l'arrivée victorieuse des soldats de Mussolini, nos enfants sont comme les fils de la grande mère, l'Italie »; le chef des Abyssins musulmans a déclaré : « Qu'Allah soit loué d'avoir inspiré à votre roi de conquérir l'Éthiopie, nous soustrayant, nous et nos enfants, à l'arbitraire négussite. Voyez-vous comme savent déjà défiler nos enfants? Ils seront fidèles à l'Italie jusqu'à la mort, prêts à combattre pour sa grandeur comme ont su le faire dans l'Ogaden les bataillons des Libyens musulmans »; le chef de l'Aussa, le Sultan Mohamed Jaio a renouvelé au Gouverneur sa fidélité enthousiaste à l'Italie, et toutes les populations de la Somalie ont accueilli le Ministre des Colonies avec de frénétiques manifestations de joie et ont vibré d'orgueil et de

reconnaissance aux éloges reçus du gouvernement fasciste pour leur attitude au cours de la dernière campagne (1). La plus récente décision prise en faveur des Musulmans a été extrêmement appréciée : le Duce a ordonné, en effet, que tous les journaux de l'A.O.I. publient chaque jour une page écrite en arabe.

Les populations musulmanes de l'Empire sont debout, fières d'être sujettes de Rome, mère également aimante de tous les peuples éthiopiens (2).

ITALO NERI.

(1) Ces manifestations de soumission doivent être évidemment considérées avec un certain scepticisme; ces dernières semaines, les Italiens ont fusillé plusieurs chefs éthiopiens dont la soumission n'avait pas été moins tapageuse et enthousiaste, mais qui avaient pourtant continué leur guerilla contre l'Italie. L'attentat d'Addis-Abeba contre le Maréchal Graziani est aussi un indice du trouble latent : l'ordre n'est maintenu, semble-t-il, qu'au prix de répressions implacables.

(2) Cette déclaration n'est pas bien conforme à la politique raciste affirmée par des personnages officiels du régime fasciste. V. les textes dans *Univers* (Lille), août-septembre 1936, pp. 3-5.

BIBLIOGRAPHIE

Le christianisme des Arabes anté-islamiques

Le R. P. Henry Charles, S. J., missionnaire en Syrie, a présenté à l'École des Hautes Études de Paris un mémoire intitulé *Le christianisme des Arabes nomades sur le limes et dans le désert syro-mésopotamien aux alentours de l'hégire* (1). Cette étude entreprise avec beaucoup d'érudition et accompagnée de tout l'appareil critique traditionnel (en particulier une bibliographie de 14 pages), expose les circonstances de la conversion au christianisme des tribus nomades situées sur le limes, c'est-à-dire « la zone de transhumance d'été, la région de transition entre les terrains cultivés, habitat des sédentaires, et la zone des steppes laissée à la nomadisation ». Ces populations arabes se convertirent d'abord à l'occasion de pèlerinages auprès des saints, saint Serge surtout, puis saint Siméon et les autres Stylites; mais l'action la plus profonde fut exercée par les moines du désert qui établirent une organisation stable, et l'on peut constater une Église florissante, avec un très nombreux clergé indigène, mais dont les fidèles semblent avoir pratiqué une éclectique fusion des pratiques chrétiennes et des coutumes païennes. D'ailleurs la majeure partie de ces chrétiens étaient schismatiques.

Le savant ouvrage du P. H. Charles témoigne de la situation du christianisme à la frontière syro-mésopotamienne, lors de la naissance de l'Islam. Cette description des rivalités des sectes et des croyances religieuses assez superficielles aide à comprendre la facilité avec laquelle, ici comme dans l'Afrique du Nord chrétienne, l'Islam s'est implanté.

Le R. P. Henry Charles travaille avec beaucoup de dévouement à la Mission de Syrie, après s'être longuement préparé, à la Sorbonne et à l'École des langues orientales, à cette tâche délicate; il suit les mouvements modernes du Proche-Orient, en collaborant aux tra-

(1) Librairie Leroux, Bibliothèque de l'École des Hautes Etudes, Sciences religieuses, 42e volume. Paris, 1936, in-8° de 114 pp., 25 fr.

vaux de l'Institut français de Damas et à la *Revue des études islamiques*; et, d'autre part, il se consacre au bien des tribus bédouines (1) dont le volume que nous venons de signaler aide à connaître l'histoire religieuse.

Une expédition archéologique en Syrie

Le volume de M. André Parrot, *Villes enfouies*, publié il y a deux ans, racontait, de façon simple et vivante, les campagnes de fouilles entreprises par l'auteur en Irak au nom du Musée du Louvre : ces recherches archéologiques apportaient des découvertes très intéressantes, en particulier au point de vue biblique. Depuis le début de 1934, M. Parrot a été chargé d'un nouveau champ de fouilles à Tell Harriri, à quelques kilomètres d'Abou Kemal, sur la frontière syro-irakienne. Ce *limes* dont le R. P. H. Charles vient d'étudier une partie de l'histoire religieuse, que le R. P. Poidebard a longuement survolé et inspecté pour en retrouver les fortifications romaines, est tout plein de souvenirs archéologiques : ce fut un des grands lieux de rencontre des peuples antiques du Proche-Orient (Hittites, Sumériens, Assyro-Chaldéens, Grecs, Romains, Byzantins, Parthes...); tout près de Tell Harriri, une mission américaine, avec le capitaine du Mesnil, a dégagé les très intéressants vestiges de Doura-Europos où l'on a trouvé en particulier les traces du culte de Mithra.

Les ruines découvertes à Tell Harriri sont celles de la ville de Mari, qui fut florissante vers l'an 3000 avant Jésus-Christ : elles sont donc d'une antiquité peu commune, et l'on comprend tout l'intérêt historique de ces fouilles que M. Parrot décrit toujours aussi simplement, avec autant de clarté que de compétence. Le récit de ces deux ans de travaux (2) donne en particulier de nombreux renseignements sur le temple d'Ishtar découvert à Mari et sur le culte babylonien.

Étrange rencontre que celle de ces ruines de Mari ou de Doura-Europos que nous visitions il y a trois ans, auprès des misérables villages des Arabes semi-sédentaires dont la vie ne doit sans doute

(1) V. « Chez les Bédouins, Initiation au désert syrien », *Etudes*, 20 novembre 1936, pp. 484-498.

(2) Mari, *Une ville perdue*, Editions Je sers, Paris, 1936, in-16 de 250 pp. avec 44 photographies et 5 cartes, 15 fr.

pas différer beaucoup de celles de leurs lointains ancêtres — M. Parrot fait plusieurs rapprochements curieux — et tout près aussi de ce fameux pipe-line, témoin inattendu de la civilisation moderne en plein désert syrien.

Une action sociale dans les bas-fonds de Tokio

Nous avons déjà présenté dans *La Vie Intellectuelle* (1) l'émouvant exemple de ce protestant, Toyohiko Kagawa, qu'on a appelé « un saint François d'Assise japonais ». Une autobiographie romancée de Kagawa (2) raconte ses expériences sociales dans les *slums* ou bas-fonds de Tokio; avec sincérité et modestie, Kagawa décrit son difficile et pénible travail quotidien, les rebuffades qu'il essuie, ses échecs, ses quelques succès, montrant toujours une inaltérable confiance dans l'aboutissement de cette action de formation et de charité, fort semblable dans ses moyens, — sinon dans sa fin, car Kagawa est un chrétien fort moderniste, — à celle que mènent, dans la banlieue de Tokio, les étudiants de l'Université catholique, comme l'a raconté ici même (3) M. Solzbacher.

L'envoûtement de la Guyane

La Guyane est surtout connue par ses bagnards ; elle compte aussi des colons, trop peu nombreux d'ailleurs ; mais cette colonie au climat très dur n'a été jusqu'à présent favorisée à presque aucun point de vue. C'est un drame de colons que met en scène *Yoloch le maléfique*, de Thérèse Herpin (4) : l'histoire nous a peu intéressé, mais, par contre, le lecteur est pris par cette sensation d'étouffement, d'envoûtement qu'inspirent à la fois le climat et la forêt tropicale et que l'auteur a su rendre de façon très expressive.

P. C.

(1) 25 décembre 1934, pp. 381-384.
(2) *L'archer tirant contre le soleil*, Editions Je sers, Paris, 1936, in-12 de 239 pp., 15 fr.
(3) *La Vie Intellectuelle*, 25 janvier 1936, pp. 205-211, « Le Christ dans la banlieue de Tokyo ».
(4) Plon, 1936, in-16 de 254 pp., 12 fr.

LES LETTRES ET LES ARTS

W. WEIDLÉ. *Pouchkine et l'Europe.*

« Le poëte le plus européen de la Russie »... c'est à déceler ces attaches spirituelles de Pouchkine aux littératures européennes que l'auteur consacre son effort.

POUCHKINE. *Poèmes*
(traduits par M. Zvétaieff et P. Balascheff).

CHRONIQUES

CHRONIQUE LITTÉRAIRE, par Jacques Madaule.

CHRONIQUE ARTISTIQUE, par Pierre Villoteau : *L'Arche de Noé.*

Pouchkine et l'Europe

I

Pouchkine est le plus européen et le moins compris en Europe parmi les grands écrivains de la Russie; il est le plus grand et le plus intraduisible des poètes russes.

Intraduisible à cause de sa grandeur même? Entendons-nous. La grandeur poétique peut revêtir plus d'un aspect, et sa relation avec la difficulté de traduire le texte du poète est chose variable. Toutes chances égales, la traduction donne une idée moins fausse d'Homère ou de Shakespeare que de Virgile ou de Racine. Et, d'autre part, la difficulté de traduire une fable de La Fontaine a peu de choses en commun avec celle que s'efforce de vaincre le traducteur penché sur une page de Rabelais ou de Claudel. Toute traduction vraiment réussie, du reste, est une création nouvelle, c'est-à-dire un miracle, comme le Shakespeare de Schlegel ou le Sophocle de Hölderlin; nous ne parlons ici que de la difficulté d'appréhender ce qui fait l'art d'un poète à travers une honnête traduction moyenne. Dans le cas de Pouchkine, cette difficulté ne tient ni à l'extrême saturation intellectuelle du vers, telle qu'on la trouve chez un Boratynsky ou un Tioutchev, ni à des formes de langage particulièrement idiomatiques, comme celles qui abondent chez Dérjavine ou, d'une manière plus consciente, chez Nékrassov ; elle tient à la délicate perfection du

tissu verbal — rythme, sonorité, syntaxe, nuances sémantiques — que la plus légère altération suffit à détruire. Ces nuances, ce rythme, cette coupe du vers, ce jeu des voyelles et des consonnes, si l'on y est insensible ou si l'on ne dispose que d'une traduction incapable d'en donner l'équivalent, on croira avoir saisi néanmoins le sens du poème, et c'est parce qu'on aura cru le comprendre qu'on ne le comprendra point.

Un poème de Pouchkine traduit sans miracle produit l'impression non pas de l'artifice vain ou de l'incohérence, mais tout simplement du lieu commun. Or, cette impression n'est pas *entièrement* erronée, et c'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue si l'on veut se faire une idée juste aussi bien du génie du poète que de la place qu'il occupe dans la littérature russe et par rapport à la littérature européenne. Les thèmes lyriques de Pouchkine sont des lieux communs du lyrisme universel, et ceux de ses poèmes narratifs ou dramatiques appartiennent, eux aussi, pour la plupart, au patrimoine commun de la poésie européenne des temps modernes. Tout cela, bien entendu, est subtilement et profondément transformé, assimilé, plongé dans une ambiance intensément nouvelle et vivifiante, merveilleusement russifié et pouchkinisé à la fois; mais les moyens de cette métamorphose sont précisément intégrants à la langue russe telle que Pouchkine en a saisi le premier toute l'étendue des nuances et des ressources. Dérjavine, déjà, lorsqu'il traduisait ou imitait de près tel rimeur allemand de son siècle imitant lui-même tel épigone français du goût classique, savait donner au texte exsangue de son modèle une vie et une jeunesse inattendues. Pouchkine, à un plus haut degré encore, avait ce don de vivifier tout ce qu'il touchait; sous sa plume, les formules les plus fatiguées redevenaient des formes concrètes et expressives, et les

thèmes éternels aspergés de cette eau de jouvence récupéraient une chair poétique unissant l'élaboration raffinée propre à la maturité suprême d'un art, et qu'il n'est pas interdit de rapprocher de celle de l' « Après-midi d'un faune », à l'aisance, au naturel, au ton simple et direct d'un Villon ou d'un Chaucer.

Aujourd'hui encore, la langue littéraire russe est moins formée, moins strictement définie que ne le sont le français ou l'anglais littéraires; au temps de Pouchkhine elle était en pleine formation. Elle traversait alors une de ces époques de fécondité intense, d'heureuse création, que furent celles du jeune Gœthe en Allemagne, de Shakespeare et de la Bible de 1611 en Angleterre. Tout en étant sortie de l'état chaotique où elle se trouvait encore vers le milieu du siècle précédent, elle restait parfaitement ductile, elle n'avait rien perdu de ce qu'elle avait de concret et, pour ainsi dire, de charnel. Pouchkine en vantait la « précieuse fraîcheur », la « simplicité » et la « cordiale sincérité » qu'il opposait à la netteté un peu froide et prosaïque du français, cette langue, comme il disait ailleurs, « si circonspecte dans ses habitudes, si partisane dans son attachement à ses traditions ». Beaucoup de poètes de ce temps, de second ou de troisième ordre, ont écrit des vers qui peuvent encore être lus avec plaisir, tout dénués qu'ils sont de qualités personnelles, grâce à l'état de la langue dont ils firent usage, — ce qui est vrai en France non des poètes du XIXe ou du XVIIIe siècle, mais de ceux de la fin du XVIe et du début du XVIIe. Quant à Pouchkine lui-même, la création poétique, chez lui, est inséparable de la création linguistique ; en travaillant à son œuvre, il travaille en même temps à la formation de la langue russe, celle de la prose, et bien plus encore celle de la poésie, la première lui devant beaucoup, la seconde

tout, à tel point que les poètes venus après lui n'ont fait qu'y ajouter chacun sa nuance particulière sans rien changer à l'instrument même qu'il leur avait légué. Du reste, s'il a créé la langue, on peut dire aussi que c'est le génie de cette langue qui a créé son œuvre. Le profond équilibre intérieur qui en est la qualité essentielle — équilibre du rythme et de la mesure, de l'expressivité et de l'harmonieuse perfection, de l'image et de la pensée — semble être le produit spontané de cette langue même, le résultat de son libre épanouissement. Admirablement calculés, les vers de Pouchkine donnent toujours le sentiment, non pas d'être faits, mais d'être nés; pour l'oreille, pour l'esprit russe, ils sont la nature même. Toute la littérature russe, depuis cent ans, s'est mise à l'école de ces vers. Cette langue poétique que le poète a façonnée pour son usage personnel, si savante et si simple à la fois, qu'est-elle aujourd'hui pour les Russes, sinon du russe tout court, du russe par excellence ?

Comparée à la littérature française, la place de Pouchkine, dans la sienne propre, est à la fois celle de Ronsard, de Malherbe et de Racine. Fraîcheur délectable, solidité de construction, délicatesse prosodique extrême — son vers possède tout cela, et plus que cela. Par rapport à celui de ses prédécesseurs, il est mieux réglé, mais il est aussi plus libre; son rythme est plus souple et en même temps plus rigoureux. Le vers blanc de Pouchkine ressemble à celui de la maturité de Shakespeare, en tant que ce vers s'oppose au décasyllabe plus rigide, plus monotone de Marlowe, et, d'autre part, sa métrique tout entière est beaucoup plus stricte, plus consciente de ses ressources et de ses limites que celle du XVIIIe siècle russe ; elle obéit à un instinct infiniment plus sûr du rythme et du langage. L'octosyllabe rimé (ïambe de quatre pieds) est devenu, sous sa plume,

un instrument d'une si parfaite souplesse qu'il est resté pendant cent ans le grand vers classique des poètes russes, situation que, malgré l'analogie des versifications, il n'a jamais occupé en Allemagne ou en Angleterre, et qui doit paraître entièrement paradoxale aux lettrés d'un pays où pendant si longtemps a régné l'alexandrin. Au demeurant, le vers russe, de par la nature de la langue dont il est né, est sans doute le plus flexible, le plus malléable qui existe; ses qualités latentes, le génie de Pouchkine, précisément, lui permit de les découvrir, de les faire éclater au grand jour.

Pour pouvoir donner, à ceux qui n'entendent pas le russe, une idée approximative du style poétique de Pouchkine, il aurait fallu trouver des analogies dans l'œuvre des poètes qui leur sont familiers. Or, si c'est chose relativement facile pour les œuvres de jeunesse, où tel passage peut souvent rappeler Voltaire, Parny ou, quelques années plus tard, André Chénier, il n'en va pas de même pour la période de maturité, celle où le poète entre en pleine possession d'un style qui lui appartient en propre. Au point de vue de la sonorité expressive du vers, comme à celui du choix des mots et de ce qu'on peut appeler la grammaire poétique, je ne vois, parmi les contemporains occidentaux de Pouchkine, qu'un seul poète auquel on puisse le comparer alors : Coleridge. Non que l'essence même de sa poésie fit placer ses œuvres dans le voisinage de *Kubla Khan*, de *Christabel* ou du *Vieux marin*, mais rien n'approche autant des principes qui le guidaient dans son travail, de la clarté de son regard, de la singulière délicatesse et de la non moins singulière précision de sa facture. Chez Coleridge, comme chez Pouchkine, la richesse et la densité verbales sont alliées à une légèreté de touche exceptionnelle. Le jeu des assonances et des allitéra-

tions dont ils font usage n'a rien de la mise en vedette un peu grossière dont Poe fut l'initiateur, et que l'on retrouve plus tard chez beaucoup de symbolistes français et russes ; il est infiniment plus subtil et plus efficace; il ne se limite point à la simple répétition d'une consonne ou d'une rime intérieure, et, d'autre part, il ne lui est pas permis de violenter l'ordre naturel des mots, ni de rendre leur choix moins rigoureux au point de vue de leur signification logique ou émotionnelle. A quoi comparer la musique verbale de tels vers de Pouchkine :

> Brosal v névédomyé vody
> Svoï vétkhi névod,

sinon à celle de ces deux lignes de Coleridge :

> We could not speak, no more than if
> We had been choked with soot,

tout en notant que dans le premier fragment, les consonnes entrent plus à fond dans le jeu des voyelles que dans le second, où *soot* répond à *could, choked* à *more,* et *been* à *speak* et à *if,* sans que se produise l'étonnante et subtile symétrie (loin d'être exceptionnelle chez Pouchkine) de *névédomyé vody* et *vetkhi névod.* La confrontation de passages plus longs eût montré une similarité souvent frappante dans la diction, le vocabulaire et les procédés rythmiques des deux poètes. Les « petits drames » de Pouchkine, quoique bien supérieurs à *Remorse* et à *Zapolya,* rappellent constamment, par la coupe du vers, par le ton général des discours, la technique lyrico-dramatique de Coleridge. L'influence, ici, bien que certaine (et nous y reviendrons encore), n'explique pas tout. Il y a, malgré l'énorme différence d'homme à homme, une parenté intérieure des deux poètes. De part

et d'autre, on trouve le même goût de la pureté greffé sur une sensibilité aiguë, le même amour de la forme contenant une ardeur toujours prête à la briser, le même effet de facilité, d'absence de tout effort, soutenu par un travail obstiné, conscient de toutes les embûches du vers et du langage.

Quant à la poésie française, j'y connais un poème, le seul, donnant le sentiment de pouvoir être écrit par Pouchkine et qui correspond précisément à son dernier style. On le trouve, ce qui ne manque pas d'imprévu, dans les *Fleurs du Mal*, tout à côté de *La servante au grand cœur...* ; c'est même sans doute à ce voisinage écrasant qu'il doit son manque de renommée :

Je n'ai pas oublié, voisine de la ville,
Notre blanche maison, petite mais tranquille ;
Sa Pomone de plâtre et sa vieille Vénus
Dans un bosquet chétif cachant leurs membres nus,
Et le soleil, le soir, ruisselant et superbe,
Qui, derrière la vitre où se brisait sa gerbe,
Semblait, grand œil ouvert dans le ciel curieux,
Contempler nos dîners longs et silencieux,
Répandant largement ses beaux reflets de cierge
Sur la nappe frugale et les rideaux de serge.

Le *grand œil ouvert dans le ciel curieux* n'est pas une image pouchkinienne, mais, pour le reste, je n'ai jamais rien rencontré dans la poésie occidentale qui puisse donner une idée aussi juste du style de Pouchkine et, ce qui est plus, de la qualité même de son lyrisme. La *vieille Vénus,* la *Pomone de plâtre,* le *bosquet chétif,* la *nappe frugale,* les *rideaux de serge*; et, d'autre part, le *p* de *plâtre* renforçant celui de *Pomone,* comme le *v* de *vieille* celui de *Vénus,* le chuchotement cachottier de *bosquet chétif cachant,* la magnifique harmonie des *a,* des *e,* des *s* et des *r* de la ligne suivante, celle, non moins savante

et naturelle à la fois, de l'avant-dernière ligne — tout cela est bien pouchkinien. Mais il y a plus encore : il y a la tristesse discrète du début, il y a le *soleil ruisselant et superbe* en contraste avec la *nappe frugale,* la *blanche maison* et avec ce que le soleil contemple, ces *dîners longs et silencieux* — mots parfaitement clairs et qui sous-entendent néanmoins quelque chose de profond et d'innommable; il y a le ton général du petit poème, poignant dans sa réticence, concentré dans son intime simplicité. Ces vers ressemblent à ceux de Pouchkine tout autant et même plus que la prose de Mérimée ressemble à sa prose, et cela pour des raisons beaucoup moins évidentes et plus profondes.

Le style de Pouchkine, auquel fait penser le poème de Baudelaire, c'est son style le plus dépouillé, le plus *humble,* aimerait-on dire, dont la tension lyrique n'a plus rien d'oratoire, dont la beauté est toute spirituelle. Un tel style ne peut être que le fruit suprême d'une longue tradition, et, dans le cas de Baudelaire, il est clair qu'il y a derrière son petit poème toute la poésie française de Ronsard à Chénier avec, en plus, tout ce qu'elle a pu absorber de résonances antiques et modernes. Mais qu'y a-t-il derrière la maturité poétique de Pouchkine ? Est-ce sa propre jeunesse seulement, et cette brève tradition, ce développement rapide des lettres russes entre l'apparition de Lomonossov et celle de Joukovsky ? Se contenter d'une telle réponse serait renoncer à comprendre Pouchkine, car, en réalité, ce qu'il y a derrière lui, ce qui le nourrit et le soutient, ce qui en fait le poète le plus européen — et aussi le plus russe — de la Russie, c'est précisément l'ensemble de la littérature européenne, à laquelle, sans cesser pour cela d'être Russe, il s'attache avec toute la puissance de son génie.

II

Beaucoup d'observateurs étrangers ont noté parmi les traits saillants du caractère russe la réceptivité, la faculté d'assimilation. Toute l'histoire de Russie, de Pierre le Grand à nos jours, en témoigne du reste, car toutes les formes culturelles, toutes les idées et toutes les manies de l'Occident y ont trouvé un écho fidèle et souvent une résonance amplifiée. Le plus grand poète russe pourrait fournir l'exemple le plus probant de cette faculté nationale, s'il ne s'agissait chez lui d'autre chose encore, à savoir de la puissance d'absorption propre au génie comme tel. Avoir du génie, ce n'est pas savoir se passer des autres, mais savoir profiter de ce qu'ils ont fait ou de ce qu'ils n'ont pas réussi à faire; ce n'est pas s'enfermer dans sa propre originalité, mais posséder le don du regard neuf et de la transfiguration des choses communes. Le dernier drame de Shakespeare est le seul dont le thème et de nombreux éléments de son élaboration ne soient pas empruntés à un ou à plusieurs prédécesseurs. Le germe initial du *Faust* est une pièce populaire pour théâtre de marionnettes, que Gœthe a vu jouer enfant, et ses deux derniers recueils se donnent comme imitations de poésie persane et chinoise. La réceptivité est aussi inhérente à l'essence même du génie que l'originalité (non celle que l'on recherche, mais celle dont on ne parvient pas à se défaire); toutefois, les génies étroits et profonds en sont un peu moins généreusement pourvus que les génies larges et harmonieux. Pouchkine était de ceux-ci; son œuvre rappelle celle de l'Arioste qui ne paraît, au prime abord, qu'avoir refait avec bonheur ce que d'autres avaient déjà fait avec un bonheur un peu moindre, et plus encore celle de Raphaël, où un esprit

exclusivement analytique et peu sensible à l'élément art dans l'œuvre d'art ne trouverait qu'un répertoire parfaitement ordonné de tout ce que les artistes italiens avaient accompli depuis un demi-siècle.

Il est nécessaire toutefois de faire observer que parmi les génies de sa famille, Pouchkine est peut-être celui qui a été le plus conscient de ses dons d'absorption et d'assimilation, — conscient surtout de la fonction qu'il leur incombait de remplir par rapport non seulement à son œuvre personnelle, mais à la littérature russe de son temps et de l'avenir. En adoptant ou en rejetant tel élément du passé littéraire de la Russie, il savait que son exemple serait suivi par ses contemporains et par la postérité. En triant, en absorbant, en faisant sien, profondément, l'immense héritage de la littérature européenne, il savait que, par son intermédiaire, c'est la Russie même qui l'imbibait et l'assimilait. Sa vocation de poète, qui lui était pourtant toujours présente, ne lui fit pas oublier sa mission d'homme de lettres, son devoir d'écrivain envers la langue qui lui servait d'instrument et le peuple qui l'avait créée. Vers la fin de sa vie surtout, après son mariage, il s'appliqua, avec un sens du devoir encore accru, à lire les auteurs étrangers — dont il possédait un beau choix dans sa bibliothèque personnelle — autant que possible dans leur langue propre, à pénétrer leur pensée et à étudier leurs moyens d'expression, à en traduire des fragments, soit pour les publier, soit pour mieux saisir les procédés artistiques de leurs auteurs, afin d'en pouvoir donner l'équivalent en langue russe. « Les traducteurs, — disait-il, — sont les chevaux de poste de la civilisation », et il ne dédaigna pas de s'atteler, à la suite de Joukovsky, au lourd véhicule des littératures étrangères qu'il fallait, coûte que coûte, greffer sur le sol russe. La besogne était dure et n'allait pas

sans sacrifices; le poète, parfois, a dû faire violence à son génie. *Angelo*, qui est une sorte de condensation sous forme de poème de *Measure for Measure* de Shakespeare, n'est pas un chef-d'œuvre, ni les strophes qui forment le début d'une version libre et versifiée du *Pilgrim's Progress*, de Bunyan. Par contre, on doit à la même activité d'adaptation l'étonnant *Festin en temps de peste*, qui est bien le plus admirable exemple de ce que peut faire un grand poète, ne fût-ce qu'en traduisant, avec quelques retouches, un texte assez indifférent en soi (celui de plusieurs scènes choisies avec une sûreté de goût extraordinaire dans *The City of the Plague*, pièce d'un auteur oublié, John Wilson), mais qui devient sous sa plume, et comme par jeu, une œuvre d'art des plus parfaites.

Ces littératures étrangères, du reste, il n'y faisait pas seulement des incursions plus ou moins fréquentes : il vivait continuellement dans leur ambiance, sans avoir jamais quitté son pays natal. C'est probablement un cas unique dans l'histoire des lettres que celui d'un grand poète, le plus grand poète d'une grande nation, confessant qu'une langue étrangère lui est plus familière que la sienne, rédigeant en cette langue ses lettres d'amour et ses lettres officielles, l'employant de préférence lorsqu'il s'agit de mettre quelque clarté dans des idées abstraites. Tout au plus pourrait-on comparer le rôle que le français (qu'il n'écrivait pas sans fautes du reste) a joué dans la formation intellectuelle de Pouchkine avec ce qu'il a signifié pour Chaucer ou avec ce que la connaissance du grec avait été pour Cicéron et ses contemporains. Quand il avait à raisonner, il le faisait, sinon en français, du moins à la française, et l'expression russe, à en juger par les brouillons de ses études critiques, se présentait rarement la première à son es-

prit. La politesse, la galanterie ne faisaient encore que balbutier en russe, il fallait bien leur restituer le seul idiome où elles s'exprimaient avec aisance. La première éducation littéraire de Pouchkine avait été plus française que russe, et il ne désavoua jamais entièrement certaines idoles de son adolescence, sans parler d'un Chénier qui leur succéda dans son admiration et y conserva sa place jusqu'à la fin. Il est vrai que son attitude critique changea par la suite, et qu'il lui arriva plus d'une fois de juger avec la dernière sévérité aussi bien l'ensemble de la tradition littéraire française que la production de ses contemporains, qu'il suivait d'ailleurs avec le plus vif intérêt, mais pour n'épargner finalement parmi ceux-ci (sans compter Chateaubriand et Mme de Staël, pour lesquels il avait beaucoup d'estime) que Stendhal, Mérimée, Sainte-Beuve (ou plutôt Joseph Delorme), et surtout Benjamin Constant, auteur de cet *Adolphe* qu'il semble avoir aimé plus que tout autre roman français. Pourtant, il avait beau faire : son goût s'était plié de bonne heure aux disciplines classiques, et le « juge sévère des rimeurs français », c'est-à-dire Boileau, malgré qu'il avait secoué assez rudement son joug, ne fut remplacé par personne en tant que législateur de son Parnasse et ne lui permit point, entre autres, de rendre justice aux poètes d'avant Malherbe. Quant à son œuvre même, il pouvait se révolter, il pouvait changer d'admiration et de modèles, cela n'abolissait pas le fait qu'il s'était formé dans le commerce des lettres françaises, que des bouts de phrases, des manières de discourir, des rythmes français lui venaient constamment à l'esprit. Sinon sa poésie, sa prose s'en ressent jusqu'à la fin, et Mérimée avait raison d'écrire à leur ami commun Sobolevsky, à propos de la *Dame de pique* : « Je trouve que la phrase de Pouchkine est toute française, j'entends

française du XVIII[e] siècle, car on n'écrit plus simple-ment aujourd'hui. »

La grande littérature étrangère, dont l'influence succéda chez lui à l'emprise des lettres françaises, fut celle de l'Angleterre. Byron l'avait attiré le premier, au point de lui faire apprendre l'anglais, et lui enseigna l'art de la narration lyrique, quitte à être détrôné plus tard au profit de Shakespeare, de Walter Scott et de Coleridge. Sa maturité poétique est aussi impossible à imaginer sans l'apport des poètes anglais que les années de lycée sans les Vergier, les Parny et les Grécourt, dont il égrène les noms dans l'un de ses premiers poèmes. *La Fille du capitaine* n'aurait pas été écrite sans l'exemple de Scott, ni *Boris Godounoff* sans l'envoûtement de Shakespeare. Ces deux influences, souvent étudiées, se révèlent de plus en plus inépuisables, mais ce n'étaient pas les seules, et celle de Coleridge ne peut plus être négligée comme elle l'a été pendant longtemps. Dans ce cas, du reste, il est difficile de distinguer l'influence proprement dite de la *Wahlverwandschaft* qui existait, comme nous l'avons vu, entre les deux poètes. D'une manière générale, la « nouvelle diction poétique » des lakistes attirait Pouchkine ; il a imité Wordsworth et traduit Southey; Wilson et un autre poète oublié, Barry Cornwall, l'intéressaient, sans doute parce qu'il retrouvait chez eux un ton aussi naturel, la même simplicité du style; mais Coleridge était pour lui autre chose encore : il est permis de dire aujourd'hui, après avoir recueilli les renseignements épars que l'on possède à ce sujet, qu'il l'a aimé fraternellement. Il l'avait lu avec ferveur en 1828, il le relisait en 1830 à Boldino lorsqu'il mettait la dernière main à ses « petits drames », il songea un instant à écrire un poème « dans le genre de *Christabel* », une citation de *Remorse* devait servir d'é

pigraphe au poème *Antchar.* Il fit acquisition pour sa bibliothèque du recueil de poèmes que le fils de Coleridge publia en 1833; encore après sa mort, son libraire envoya à sa veuve un ouvrage commandé par lui : *Coleridge's Conversations*; enfin, l'exemplaire en deux volumes de la première édition (posthume) de *Table Talk,* conservé dans sa bibliothèque, porte la mention : « Acheté à la date anniversaire de sa mort », signe évident que cette date ne lui était pas indifférente et que la mort de Coleridge avait touché en lui à la fois le poète et l'homme.

Le cas, d'ailleurs, n'était pas absolument unique, surtout dans ses relations avec la littérature anglaise. Il y a beaucoup de chaleur humaine dans son attachement pour Shakespeare, et c'est un trait bien pouchkinien que d'avoir fait dire, un an après la mort de Byron, une messe pour le repos de son âme. D'une manière générale, et malgré qu'il ne fut nullement omnivore, la littérature européenne ne l'intéressait pas seulement, elle lui inspirait un vrai amour : un amour filial. Il devait avoir le sentiment d'en avoir hérité les traditions, tout comme celles de la littérature russe. Qu'il s'agisse des lettres françaises et anglaises qu'il connaissait le mieux ou de telle œuvre italienne, allemande ou espagnole, l'attitude de Pouchkine est toujours la même. Il ne semble vouloir qu'imiter, il a toute la modestie du traducteur alliée parfois à ce qu'on pourrait prendre pour des allures de plagiaire, mais qu'il achève son travail, et nous voici convaincus qu'il n'a fait que prendre son bien où il l'a trouvé, car nous sommes devant une œuvre qui porte à chaque ligne l'empreinte indélébile de son génie. Ceci, bien entendu, est souvent impossible à reconnaître pour quiconque ne lit pas ses écrits dans le texte original. Au lecteur occidental qui ne sait pas le russe, *Eugène Oné-*

guine, L'invité de pierre et même *Le Cavalier de bronze,* voire une œuvre en prose comme *La Fille du capitaine,* doivent faire l'impression du déjà vu, de quelque chose de noble, mais d'exsangue. Pour un Russe ou pour un lecteur qui entend le russe, c'est le contraire qui est vrai. *La Fille du capitaine,* pour lui, a un charme discret qui manque à Walter Scott, *Eugène Onéguine,* dès le premier chapitre, est plus vivant que son modèle byronien, les plus émouvant des *Don Juan,* c'est pour lui *L'invité de pierre,* et quant au *Cavalier de bronze,* la grande idée de l'ensemble lui apparaît avec d'autant plus d'éclat qu'il la retrouve dans l'inflexion rythmique et la structure sonore de chacun des vers qui composent le poème. On dirait presque que la langue et le vers russe, tels qu'on les trouve chez Pouchkine, suffisent à infuser une vie nouvelle à l'héritage poétique de la vieille Europe. Quand il choisit le médiocre, il l'élève à la hauteur de son génie ; quand il touche à ce qui est grand, ce n'est jamais pour l'abaisser. Certes, par l'envergure et la profondeur de sa puissance créatrice, Pouchkine n'est pas l'égal d'un Dante, d'un Shakespeare ou d'un Gœthe, et, cependant, il suffit d'avoir lu la *Scène tirée du « Faust »*, les tercets imités de la *Divine Comédie* et l'étonnant monologue du *Chevalier avare,* cette transplantation unique du style shakespearien sur le sol d'une autre langue et d'une autre poésie, pour savoir que dans les limites d'un « morceau », d'un fragment (ce qui n'est pas peu de choses déjà, car la matière du génie est partout la même), il a su se mesurer avec eux, devenir leur compagnon, et cela sans cesser un instant d'être soi-même.

Certes, la littérature russe depuis Pierre le Grand, il l'absorba aussi avec ferveur, il s'était nourri de Dérjavine, de Bogdanovitch, de Batiouchkov, il admirait les

quelques œuvres de la Russie médiévale qu'il avait pu connaître, il étudiait passionément la poésie populaire, les contes, l'ancienne épopée héroïque de son pays. Ceci ne lui semblait que naturel tout aussi bien que d'être Russe, qu'écrire en russe : il ne pouvait en être autrement ; mais la grande œuvre à laquelle il avait conscience de travailler en y mettant toute la force de ses dons et de son intelligence, ce n'en était pas moins cette assimilation de tout ce qui faisait la grandeur spirituelle de l'Europe, de tout ce qui devait appartenir par droit de naissance à la Russie, nation européenne, et ce dont elle était frustrée par l'effet du cours qu'avait pris jadis son histoire. Cette œuvre était celle même du tsar Pierre, de Catherine, mais transposée dans une sphère où elle pouvait se poursuivre sans heurts, paisiblement, au sein d'une harmonie, qui était la loi même de son art, de son âme créatrice. Tout ce qui précède a montré combien cette œuvre lui tenait à cœur et à quoi elle pouvait aboutir dans le domaine de la création artistique. Toutefois, pour en saisir définitivement le sens et la portée, il nous reste à établir ce qu'étaient au juste, aux yeux de Pouchkine, l'Europe et la littérature européenne.

III

« La Russie, par sa situation géographique, politique, etc., est la cour de justice, le tribunal de l'Europe. — *Nous sommes les grands jugeurs* (1). — L'impartialité et le bon sens de nos jugements sur ce qui ne se passe

(1) En français dans le texte. Je ne crois pas que l'emploi du mot *jugeurs* pour *juges* soit imputable, ici, à une simple erreur de langage.

pas chez nous sont étonnants. » Ces lignes de Pouchkine, écrites un an avant sa mort dans le brouillon d'un compte rendu, ne doivent pas être interprétées comme l'expression d'un orgueil national excessif, d'une présomption démesurée : l'ironie de la dernière phrase s'oppose à une telle interprétation, inconciliable par ailleurs avec l'opinion générale du poète en ces matières. Il a voulu dire plutôt qu'il est relativement facile à un Russe de juger les nations européennes d'une façon impartiale, puisque son pays n'a pas épousé dans le passé leurs rivalités, leurs inimitiés séculaires, et aussi, sans doute, qu'il lui est plus facile de se représenter l'Europe comme un seul tout, en faisant abstraction de ce qui l'a morcelée et de ce qui la divise encore. Là où un homme de l'Occident sera porté de souligner avant tout l'apport de son pays ou d'un pays étranger, un Russe n'apercevra d'emblée qu'une chose d'Europe et n'en distinguera qu'en second lieu la nuance nationale. Sommé par Tchaadaïev de lui écrire en russe, « langue de sa vocation », Pouchkine répondit : « Mon ami, je vous parlerai la langue de l'Europe, elle m'est plus familière que la nôtre. » Cette langue de l'Europe était, bien entendu, le français, mais ce qu'il s'agit de souligner, c'est que le français était précisément aux yeux de Pouchkine la langue de l'Europe cultivée, et en second lieu seulement celle de la France. Non qu'il fût cosmopolite dans le goût du XVIIIe siècle; chaque nation de l'Europe revêtait pour lui un caractère qui n'était qu'à elle et qui faisait sa valeur, qui la rendait intéressante; et, cependant, cela qui constituait leur ensemble existait aussi : c'était l'Europe et, en matière littéraire, c'était la littérature européenne.

Le mot lui était familier, comme la chose. Dans l'esquisse d'une préface à *Boris Godounoff,* il parle de lit-

térature européenne, en protestant précisément contre la tendance de certains critiques d'y établir des cloisons, de la disséquer d'une façon arbitraire. Le morceau est de 1827, l'année même où Gœthe, dans un article de revue et dans des conversations avec Eckermann, lançait pour la première fois la notion de littérature universelle, *Weltliteratur,* littérature non pas de l'Europe seulement, mais du monde entier. C'est un fait significatif que cette notion ne se retrouve pas chez Pouchkine, son évolution à cet égard étant à l'opposé de celle de Gœthe. Celui-ci, avec les années, en est venu à s'intéresser de plus en plus à la poésie de l'Inde, de la Perse, de la Chine ; Pouchkine, au contraire, se désintéressa assez vite même du Proche-Orient qui l'avait attiré dans sa jeunesse. Les neuf admirables poèmes « imités du Koran » sont de 1824, et au cours des années suivantes le poète ne s'est plus tourné vers cette source ou vers une source analogue d'inspiration. Il y avait un temps où il notait des mots turcs dans ses carnets, mais à l'époque de sa maturité ce temps est bien passé. Au cours des mêmes années où Gœthe (non sans quelque appréhension) élargit au maximum son horizon, Pouchkine — son cadet de cinquante ans — limite le sien. Non de parti pris, non parce que la « difforme imagination orientale » le repousse à un tel point, mais pour cette simple raison qu'il a trop à faire ailleurs. Il le sent profondément : ce dont la littérature russe a besoin, ce n'est pas d'une initiation, même géniale, au charme de la poésie arabe ou persane, c'est d'être réinstallée en Europe, c'est de retourner au sein de la littérature européenne, car elle fait partie de celle-ci avant d'appartenir, avec celle de l'Inde ou du Japon, à la littérature universelle.

Il y a plus encore. La littérature européenne elle-même présente, aux yeux de Pouchkine, des zones dont

la connaissance n'est pas également urgente. « A partir du temps où je suis sorti du Lycée, — écrit-il en 1830, — je n'ai pas ouvert un livre latin, et j'ai complètement oublié la langue latine. — La vie est courte, on n'a pas le temps de relire. Les livres remarquables paraissent l'un après l'autre à bref délai, et personne ne les écrit aujourd'hui en latin. Au XIVe siècle, au contraire, la langue latine était indispensable et considérée à juste titre comme le premier attribut de l'homme instruit. » Le français continuait encore, à l'époque de Pouchkine, d'être à peu près ce que le latin avait été au temps de Pétrarque ; et il en faisait usage, nous l'avons vu, en tant que langue commune de l'Europe. La connaissance du latin, et avec lui du grec (qu'il avait essayé pourtant d'apprendre), ne lui semblait donc pas chose de première nécessité, mais la seule connaissance du français ne pouvait pas le contenter non plus : elle ne lui livrait pas la clef (ou ne le faisait que par l'office des traducteurs) des autres grandes littératures modernes qu'il voulait connaître, qu'il considérait comme son devoir d'étudier attentivement. « L'étude des langues modernes, — écrivait-il à un ami dès 1825, — doit remplacer, de nos jours, le grec et le latin ; tel est l'esprit du siècle. » Ce n'est pas qu'il réprouvait les études classiques, mais l'acquisition des principales langues littéraires de l'Europe moderne lui paraissait plus importante encore du point de vue de la Russie. Le voici penché sur les vocables italiens, assistant à une lecture de *Faust* en allemand, mettant tout son zèle à comprendre la *Gitanilla* de Cervantès ou à lire son Byron dans l'original. N'ayant appris de bonne heure que le français, il étudia en autodidacte les quatre autres grandes langues de culture européenne, qu'il n'arriva jamais à connaître parfaitement (on sait, par exemple, qu'il ne pénétra jamais

les arcanes de la prononciation anglaise), mais qu'il connut assez pour saisir, aidé de son instinct de poète, les ressources qu'elles avaient offertes aux écrivains qui s'en étaient servi et pour nourrir du suc qu'il savait en extraire cette langue russe qu'il appelait « si souple et si puissante dans ses moyens, si apte à l'imitation et si sociable dans ses rapports avec les langues étrangères ».

Ainsi, l'Europe de Pouchkine c'est, avant tout, l'Europe du Moyen Age et des temps modernes, l'Europe romano-germanique. Certes, il n'oubliait pas ce dont le vieux Gœthe se rappelait aussi fort bien, malgré tout son engouement pour les cultures exotiques, à savoir que la source de tout humanisme, que les premières assises de la culture européenne étaient fournies par l'Antiquité gréco-romaine. Ce qu'il avait compris toutefois, et ce que n'avait pas eu à comprendre Gœthe, c'est que cette antiquité classique elle-même, afin de devenir l'héritage commun de l'Occident et de la Russie, devait être perçue à travers la tradition occidentale. La Russie possédait depuis des siècles sa propre tradition classique, presque exclusivement grecque, venue de Byzance, une tradition qui s'était intégrée au plus profond de sa vie spirituelle : dans sa religion et dans sa langue (par l'intermédiaire du slavon d'église). Il ne s'agissait pas de la renier ; mais il fallait la rajeunir, lui donner un essor nouveau, et surtout la faire converger avec la tradition classique du reste de l'Europe. C'est ce que fit Pouchkine — d'abord en se créant une langue où les éléments gréco-slavons et les éléments occidentaux étaient soigneusement tenus en équilibre, et ensuite en poussant la littérature russe, non pas directement vers l'étude des modèles grecs ou latins, mais vers ce qui en était dérivé dans les littératures occidentales et vers l'assimilation générale de ces littératures. Or, il est impor-

tant de noter que tout en reléguant l'Antiquité classique au second plan de l'héritage européen tel qu'il se présentait du point de vue de la Russie, Pouchkine ne se faisait nullement une idée étroite de ce qui, dans cet héritage, devait rester au premier plan. Ce n'était pas seulement la littérature ou la culture de son temps ou des derniers siècles qu'il y voyait, c'est, au contraire, le monde romano-germanique tout entier, et plus que cela : toute l'Europe chrétienne.

Rien de plus révélateur à cet égard que l'attitude de Pouchkine envers les principaux courants littéraires de son époque. L'atmosphère du XVIIIe siècle français, dans laquelle il avait été élevé, lui sembla de bonne heure irrespirable, mais il n'était pas tellement enthousiasmé non plus par la littérature nouvelle, celle de ses contemporains occidentaux de la génération précédente et de la sienne propre, par les fruits de la grande révolte contre le « siècle des lumières ». Il admirait, nous l'avons vu, certains de ces écrivains nouveaux, mais il ne donna son assentiment complet à aucune initiative d'ensemble si ce n'est (son goût, ici, se rapproche assez du goût de Sainte-Beuve) à celle fort modérée et nullement tapageuse des lakistes anglais. Les romantiques français — Lamartine, Hugo, Vigny — ne lui plaisaient guère; il connaissait mal les allemands; rien n'indique qu'il ait lu Shelley et Keats, quoiqu'il possédait leurs œuvres publiées, par les soins du libraire parisien Galignani, dans le même volume que celles de Coleridge. Quant au romantisme, il n'aimait ni le mot ni la chose, ou plutôt il détestait la chose et aurait voulu réserver le mot à un autre emploi. Dans *Eugène Onéguine,* Lensky, mauvais poète, écrit d'une façon « obscure et fade, ce que nous appelons romantisme, quoique je n'y vois rien de romantique ». L'usage commun du terme lui était,

certes, familier, et il ne pouvait pas toujours éviter de lui donner le sens ordinaire, désignant un grand courant de la poésie contemporaine; mais il s'efforçait de l'employer autant que possible dans un sens tout autre, beaucoup plus rapproché des origines du mot. La vraie poésie romantique était pour lui celle des grandes nations de l'Europe médiévale et moderne, la poésie d'inspiration chrétienne et chevaleresque avec tout ce qu'elle comportait de développements ultérieurs, de façon à comprendre aussi bien les mystères que le drame shakespearien, aussi bien les premières chansons épiques que l'Arioste et le Tasse, aussi bien la *Divine Comédie* que le *Faust,* en passant même par les contes de La Fontaine et la *Pucelle* de Voltaire. Au fond, ce à quoi il voulait réserver ce nom de poésie romantique était toute la poésie de la vieille Europe avant l'avènement du romantisme et après la fin du monde antique, avec la seule exception de la tragédie classique française et de quelques œuvres ayant suivi de près l'exemple de la Grèce ou de Rome. Or, si l'on peut trouver paradoxal un tel emploi du terme, il faut convenir aussi qu'il ne s'éloigne pas trop du sens originel, et surtout qu'il exprime la pensée de Pouchkine d'une façon parfaitement logique et claire.

Boris Godounoff, à l'en croire son auteur, est une « vraie tragédie romantique » — parce qu'elle est basée sur le système dramaturgique de Shakespeare. Gœthe est pour lui « le géant de la poésie romantique », et il emploie une fois l'expression « romantisme gothique » pour spécifier qu'il parle de la poésie médiévale, car il est loin d'identifier romantisme et Moyen Age. Tout cela nous ramène à son idée de la littérature européenne, telle qu'elle se dégage de tous ses écrits et de l'orientation tout entière de son activité créatrice. Ayant quitté

de bonne heure leur point de départ, la littérature du XVIIIe siècle, le goût et l'instinct littéraire de Pouchkine se développent non pas dans la direction du romantisme pointant vers un avenir assez trouble et assez dangereux pour la vie des lettres, mais dans la direction opposée, vers le XVIIe, le XVIe siècles européens, vers les grands poètes de la Renaissance et de la fin du Moyen Age. Pour saisir tout le sens d'une telle évolution, il faut se rendre compte qu'elle correspondait non pas seulement aux fins que, plus ou moins consciemment, se posait Pouchkine, mais encore à la structure même de sa personnalité et de son génie. Malgré l'époque où il vivait, il était un poète d'avant le romantisme, — le dernier grand poète de l'Europe que le romantisme n'a pas touché autrement qu'à la surface. Mérimée l'a fort bien vu : la prose de Pouchkine lui rappelait celle du siècle précédent, mais il trouvait que sa poésie était classique plutôt à la grecque qu'à la française, et, dans l'ensemble, il a dû avoir la nette intuition que Pouchkine appartenait à un monde disparu, à l'Europe telle qu'elle avait été et non telle qu'elle était en train de devenir. Du reste, cela même, qu'il a si bien compris, a empêché les autres de comprendre ; car les fréquentes méprises des étrangers sur le compte de Pouchkine ne s'expliquent pas seulement par la difficulté de l'approcher à travers les traductions, mais aussi par le fait qu'il est trop Européen pour que l'Europe d'aujourd'hui puisse se reconnaître dans ses œuvres.

L'ancienne santé, la vigueur généreuse de l'Europe, son unité, sa conscience, la noble chaleur de son âme, tout cela vit encore dans cette œuvre à jamais liée au destin d'une langue que la plupart des Européens n'entendent point. Quant à cette langue qu'il a contribué si puissamment à créer, quant à ce pays dont il a assuré

l'avenir spirituel, de leur point de vue ce retour à la vieille Europe équivaut à la naissance définitive d'une nouvelle Russie. Ce n'est pas du romantisme qu'elle pouvait sortir, mais d'une alliance nouvelle avec quelque chose de bien plus profond, dont elle avait été séparée tout en continuant d'y participer : l'âme de la chrétienté occidentale. L'européanisme de Pouchkine ne contredit en rien l'essence russe de son génie. Il était Européen non pas contre la Russie, comme tant d' « occidentalistes » qui se réclamèrent plus tard de son exemple, mais pour elle, non pas malgré qu'il était Russe, mais parce qu'il l'était. Il était Européen parce qu'il avait une vision d'ensemble de la vieille, de la grande Europe, et que, tout en restant Russe, il avait conscience d'en faire partie. Affirmer par le labeur de toute une vie qu'il y appartenait, c'était pour lui accomplir non pas seulement sa propre vocation, mais encore celle de la Russie. Son effort a fructifié plus peut-être que tout autre grand effort qui a jamais été tenté dans son pays. Tout ce que, depuis un siècle, la Russie a pu donner à l'art, à la pensée de l'Occident, est né de son œuvre et de son prestige.

WLADIMIR WEIDLÉ.

POÈMES D'ALEXANDRE POUCHKINE

(traduction de MARINA ZVÉTAIEFF)

CHANSON DU FESTIN EN TEMPS DE PESTE

Lorsque le tout-puissant Hiver,
Tel un guerrier au poing de fer,
Nous tombe sus avec ses troupes
De loups, de vents et de grêlons —
Nous emplissons nos larges coupes
Et près du rouge feu — buvons.

Un hôte pire que l'Hiver :
La Peste, fille des Enfers,
Nous tombe sus, — ravit nos proches.
A nos fenêtres, nuit et jour,
Frappe et refrappe avec sa pioche :
— Un tel est mort. A qui le tour?

Que faire? Lui tournér le dos!
Fermons nos portes au fléau.
Humons les fleurs, formons des rondes.
Noyons nos craintes et remords,
Et glorifions avec nos blondes
Le Règne de la Noire Mort.

Chantons l'ivresse du combat,
Du précipice sous nos pas,
De l'Océan qui nous charrie
En pleine nuit, derniers à bord,
De l'ouragan de l'Arabie,
Et de l'haleine de la mort.

Le trou, le flot, le feu, le fer —
Oh, toute chose qui nous perd
Nous est essor, nous est ivresse !
Ivresse de la perdition,
Es-tu, peut-être — qu'en sait-on ? —
D'une immortalité — promesse ?

Donc, Peste, gloire, gloire à Toi !
Sans nul espoir, sans nul effroi
Nous te voyons venir, ô Reine !
Et, main en main, sans nul remords,
Des Filles-fleurs buvons l'haleine —
Peut-être — celle de la Mort !

Boldino, novembre 1830.

A MA VIEILLE BONNE

Compagne de mes longues veilles
— O ma colombe aux cheveux blancs! —
Dans tes forêts, toujours pareilles,
De lustre en lustre tu m'attends.

A ta fenêtre, pleuve ou vente,
Tu guettes, guettes l'attardé,
Et tes aiguilles se font lentes
Et glissent de tes doigts ridés.

Par le portail d'antiques âges
Tu vois s'enfuir le grand chemin.
Tourments, pressentiments, présages
Oppressent ton fidèle sein...

Tu vois venir...

1827.

(Traduction de PIERRE BALASCHEFF)

INCANTATION

O s'il est vrai que dans la nuit,
Alors que dorment les vivants,
Et, du ciel, les rayons lunaires
Glissent sur les dalles funéraires,
O s'il est vrai qu'à ce moment
Se vident les tombes silencieuses,
J'appelle une ombre, j'attends Leïla!
Viens, mon amie; o, viens à moi!

Apparais, ombre adorée,
Comme avant notre séparation,
Pâle, froide comme un jour d'hiver,
Défigurée par ta douleur dernière,
Viens comme une étoile lointaine,
Comme un son léger ou un souffle,
Ou comme une vision horrible,
Peu m'importe : o, viens à moi!

Si je t'appelle, ce n'est pas
Pour accuser ceux dont la haine
T'avait tuée, o mon amie!
Ni pour sonder les mystères de la tombe,
Ni parce qu'il m'est arrivé
De douter et souffrir, mais en peine
Je veux te dire que toujours j'aime,
Que toujours je suis tien : o, viens à moi!

SOUVENIR

Que t'importe mon nom?
Il mourra, comme le but triste
D'une vague déferlée sur un lointain rivage.
Comme un son nocturne dans la sourde forêt.

Il laissera sur une feuille d'album
Une empreinte morte, semblable
A l'ornement d'une plaque funéraire
Dans une langue indéchiffrable.

Qu'importe-t-il? oublié bien longtemps
Parmi des troubles nouveaux et tumultueux,
A ton âme il ne donnera point
De réminiscences pures, tendres.

Mais par un jour de deuil, dans le silence,
Prononce-le, dans ta douleur,
Dis : il y a de moi un souvenir,
Il y a au monde un cœur où je demeure.

CHRONIQUE

Ce qui m'étonne, ce n'est pas qu'André Gide soit rentré d'U.R.S.S. désenchanté ; c'est qu'il y soit allé. De sa déception, je ne tirerai, quant à moi, aucune conclusion d'ordre politique. D'abord parce que ce n'est pas ici mon rôle, et ensuite parce que l'importance du livre de Gide me paraît d'une autre nature. Il attendait du communisme tout ensemble une libération de l'homme et l'établissement de la justice. Or, il doit constater que l'homme n'est pas plus libre en Russie que nulle part ailleurs ; il l'est même peut-être beaucoup moins. Et s'il est moins déçu sous le rapport de la justice, c'est sans doute qu'il est plus difficile de se faire une opinion là-dessus que sur le reste. Mais l'extraordinaire est que Gide, ayant cru que son idéal était en voie de réalisation sur terre, n'ait pas pu tenir à l'impatience d'y aller voir. Dans ces conditions, dans les conditions que précisent les *Pages de Journal* écrites de 1932 à 1935 (1), la déception était inévitable. Il serait injuste et presque malhonnête d'en tirer argument dans un sens quelconque. Ceci n'a aucun intérêt politique, et il serait souhaitable que les polémiques partisanes se fussent détournées de ce petit livre (2), qui ne leur appartient pas. Mais il relève du moraliste, et dans un double sens. D'abord parce que la psychologie de Gide lui-même en est singulièrement éclairée ; et cette sorte de sensibilité épidermique, qui est la sienne, et qui le réduit à être le jouet successif de sensations contradic-

(1) *Nouvelles pages de journal* (1932-1933), un vol., Gallimard, 1936.
(2) *Retour d'U.R.S.S.*, un vol., Gallimard, 1936.

toires (disposition bien fâcheuse pour un partisan). Mais ensuite parce que Gide ne peut tenir la plume sans que se trouve posé le problème qui l'agite depuis plus de quarante ans. Que peut l'homme? Or, il semble bien que sa conclusion soit ici plus pessimiste et plus désenchantée qu'elle ne fut jamais. Ce qui est atteint, ce n'est pas la foi de Gide en l'U. R. S. S.; après tout, ce ne serait pas grand'chose; mais sa foi dans l'homme, et c'est beaucoup plus grave.

Louis-Ferdinand Céline, dans son *Mea culpa* (1), écrit aussi à la suite d'un voyage en U.R.S.S., se montre naturellement encore plus pessimiste. Je dis que c'est naturel parce que je ne connais guère d'écrivain plus profondément pessimiste que l'auteur du *Voyage au bout de la nuit* et de *Mort à crédit.* Le fait que ces livres aient obtenu un succès de scandale, et qu'ils soient écrits dans une langue scatologique, ne suffit pas à leur enlever toute espèce de valeur. Il faut compter avec Céline, comme on compte avec tout ce qui est situé à l'extrême de nos possibilités. Céline, c'est l'homme moderne enivré de son propre désespoir. On lui a retiré successivement toutes ses raisons de vivre ou de mourir. Il ne reste qu'une immense absurdité, qui est cruelle, par surcroît. Alors, là-dessus, il brode une espèce de sombre romance, et une légende noire, qui vaut bien la Bibliothèque rose. On comprend que l'optimisme officiel de l'U.R.S.S. n'ait pas fait son affaire. Mais ce qui est curieux, et ce qui est émouvant, c'est de voir Céline se retourner vers le christianisme comme vers la seule doctrine qui ait compris l'homme, et qui ait su lui parler. Je ne dis pas que nous reprendrions volontiers, dans tous ses termes, le langage que Céline prête aux chrétiens. Et, vocabulaire mis à part il y aurait beaucoup à dire sur ce pessimisme radical, qui n'est pas tant chrétien que janséniste. Du moins cela est fort, cela est honnête, et l'on respire, après tant de déma

(1) *Mea culpa,* un vol., Denoël et Steele, 1937.

gogie, d'entendre quelques dures vérités rudement exprimées.

Il va de soi qu'aucun problème véritable n'est résolu par les violences verbales de *Mea culpa*. Et à la question, non pas : que peut l'homme? mais, plutôt : que vaut l'homme ? nous attendons encore une réponse qui nous satisfasse. Je ne sais ce qu'il adviendra de l'optimisme gidien après son *Retour d'U.R.S.S.* Il ne faut peut-être pas accorder à une heure de déception plus d'importance qu'elle n'en mérite et, quoi qu'il ait vu en Russie, Gide semble bien demeurer convaincu que l'homme n'a pas encore donné sa véritable mesure. Ce n'est pas pour lui, d'ailleurs, une question d'expérience, mais une espèce de nécessité. Or, ce *nescio quid majus*, des chrétiens ont le droit de le faire leur. Pour nous aussi les possibilités de l'homme sont infinies, et Céline semble bien s'être mépris sur la véritable nature du pessimisme chrétien. Quoique l'homme ait été blessé par la chute, sa nature n'en conserve pas moins une richesse à laquelle il est difficile d'assigner des bornes. Comment, capable de Dieu, serait-il ce triste animal, tout occupé à la destruction de soi-même, que voit en lui Céline? Et je ne parle pas de ce qu'il devient à partir du moment où la grâce le touche. Entre Gide et nous l'opposition ne porte pas sur ce qu'il prêterait trop à l'homme, mais sur ce qu'il ne lui donne pas assez, en le privant de Dieu, de telle sorte que cet optimisme peut facilement se changer en son contraire, et qu'il y a moins de distance de Céline à Gide que de Gide à Bremond, par exemple.

Si le nom de Bremond est venu sous ma plume, c'est qu'un livre posthume de lui vient de paraître : *Autour de l'humanisme* (1). Ce sont des études publiées jadis en revues, écrites en marge du grand ouvrage sur le Sentiment religieux. Rien n'est plus tonique, au meilleur sens du terme, et il faut remercier les frères Bremond d'avoir réuni et

(1) Un vol., Grasset, 1936.

mis en belle lumière ces pages qui risquaient de rester oubliées. Nous avons parfaitement le droit de préférer, dans le splendide héritage de la tradition chrétienne, telle période à telle autre, ou le Moyen-Age, ou l'époque des Pères, ou le XVII[e] siècle français. Mais c'est à la condition de ne rien méconnaître absolument dans ce passé riche et divers, où néanmoins tout consonne. Henri Bremond avait une préférence évidente pour les temps modernes, ceux qui ont suivi la Renaissance, et pour cette Renaissance elle-même, qu'il n'opposait pas, tant s'en faut, à la tradition chrétienne. Mais, au contraire, les hommes de la Renaissance, un Pic de la Mirandole, un Marsile Ficin, ces admirables platoniciens de la Florence des Médicis, lui paraissaient reprendre une tradition vénérable, celle des Pères qui avaient évangélisé la Sagesse et les lettres antiques. Car si la Renaissance est un retour à l'antiquité, pourquoi ne serait-elle pas un retour aux deux antiquités, non seulement la profane, mais aussi la sacrée? Et Bremond de montrer, par exemple, tout ce que la théologie du Concile de Trente sur la grâce doit à l'humanisme. Il m'est difficile de le suivre sur ce terrain en y apportant la moindre compétence. Quoi qu'il en soit, la position de Bremond est bien faite pour déconcerter ceux qui se font du christianisme en général, et du catholicisme en particulier, une idée par trop simpliste, et qui remonte directement à un certain jansénisme sectaire. Mais il vaut mieux encore entendre Bremond parler de son cher saint François de Sales.

Il y est tout incomparable. Les motifs de cette admiration très spéciale pour François de Sales sont assez évidents. C'est que l'évêque de Genève, ce n'est pas seulement l'humanisme fait homme; c'est l'humanisme fait saint, et docteur de l'Église. A toutes les objections qui peuvent lui être adressées, Bremond a toujours une victorieuse réponse : François de Sales maître de doctrine et maître d'oraison; François de Sales dans la ligne de la théologie tridentine sur la Grâce; François de Sales

source et modèle de l'École française qui va de Bérulle à Monsieur Olier. C'est, par conséquent, de lui qu'est sorti le monument que Bremond a laissé inachevé. Mais, pour graves que soient ces raisons, elle ne sont pas la première. Il suffit d'être quelque peu sensible à la chaleur d'un style pour voir qu'entre François de Sales et Bremond il y a infiniment plus qu'un simple accord doctrinal, mais une véritable parenté d'âme. Tout le retient et tout l'émeut chez son saint de prédilection, et plus que le reste, peut-être, cette rondeur et familiarité dont il usait parfois avec Jeanne de Chantal ou les Visitandines d'Annecy, et qu'il est arrivé aux éditeurs anciens ou modernes d'affadir. Ces trois articles sur les *Lettres de saint François de Sales, Pour qu'on lise saint François de Sales* et *La Philosophie de saint François de Sales,* c'est un François de Sales vivant qu'ils nous font voir. Et lorsqu'on suit ainsi Bremond derrière l'évêque de Genève, on n'est pas loin de lui accorder que l'humanisme salésien soit tout ensemble la fleur de l'humanisme et celle du christianisme. Nous voici loin du grossier langage parlé par Céline, et dont Bossuet, au moins le Bossuet de Bremond, celui du *Traité de la Concupiscence*, eût approuvé, non la forme, bien sûr, mais l'intention. Nous en rapprocherons-nous avec Pascal ? Car Pascal est, après François de Sales, l'un des familiers d'Henri Bremond, et celui de tous qu'il a le plus souci d'arracher à Port-Royal.

Du reste, il avait raison d'y insister. Cette légende a la vie dure, comme toutes les légendes qui prennent leur origine dans le jansénisme. La secte n'a pas fini de nous accabler, soit qu'elle assombrisse le véritable visage du christianisme aux yeux des chrétiens et des non-chrétiens ; soit qu'elle fausse l'histoire aux esprits les moins prévenus. Il y a là un phénomène extrêmement curieux et troublant. En dépit de Sainte-Beuve, et de Bremond lui-même, la véritable histoire du jansénisme, en particulier au XVIIIe siècle, n'existe pas encore, et elle permettrait seule de comprendre certains traits énigmatiques de

la France. Si Bremond avait pu continuer jusqu'au bout son *Histoire littéraire*, il est probable qu'il aurait abordé cette chronique, et sans doute renouvelé le sujet. En guise de consolation, relisons ses pages sur Pascal, et en particulier le sermon qu'il prononça à Clermont en 1923, à l'occasion des fêtes pascaliennes, et les notes qui le suivent sur la prière de Pascal. Le critique et le prêtre, ici, marquent un parfait accord. Il est certain que si Pascal, après trois siècles écoulés, nous émeut comme au premier jour, c'est à son génie que nous le devons, mais non pas à son génie seul. A quelque chose de plus mystérieux et de plus caché, qui est la vie intérieure de Pascal. Bremond découvre qu'il a parlé, avec le génie en plus, comme tous les mystiques, comme tous les saints. En sorte que l'unicité de Pascal viendrait de ce qu'il met son génie au service d'une réalité presque ineffable ; et la valeur apologétique de son œuvre ne tient pas tant aux arguments, dont Bremond fait assez bon marché, qu'à un *ton* impossible à contrefaire, et qui est le ton de la prière authentique. Ainsi, d'Érasme à Pascal, ils ont tous dit la même chose, non parce qu'Henri Bremond les tire astucieusement à soi, mais parce qu'ils sont tous chrétiens, et qu'il n'existe qu'une bonne façon de l'être.

Ce qui est ici le plus remarquable, c'est que Bremond ne parle pas en son nom propre. Je ne dis pas que certaines pointes contre Bossuet ne sentent quelque peu le partisan. Mais Bremond parle, avec le ton qui lui est propre, au nom d'une tradition vivante, qui a pu être méconnue parfois par de très grands esprits, mais qui n'en est pas moins la tradition de l'Église depuis les origines, et depuis les Pères, si chers à Newman, ami de Bremond. Tradition qui ne mutile pas l'humain, mais qui le couronne de grâce. Il apparaît bien que l'humanisme ne puisse être intégralement sauvé que dans un climat chrétien, et c'est ici la réponse à la question de Gide et au désespoir de Céline. Encore faudrait-il dégager la technique et la pédagogie de l'humanisme chrétien, et ce n'est pas chose facile.

D'abord, cela demande des hommes. Écoutez Bremond définir le maître chrétien : « Donnez-moi un homme à la tête très bien faite et qui sache lui-même raisonner, et ses élèves seront vaccinés contre les plus gros sophismes ; un homme de cœur et d'énergie, et il formera, presque sans y penser, et par son seul rayonnement quotidien, des volontés ; un homme de goût et pour qui la poésie soit poésie, et la moitié de ses élèves se trouveront initiés au sens des belles choses et, qui plus est, au sens du mystère poétique (par où un grand pas serait déjà fait dans l'ordre de leur formation proprement religieuse). » Ce professeur chrétien, ne serait-ce point, entre autres, M. le chanoine Georges Duret, professeur de Rhétorique, puis de Philosophie, et qui vient de publier un beau recueil de poëmes sous ce titre : *La Matinée pensive* (1) ?

Ces vers accompagnent l'oraison, et ils accompagnent la classe. Ils la prolongent aussi, à travers la pause des vacances, où le prêtre professeur retrouve les campagnes aimées. La féconde unité d'une vie tout entière consacrée apparaît dans ces strophes bien coulantes dont l'harmonie est faite de l'accord le plus profond de l'homme avec son destin. Des réalités de la terre — je veux parler des réalités paysannes — aux réalités surnaturelles, en passant par celles de l'éducation, il ne cesse pas continuité. Et pas davantage des lettres profanes aux lettres sacrées :

La terre au nourrisson des Muses baptisées
  Ne mesure point les profits :
Des marbres de Paros aux livres du Musée,
Tout s'achève en trophée aux pieds du divin Fils.

Car le maître a lu Péguy : « Et les pas d'Alexandre avaient marché pour lui... » ; il a lu aussi Claudel, et il les a lus et commentés en classe, eux et bien d'autres. Pourtant, ces exemples illustres n'ont enlevé à la flûte du

(1) Un vol., de Gigord, 1936.

poëte rien de son accent personnel. Accent discret et persuasif, comme une leçon dite d'une voix limpide et claire. Accent d'une province aussi, qu'ensanglantèrent de trop ardentes fidélités, province bocagère, dont la verdure envahit la classe, par la fenêtre ouverte. Et si ces rythmes sont magistraux, ils n'ont jamais rien de pédantesque, mais vifs, prestes et légers comme l'oiseau qui touche à peine de la pointe de son aile l'extrémité des plus hautes branches. Poésie la plus spirituelle qui soit, par ce peu de matière qui suffit à la lester. Je ne sais que choisir entre tant de trésors presque impondérables. Voulez-vous, presque au hasard, deux ou trois quatrains de *Némésis*, parce qu'en grec Νέμω veut dire *je partage*?

Au jardin de mon père,
Il était un pêcher,
De qui mâcher
J'aimais la feuille amère.

Mer, nymphe de sel et d'écume,
En ce point ombre du Dieu fort,
Que tu sais le juste rapport
De la douceur à l'amertume!

Je crains que ceci ne semble peu de chose à qui ne saurait y voir, au-delà de la convenance des mots, une fleur exquise, qui est ensemble de nature et de grâce. Et pourtant, avant de prendre congé de M. Duret, je veux encore citer deux vers de lui qui, mieux que toute espèce de commentaire, éclaireront peut-être la valeur de son humble recueil :

— L'homme a-t-il trouvé rien, disait-il, qui repose
Comme un peu d'âme sous un frisson de musique?

« Un peu d'âme sous un frisson de musique », voici, en effet, ce qu'il nous a donné, et ce présent n'est pas indigne des mains sacerdotales qui nous le proposent avec une aimable modestie.

Il y aurait, après cela, tout un discours à écrire sur la

vraie et la fausse Sagesse, d'autant plus que le même éditeur, qui nous offre le recueil posthume de Bremond, a publié peu après un florilège de Maurras (1). Je ne suis pas de ceux qui nient avoir subi l'influence de Maurras, ou qui contestent l'étendue et la profondeur de cette influence. Laissons-lui, et à quelques-uns de ses disciples, le triste privilège d'être injustes à l'égard de leurs adversaires. Trop de choses nous séparent aujourd'hui de Charles Maurras, et sur tous les plans, non seulement le politique, mais le littéraire et le spirituel, pour que nous n'éprouvions pas du plaisir à reconnaître qu'il est, à l'intérieur de certaines limites (on ne songerait pas une seconde à les lui reprocher, s'il ne lui avait pris fantaisie, quelquefois, de les imposer à la poésie elle-même), un de nos plus parfaits écrivains. Les poëmes civiques ne sont, d'ailleurs, pas ce qui m'enchante davantage dans cette *Dentelle du Rempart* (un bien beau titre n'est-ce pas ? et qui donne une assez juste idée du recueil), encore que le *Mystère d'Ulysse* contienne de beaux vers. Mais, par exemple, telles pages sur la France séquanienne et la France provençale, qui rendent compte de cet amour en quelque sorte charnel que Maurras éprouve pour la patrie terrestre, la seule qu'il veuille connaître. Et, sans doute, cette France-là n'est pas toute la France, pas plus que l'Athènes de Démosthène n'était tout l'hellénisme. Du moins est-elle un aspect authentique de la France, et qu'il ne serait peut-être pas très sage de tenir pour secondaire ou pour périmé. Mais il me semble que j'y aperçois aussi l'erreur fondamentale de Maurras, celle qui a pu entraîner toutes les autres. Je veux dire la passion de la limite. Il est beau de connaître ses limites et de les respecter ; voire de les aimer. Il ne faut pourtant pas les canoniser — et ce verbe doit être pris ici dans tous les sens dont il est susceptible. C'est ce que fait Maurras, qui ne se résigne pas à la mort des choses périssables, mais contre cette

(1) *La dentelle du rempart*, 1 vol., Grasset, 1937.

plénitude enfin réalisée, contre ce passage à l'éternel, qui est tout de même rupture de certaines limites, il n'est pas de sarcasme qu'il ne forge ; il n'est pas de rempart qu'il ne maçonne. Contraint au temps, il en repousse les conditions, et son œuvre, depuis quarante ans, n'est pas moins tragique ni moins vaine que le travail d'Ixion. Ceci ne doit pas nous empêcher d'en reconnaître la grandeur et le style, et de les saluer au passage.

Jacques Madaule.

L'arche de Noé

M. Léon Blum a désormais avec lui tous les conservateurs. Naturellement il ne s'agit pas — encore — des conservateurs dans le sens politique du mot; il s'agit des conservateurs de musées.

Et, avec eux, il a tous les gens de goût, les grands lettrés, les gens de bon ton, les bacheliers, les licenciés et les docteurs, les gens de la bonne société, l'élite enfin. Tous ces gens-là, par prudence, par savoir-vivre, par discrétion et par tradition, n'approuvent pas sans réserve l'attitude de M. Léon Blum. Mais n'est-ce pas lui qui a proposé l'organisation d'une grande exposition de l'art français qui serait un des clous de l'exposition de 1937 (avec le parc des attractions qui cachera le Dôme des Invalides, redoré pour les circonstances)? Et M. Léon Blum a l'intention de chasser la Loterie Nationale du pavillon de Flore pour « rendre » au musée le palais de nos anciens rois, parce que le musée, n'est-ce pas, a droit au palais du Louvre, et pas le ministère des Finances qui, lui, y fait figure d'usurpateur.

Le musée du Louvre est à l'étroit, encore à l'étroit, toujours à l'étroit. C'est un musée tentaculaire. Il pousse tant qu'il peut ses voisins; il pousse dans tous les sens; il est comme un gamin en pleine croissance qui fait éclater tous les vêtements qu'on lui donne; il est comme une colonie de doryphoras : aujourd'hui dans un champ, il aura bientôt envahi tout un canton; le musée du Louvre pousse comme du chiendent et comme le voyageur du métro à midi; il est monté dans les greniers du palais, il a affouillé sous les caves, il vient de réussir à chasser le pauvre musée de la Marine, qui était bizarrement embusqué quelque part au dernier étage, du côté de la rue de Rivoli; il va, grâce à M. Léon Blum, venir à bout de la Loterie Nationale. Un jour, il profitera de quelque plan quinquennal ou décennal, de quelque N.R.A., de quelque plan de grands travaux, d'équipement national, de regroupement administratif (tout lui est bon) pour chasser le ministère des Finances. S'arrêtera-t-il là? Pourquoi ne passerait-il pas au Palais-Royal

et ne rejoindrait-il pas la Bibliothèque Nationale pour former un gigantesque Museum Français, digne pendant du British Museum? Ce musée est une épidémie, une peste, un choléra. Son rôle est de conserver, par la grâce des conservateurs. Alors, à mesure que s'écoulent les siècles, le nombre des œuvres d'art s'accroît; et comme le monde en veut de moins en moins, il faut bien les mettre en conserve. C'est la raison même.

***

Les conservateurs de musées, les gens de goût, les gens cultivés, les grands lettrés, l'élite enfin, ne vivent que pour aller au Louvre. Le matin, l'après-midi, et même, deux fois par semaine, la nuit. Si vous voulez rencontrer les académiciens et les académisables, les membres de l'Institut et du Jockey-Club, les agrégés, les licenciés et les bacheliers, les abonnés à la *Nouvelle Revue Française*, au téléphone et à *L'Illustration*, les sociétaires de la Comédie Française, les Escoliers et les parlementaires, il faut aller au Louvre.

***

A vrai dire, ils n'y mettent pas les pieds.

Ce musée, le seul de Paris, avec le Musée Grévin, qui ait une clientèle, serait à peu près aussi désert que le musée Henner ou le musée Gustave-Moreau, s'il n'y avait pas l'agence Cook, les voyages Lubin, des collégiens en Angleterre et des Américaines. Pendant le temps qu'ils vivent à Paris, les gens cultivés ont ordinairement autre chose à faire qu'à aller au musée. Quand ils ont des loisirs, ils s'empressent de quitter la ville, et s'ils fréquentent des musées, ce sont ceux de province. La vie moderne a transformé Paris en une ville où les Parisiens ne vivent que par nécessité de travail, en une ville qu'ils fuient dès qu'ils le peuvent.

Quant aux non-intellectuels (j'emploie cette désignation vague pour ne pas écrire « le peuple »), qu'iraient-ils faire au Louvre? Ces immenses collections sont-elles accessibles directement? Sont-elles présentées pour des fins culturelles? Nul ne peut le prétendre. Une visite fructueuse du Louvre nécessite des connaissances étendues et un goût déjà éduqué. Pour le mettre à la portée des « travailleurs », il est vain de l'ouvrir le soir. Cette attraction n'attire que les « bourgeois » Encore ne viennent-ils pas voir des œuvres

sculptées, mais des éclairages, et leur curiosité est rapidement satisfaite. Les gens partent de là un peu troublés, un peu ébahis, comme s'ils étaient venus au théâtre et qu'on leur eût montré un beau décor savamment éclairé, mais point de pièce. Les visiteurs nocturnes du Louvre sont venus en spectateurs et *il ne s'est rien passé.*

D'ailleurs, on a éclairé les salles de sculpture sans doute parce que, du point de vue de l'art de l'éclairage, il était aisé d'y réaliser quelque chose de curieux. Du point de vue de la sculpture, les résultats sont singulièrement moins heureux. Les effets d'éclairage s'obtiennent le plus souvent aux dépens des œuvres. Tous les arts, dans un désordre effarant, sont représentés dans ce musée : il était normal, d'un certain point de vue, que l'art de l'éclairage y figurât.

Si on avait voulu servir utilement les œuvres exposées, c'était les salles de peinture qu'il fallait éclairer. Il est sans doute des toiles pour lesquelles c'eût été une révélation. Je pense à certains tableaux qu'on a proprement découverts lorsqu'on les a sortis du Louvre pour l'exposition d'art italien. Je pense à la galerie du bord de l'eau qui serait une piste bien agréable pour faire du patin à roulettes, mais où il est pratiquement impossible de contempler la peinture.

*
* *

Personne, à part des exceptions négligeables, ne « fréquente » le Louvre. Parfois, on le « visite », quand on est étranger ou provincial. Une brève visite d'ailleurs, c'est trop grand. On y reviendra un jour, un jour qu'on aura le temps. Pour un Parisien, le Louvre est inabordable : on mène une vie inhumaine, on ne vit pas dans une ville de plaisance, on n'a pas le temps de flâner, on n'a pas de « temps ».

Alors? Alors cet immense musée gorgé de chefs-d'œuvre mélangés à des œuvres plus modestes est un objet de luxe, et du luxe le plus bête qui soit, d'un luxe qui ne profite à personne. Né des collections royales, constamment enrichi, logé dans un bâtiment aussi peu fait que possible pour des expositions, il ne peut avoir aucune valeur culturelle, comme on dit aujourd'hui. Il n'est pas un instrument d'éducation, il n'est même pas des archives classées, mais un amoncellement stupide de trésors. Car il est stupide, criminel même, d'aller entasser sur les bords de la Seine une fortune spirituelle inestimable.

*
* *

On va distribuer, disent les journaux, des masques à gaz à la population civile de la capitale. On disperse aux quatre coins du pays les usines travaillant pour la défense nationale. Car on sait bien que, par l'effet des moyens modernes de destruction, la défense effective d'une énorme agglomération est impossible. Les Allemands n'étaient pas des vandales ni des barbares quand, en 1918, un de leurs obus tomba sur l'église Saint-Gervais. Pas un homme de bonne foi qui ne hausse les épaules quand on vient feindre de s'indigner qu'on ose bombarder Madrid « ville ouverte ». A quoi rime ce vocabulaire qui avait un sens du temps de Vauban? Malgré tous les beaux discours, la paix n'est pas éternelle, et *donc* Paris sera détruit, et détruit par le feu. Si le simple bon sens ne suffisait pas, on pourrait invoquer les prédictions les plus diverses qui s'accordent cruellement sur ce point. Quant aux spécialistes de la défense contre les incendies, ils vous diront que si l'on a des difficultés à circonscrire un sinistre de quelque envergure, aucun renforcement du régiment de sapeurs-pompiers ne pourrait éviter la destruction de la ville si plusieurs foyers importants s'allumaient simultanément. Le Louvre est au centre de Paris, au creux du courant d'air de la vallée de la Seine.

*
* *

« Il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier » est un axiome en faveur à l'Amirauté anglaise. Ce qui veut dire qu'à bord d'un cuirassé, il ne faut pas enfermer toute son artillerie dans la même tourelle blindée.

En France, le goût de la centralisation nous a inclinés à mettre tous nos œufs dans le même panier. Et quels œufs! L'or de la banque de France, qui, de notre point de vue, est un bien infiniment moins précieux que ce que renferme n'importe quelle salle du Louvre, l'or de la banque de France est protégé dans des caves bétonnées, inexpugnables. Peut-on protéger les richesses du Louvre? Non. Peut-on songer à les évacuer rapidement? Encore moins. Et il n'y a pas que les risques de guerre. Il y a longtemps que nous n'avons pas fait de révolution, mais la dernière fois, en 1871, alors que les moyens de destruction étaient ridicules à côté de ce qu'ils

sont maintenant, le Louvre a bien failli brûler. On n'apprend rien aux hommes. Rien n'est plus inutile que l'expérience.

Une enquête qui fit du bruit il y a une quinzaine d'années a posé la question : *Faut-il brûler le Louvre?* Il s'agissait, à vrai dire, de le brûler en effigie, de le brûler théoriquement. Des artistes d'avant-garde — l'avant-garde d'avant-hier — jugeaient l'enseignement du musée plus pernicieux que profitable. Qu'ils se rassurent : le Louvre brûlera.

Alors n'hésitons pas. Il ne faut pas l'agrandir, le réorganiser, l'aménager. Il faut déménager le Louvre. Comme on le fit jadis, au temps où l'on s'intéressait non seulement aux œuvres d'art, mais encore aux artistes, on peut y loger des ateliers; on peut y loger des ministères, on peut y laisser un petit musée d'œuvres essentielles avec, préparé à l'avance, un abri sûr où il sera aisé de les y protéger; on peut prévoir une belle galerie pour des expositions temporaires (là, le public vient, et vient utilement). Mais le Louvre, le grand Louvre tel qu'il est, il faut le déménager. Rendez à Villeneuve la *Pietà* d'Avignon. Emplissez les châteaux de la Loire, le Palais des Papes ou le Mont Saint-Michel. Bâtissez, si vous le voulez, des palais spécialement conçus pour l'exposition des œuvres d'art, mais sauvez le Louvre. Il suffit que, un jour, soit à jamais perdu ce qu'on peut appeler sèchement la fortune immobilière de Paris : Notre-Dame, cent églises splendides, tant de palais et tant d'hôtels, toute une ville enfin qui agonise sous les fumées industrielles, la sottise, les miasmes des pots d'échappements, l'argent sans odeur des pots-de-vin édilitaires, les clameurs des klaksons. Sauvez ce qui peut être sauvé, sauvez le Louvre (et la Bibliothèque Nationale). Voici le temps du déluge qui revient. Il faut préparer l'arche.

PIERRE VILLOTEAU.

QUELQUES LIVRES

Le Fils Grand-Perrot, par Alphonse Gaillard (Livre du Régionalisme).

Dans la Cité des Pipes, porte le sous-titre : c'est Saint-Claude dans le Jura, où l'on fabrique des pipes et où l'on joue aux tarots. Voici donc les petits mystères d'une industrie, d'une population, d'une région. Sur ce fond franc-comtois, l'auteur, un ecclésiastique, a tenté de montrer des êtres aux prises avec la vie, un garçon surtout, prenant conscience de ses responsabilités, fautant, se rachetant, et s'essayant à devenir un homme.

La Paroi de Glace, par Herbert Wild (Ed. de France).

Un beau roman de montagne, le plus réussi de ceux d'Herbert Wild, sans doute : l'histoire d'un Basque au cœur fort qu'un faux ami trahit, et qui redresse terriblement la situation. Cela est dramatique à souhait, mais sonnant juste, d'une sobriété nette, toujours vraie, dans le récit comme dans le dialogue. On est pris, il faut suivre jusqu'à la péripétie. Seulement, la dernière page tournée, on ne s'en veut nullement d'avoir cédé à cet intérêt, comme il arrive avec un roman policier. Ici, on est en meilleur air. « La vie, nos pensers... Que cela est étrange! » Mais voilà, pour faire face au destin, des cœurs d'hommes. On est en grand air. Et la dure vengeance même y garde quelque chose de généreux. Ce montagnard, en exécutant un traître, lui laisse sa chance et croit ne faire que justice.

La montagne a bien servi Herbert Wild. Elle le passionnait. Il s'était fixé dans les Pyrénées, et il y est mort l'an dernier, d'une chute lors d'une ascension. *La Paroi de Glace* augmentera les regrets de ceux qui aiment ses livres au beau son viril.

Henri Pourrat.

Le Gérant : E. Aubin. Impr. E. Aubin et Fils, à Ligugé (Vienne).